

- 1921 -

- 7 -

Commerce, Industrie, Travail et Postes.

MM.

- AMBÉE VIDAL.
- BABIN-CHEVAYE.
- BERSEZ.
- BILLIET.
- BOUVERI.
- BUHAN.
- CADILHON.
- CAUVIN.
- CLÉMENTEL.
- CODET (Pierre).
- COIGNET.
- DELONGLE.
- DIÉBOLT-WEBER.
- DRIVET.
- ENJOLRAS.
- FÉLIX MARTIN.
- FOULHY.
- GARNIER.

MM.

- HENNESSY (James).
- LOUIS SOULIER. *Philippe*
- MANDO.
- MARSOT.
- MASCUAUD.
- MAURIN.
- MAZURIER.
- MOLLARD.
- MONNIER.
- PASQUET.
- PERDRIX.
- PROVOST-DUMARCHAIS.
- RÉGNIER (Marcel).
- ROUSTAN.
- ROY (Henri).
- RUEFFEL.
- SERRE.
- THUILLEUR-BURIDARD.

H. Marsot

COMMISSION DU COMMERCE, de l'INDUSTRIE, du TRAVAIL & des P.

PD

COMMERCE	INDUSTRIE	TRAVAIL	P. T. T
MM.	MM.	MM.	MM.
Amédée VIDAL	Amédée VIDAL	Amédée VIDAL	Amédée VIDAL
BABIN-CHEVAYE	BABIN-CHEVAYE	BABIN-CHEVAYE	BILLIET
BERSEZ	BERSEZ	BILLIET	BOUVIER
BILLIET	BUHAN	CLEMENTEL	CADILHON
BUHAN	CADILHON	DELONGLE	CAUVIN
CADILHON	CAUVIN	CAUVIN	CLEMENTEL
CAUVIN	CLEMENTEL	DRIVET <i>Félix Marsot</i>	DELONGLE
CLEMENTEL	DELONGLE	Félix-MARTIN	DRIVET
CODET (Pierre)	CODET (Pierre)	FOULHY	ENJOLRAS
COIGNET	ENJOLRAS	Louis SOULIE	Félix-MARTIN
DELONGLE	Félix-MARTIN	MARSOT	FOULHY
DIEBOLT-WEBER	FOULHY	MAZURIER	MARSOT
ENJOLRAS	GARNIER	MOLLARD	MANDO
Félix-MARTIN	Louis SOULIE	PERDRIX	MAURIN
FOULHY	MARSOT	PROVOST-DUMARCHAIS	MAZURIER
GARNIER	MASCURAUD	REGNIER (Marcel)	MOLLARD
James HENNESSEY	MAZURIER	ROUSTAN	MONNIER
MANDO	MOLLARD	ROY (Henri)	FASQUET
MARSOT	PERDRIX	RUFFIER	REGNIER (Marcel)
MASCURAUD	ROY (Henri)	BOUVIER	ROY (Henri)
MAZURIER	THUILIER-BURIDARD		RUFFIER
MAURIN			SERRE
MAZURIER			
MONNIER			
PROVOST-DUMARCHAIS			
ROUSTAN			
ROY (Henri)			
SERRE			
THUILIER-BURIDARD			

Transports
Bellon Cadillon, Caucis
Clementel
Coignet
Codet
Diebolt Weber
Marsot
Marsot



Le quinze Février 1921,
 la Commission de Commerce de
 l'Industrie du Travail et des
 Postes s'est réunie sous la
 Présidence de Mr Félix Martin
 son Secrétaire d'âge, assisté de Mr
 Carlier, secrétaire d'âge, à
 l'effet de désigner son Bureau
 définitif, lequel est constitué
 comme suit :

Président : Mr Clément
 Vices Présidents :

M. M. Coignet { affectés à la section
 Billiet { de Commerce
 Canin pour la section de l'Industrie
 Deloncle " " de Travail
 Pasquet " " des Postes

Secrétaire Général - Mr Terre
 Secrétaires des Sections :

M. M. Roustan au Commerce
 Codet à l'Industrie
 Mareau au Travail
 Carlier aux Postes

Le Président

F. Martin

Le Secrétaire

Ch. Carlier

Mr Clément prend possession du fauteuil
 et remercie ses collègues à qui il trace les grands
 lignes d'un programme de Travail qui recueille
 l'approbation unanime

Le Secrétaire
Ch. Carlier

2/
Séance du mercredi 23 février 1921

Présidence de M. Clémentel.

Sont présents : M. M. Babin, Chevaye, Billiet, Bousiers, Buhay, Carvin, Codet (Pierre), Deloncle, Félix, Martin, Garnier, Mando, Marsot, Mazurion, Provost-Dumarchais, Régnier (Marcel), Roustan, Serre.

La séance est ouverte à 14^h 30.

Limitation à deux du nombre des Vice-Présidents - M. le Président indique qu'il a reçu une lettre de la Présidence du Sénat rappelant que le règlement ne prévoit que deux présidents officiels par Commission, la création des sections ne devant être considérée que comme un moyen de ^{faciliter le} travail et non d'augmenter le nombre des vice-présidents.

M. Roustan propose que l'on désigne alors comme vice-présidents de la C^{on} les deux plus anciens parmi les cinq membres choisis à la dernière séance, les trois autres restant présidents de sections.

(N'en est ainsi de vice')

M. M. Carvin et Deloncle sont ainsi désignés comme vice-présidents.

Programme de travail - Questions à poser au cours d'une Audition prochaine du ministre du Commerce.

M. le Président propose que la C^{on} demande au ministre du Commerce de vouloir bien venir devant elle mercredi prochain. Voici les questions auxquelles on pourrait solliciter du ministre quelques éclaircissements : 1^o moyen de porter remède à la crise actuelle (question du "du creux", et de la réorganisation de la Banque du Commerce extérieur)

2^o Crédit au petit Commerce

3^o Organisation de attaches commerciales

4^o Appellations d'origine

M. le Président indique que sur cette question, M. Farjon a préparé une proposition concernant la répression de la fausse indication. La Section du Commerce sera saisie de cette proposition qui pourra suivre M. Buhar. (approbation)

Vient ensuite enfin comme dernière question à poser au ministre celle relative au traité de paix et relative :

1^{re} à la liquidation des biens ennemis (tribunal arbitral mixte - réf. Bureau de brevets)

6^{re} aux accords commerciaux.

M. Serre fait adopter également le principe d'une question concernant le crédit aux petits industriels et commerçants dénués de capitaux.

M. le Président signale que 17 Banques Populaires d'Alsace Lorraine ont décidé et unanimement, au cours d'une réunion tenue à Mulhouse, de demander l'application des lois sur le crédit au petit commerce à l'Alsace Lorraine. Mais, surme'diatement, le Commissaire général n'a donné aucune suite à ce vœu, malgré l'intervention du ministre du Commerce. Il y aurait lieu de poser une question à ce sujet au ministre mercredi prochain (approbation)

Commerce des Papiers d'exportation avariés. M. le Président donne lecture d'une lettre qu'il a reçue de cette question du ministre du Commerce. Il propose que la Section du C^{ee} étudie la question et fasse un rapport pour la séance de la C^{ee} ^{de mercredi} rapport qui serait communiqué après l'avis du ministre.

M. Serre appuie cette proposition qui est adoptée.
Régime des Chemins de fer. M. Deloncle signale que la Chambre étudie un projet sur le régime

12/
des chemins de fer qui s'en examine par trois
commissions: celle des Tr. Publics, des finances et
du Travail. Il est impossible de demander
que le projet soit renvoyé officiellement à la
C^m du Sénat, mais officiellement de celle
que de la C^m pourraient suivre la question.

M. le Président appuie la proposition et il est
décidé que M. Régulier suivra le projet en ce qui
concerne les tarifs et le Commerce, et M. Delonch
en ce qui touche le Travail.

Société à responsabilité limitée - La Commission décide
également que la Section du Commerce suivra
la question des S^{ts} à responsabilité limitée et nom-
mera un rapporteur. Le ministre du Commerce
doit être entendu par la C^m de la Chambre
demain sur cette question.

Etat de propositions soumises

aux Com^{tes} du Sénat - M. le Président signale que 4
com^{tes} spéciaux actuellement existants ont 3
mois pour se débarrasser et donner un rapport.
Il serait indispensable que chaque section de
la C^m étudiat dès maintenant les questions
qui pourraient leur revenir.

M. Buhay indique que certains Com^{tes} spec^{iaux}
n'ont pour ainsi dire plus aucune existence
de fait, et que la C^m du Commerce pourrait dès
lors se saisir de suite des questions qui étaient
de leur ressort.

M. le Président déclare qu'il verra le
président des com^{tes} spéciaux à ce sujet.

Révisions de Com^{tes} des chemins de fer

et des Douanes - M. Roustan signale que plu-
sieurs membres de la C^m font également partie de
Com^{tes} des Douanes et de chemins de fer. Il aurait
bien de s'entendre avec ces Com^{tes} pour que leurs

5

membres jurent suivre les travaux de l'une et de l'autre -

M. Deloncle indique que deux comités auront se réunis le même jour, mais à des heures différentes.

M. le Président déclare qu'il verra le président de ce Comité en vue d'une entente à ce sujet.

Postes et Télégraphes - M. le Président propose qu'un membre de la section des Postes suive la discussion du budget de PTT à la Chambre (adoption)

Académie du

ministère du travail - M. le Président propose que la C^o entende le mercredi 9 mars le ministre du travail sur la question du chômage. Sur la proposition de M. Bouvier, la Commission décide qu'elle s'entendra également sur la question du logement ouvrier.

La séance est levée à 15 heures 1/2.
Le Président, Le Secrétaire,

Wimont

Paul

Séance du mercredi 9 mars 1921

Présidence de M. Delmont.

Sont présents : MM. Amédée Vidal, Babin, Chevaye, Billiet, Cadilhac, Cauvin, Coder (Pierre), Deloncle, Drisel, Félix Martin, Foulhy, Garnier, Jany, Kennedy, Louis Soulié, Mando, Marsot, Maurin, Maxime, Proust, Dumarchais, Roustan, Seire, Théobald Buridant.

La séance est ouverte à 14 h 30

Projet de loi portant ratification

de la Convention de Madrid - M. le Président s'excuse la nécessité d'une réunion prochaine de la S^{te} Com^{me} des Postes en vue de l'étude du projet de loi portant ratification de la Convention de Madrid. Nous perdons actuellement, dit M. le Président, 100.000 fr. par jour, du fait du retard apporté à cette ratification.

La S^{te} Com^{me} des Postes, en conséquence, sera convoquée pour mercredi prochain, 9 mars, à 14 h, la Com^{me} sera entendue devant la séance de même jour à 15 h 30 pour entendre le ministre des Travaux.

Loi sur le
Logement ouvrier

M. le Président indique à la Com^{me} que M. le ministre des Travaux lui a fait connaître qu'il se rendrait devant elle mercredi prochain pour être entendu sur la crise du chômage mais il ne pourra répondre à la question posée ^{par M. Bouvier} (sur ce qui concerne la crise du logement ouvrier). Cette question, en effet, est du ressort de M. Lereboullet, ministre des Hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociale et, par conséquent, c'est également à la Com^{me} des Hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociale que doit être réservée cette étude.

Projet de proposition de loi

en suspens pour avoir fait

l'objet d'une étude de la Com^{me}

M. Serre rend compte qu'il s'est occupé de rechercher parmi les projets en suspens ceux ^{en} rapportés par la Com^{me} officielle et qui pourraient faire l'objet d'une étude de la Com^{me} des Travaux.

C'est tout d'abord, sous le n° 8 d'une proposition de loi adoptée par la Chambre, tendant à l'organisation de commissions mixtes, ouvrières et patronales dans les branches minières, de houille, métallurgie et autres, puis sur projet de loi, adopté par la Chambre des députés modifiant le Livre II du Code du Travail (Repos hebdomadaire).

madame) - (année 1919 n° 116)

M. le Président estime qu'il conviendra, pour ce projet, d'attendre l'avis de M. le ministre du Travail.

M. Serre signale ensuite, une proposition, déjà adoptée par la Chambre, tendant à modifier l'art. 4 § 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 sur l'accident du travail - (année 1920 n° 289)

La modification porte sur le fait que le chef d'entreprise serait appelé à supporter, en outre des frais médicaux et pharmaceutiques, les frais funéraires. —

— une proposition de loi instituant des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur l'accident du travail - (année 1920 - n° 604)

M. Soulié fait observer que le C^{on} présidé par M. Coudelet devra rester saisi de cette proposition.

M. Delorscle répond que la C^{on} du Commerce peut aussi donner un avis. C'est ce qui se fait journellement à la Chambre.

Il est incontestable, dit M. Serre, que la proposition tend à créer un nouveau délit, qu'à ce titre elle intéresse le C^{on} de législation civile & criminelle, mais elle aura pour les négociants une importance telle que la C^{on} a le devoir de l'étudier.

M. le Président craint que la C^{on} du C^{on} n'ait elle-même le réflexe en demandant un avis, et ait donné qu'une C^{on} spéciale est instituée pour délibérer de la question.

M. Delorscle répond que la crainte serait justifiée si on avait nommé une C^{on} spéciale pour délibérer, mais en réalité on a renvoyé la proposition à une C^{on} qui existait déjà et il est loisible à la C^{on} du C^{on} de demander que la prop^{on} lui soit renvoyée pour avis.

M. le Président estime qu'il peut y avoir conflit, s'agissant d'une prop^{on} rapportée sur le fond par une C^{on} à laquelle la C^{on} du C^{on} va succéder. Il posera la question à la Question.

8
M. Deloncle n'insiste pas, pour le passé mais de sorte
que son observation demeure afin qu'il l'arrete et doit
passer à une 6^{me} quelconque de demander à formuler un
avis sur un projet dont est saisie une autre Com^{me}.
M. Serre signale ensuite :

une proposition de loi tendant à modifier
certains articles du Code de Commerce concernant la
lettre de change et le billet à ordre (annex 1916 - n° 182)
M. le Président estime qu'il faut reprendre cette proposition
(approbation)

M. Serre appelle encore l'attention sur un projet de
loi adopté par la Chambre tendant à modifier
la loi du 13 avril 1910 sur les stations hydrominérales
et climatiques en ce qui concerne la nomination des
^{membres dans} Chambres d'industrie prévues par la dite loi & la for-
mation de ces chambres pendant la durée de
l'hostilité.

(Cette proposition n'est pas retenue) de même
pour un projet de loi réglant la liquidation de certains
biens en regard de la loi du 17 mars 1909, (acquisi-
tion d'immeubles aux moyens de rentes viagères) la Com^{me}.
et d'avis que cette question ne la concerne pas.

Audition de M. le ministre du Commerce (V. Annexe - Sténographie de l'audition)

La Commission procède ensuite à l'audition de M. Dore,
ministre du Commerce.

M. le ministre est entendu d'abord sur la
Crise économique. Il exprime à la Com^{me}. son désir d'entretenir avec
elle des rapports constants, étant donné que la situation ac-
tuelle n'est pas stable, que les faits économiques se succè-
dent avec un caractère chaotique qui nécessite des
échanges de vues multiples entre la Com^{me} et le ministre.

La crise mondiale apparaît comme une crise
de confiance ; il est impossible de dégager actuellement

une doctrine; il n'y a que des questions d'espèce.

M. le Président demande si la crise actuelle est, de l'avis du ministre, une crise de production ou de consommation.

Selon M. le ministre, les deux mouvements se lient. Sans qu'on sache trop pourquoi, chacun a acheté au-dessus de ses besoins, c'est-à-dire fait de la spéculation, illicite. Il y a certainement des stocks considérables, mais il ne semble pas que la production ait été aussi importante qu'on le pensait. M. le ministre ne saurait prévoir, quant à lui, à quel moment la crise va cesser.

M. Bodet (Pierre) voit un remède dans une stabilisation de prix, quel qu'en soit le taux.

Parlant de la spéculation illicite, M. le ministre indique combien il est difficile d'en donner une définition, si bien que le commerçant risque de se trouver tous le coup de poursuites, à tous moments, du fait d'une législation insuffisamment précise.

M. Roustan estime que M. le ministre du Commerce devrait s'efforcer d'obtenir de M. le Garde des Sceaux une circulaire enjoignant nettement ce qu'on entend par spéculation illicite.

M. le ministre répond que la base de taxation considérée comme illicite tout prix supérieur à celui indiqué par la libre concurrence et ^{tout bénéfice} supérieur en même temps au bénéfice normal, c.à.d. ~~tel~~ tel qu'il est apprécié dans le petit Livre des Contributions directes. Toutefois la Cour de Cassation hésite à donner des précisions.

M. Deloncle, reprenant la définition de M. le ministre, a savoir que la spéculation illicite consiste dans "l'achat au-dessus de ses besoins", élargit longuement cette définition, qui tend à la création d'un "délit de stockage". Personne ne peut prévoir l'avenir, et en pareille matière, - en attendant le régime de la liberté complète, il ne faut rien ajouter aux fatras de lois actuellement existantes.

10/11
Tous concluent que le ministre avoue son impuissance
momentanée à trouver un remède et qu'il craint de voir
s'accroître encore la crise de production.

Credit à l'exportation,
au petit Commerce et à la
petite Industrie - Les
Banques populaires
en Alsace, Lorraine

M. le ministre indique quels sont les efforts
réalisés actuellement par la Banque na-
tionale du Commerce extérieur en vue d'accroître
les facilités de nos exportateurs.

Il annonce, d'autre part, son intention de
se mettre d'accord avec le ministre des
Finances pour demander à la Banque de France un supplément de
recettes de 20 millions, prélevés sur les surprofits demandés, en fa-
veur des Banques populaires. Ce projet est accord sera réalisé un
projet de loi sera déposé.

M. Lere exprime l'opinion que les Banques populaires
ne doivent pas être débarrassées de leur caractère : elles ne doivent pas
seulement servir aux pro-

En ce qui concerne les avances aux petits commerçants et
industriels d'Alsace, M. le ministre fait connaître qu'il existe
encore 13 millions sur le crédit de 50 millions consenti par les
Chambres. Ce crédit devra être augmenté et le ministre compte
demander prochainement un vote au Parlement.

En ce qui concerne le refus du Haut. Commissaire en
Alsace Lorraine d'accorder aux Banques de la région les avantages
concedés aux Banques populaires en France, une lettre pressante
sera adressée à nouveau à M. Klugel et le cas sera signalé
à M. le Président du Conseil dont dépend le Haut. Commissaire
Agents commerciaux. Les sommes affectées au Budget
pour toutes les organisations d'expansion économique à l'é-
tranger atteignent 2 millions 1/2. Il est regrettable que le
Com^{de Finances} du Sénat, à plusieurs reprises, ait repoussé les crédits
votés par celui de la Chambre.

M. le Président croit qu'il obtiendra gain de cause
de M. Millerand-Lacroix qui lui a promis d'inscrire au
budget une taxe "pour le développement de l'expansion
économique et de l'exportation."

M. le ministre indique que de augmentations ont été prises - montants jusqu'à 60 et 80% - pour améliorer la situation des agents commerciaux. Nous en avons actuellement un peu partout et leur recrutement est entouré de toutes garanties, car ils sont proposés au ministre des Commerce par une commission composée en majorité de commerçants & d'industriels et doivent recevoir l'agrément du ministre des Affaires Etrangères.

M. Pierre Codesc s'agite l'intérêt qu'il y aurait à ce que ces agents, en plus de leur traitement fixe, puissent recevoir une commission sur les affaires réalisées.

M. le ministre répond qu'on peut doter les agents commerciaux d'autant plus largement qu'il le fera plus d'affaires dans la région où ils exercent leur influence, mais le système des "commissions" préconisé par M. Codesc soulève des objections sérieuses.

M. Deloncle voit également qu'il y aurait danger à entrer dans cette voie : les agents commerciaux représentent, avant tout, la France et c'est elle qui doit récompenser les services rendus.

M. le ministre donne ensuite des renseignements sur les résultats obtenus, notamment en Italie, - par l'office du Levant, en Espagne - résultats des plus favorables. Il s'attache enfin à détruire la légende suivant laquelle des difficultés existeraient entre le Corps des attachés commerciaux et les diplomates de carrière.

Appellations d'origine

Sur la question des appellations d'origine

M. le ministre indique que l'accord existe entre lui & la C^{te} de Rouane, en ce qui concerne la proposition de l'Assemblée. On est arrivé à un texte qui donne satisfaction à tout le monde et le projet pourra être déposé bientôt. M. le ministre marque ^{soigneusement} son intention bien arrêtée de se servir de l'art. 275 du Traité de Paris, chaque fois qu'il y aura une convention à élaborer. Il y a un bref échange de vues entre M. le ministre

M. le Président & M. Fennery il résulte que l'accord est complet entre
ce ministre & la Com^m sur cette question.

Liquidation des Biens ennemis. M. le ministre s'explique ensuite sur la
liquidation des biens ennemis. Quarante p. cent de créances en
Allemagne ont été actuellement recues. On compte arriver aux 100 p.
cent d'ici mai prochain. Pour l'Autriche la situation est
plus difficile dit M. le ministre; il convient d'accorder des
délais plus longs et surtout de s'attacher tout d'abord au relèvement
complet de ce pays.

Une longue discussion s'engage à laquelle prennent part
M. le ministre, M. Bodet, M. Magnier. Et une question de
M. Magnier concernant les débiteurs de l'Allemagne, M. le
ministre répond que, pour les sommes dues à l'Allemagne
celles-ci, lorsqu'elles sont recouvrees, vont à la Commission des
réparations.

Brevets. En ce qui concerne la question des brevets, M. le ministre
examine particulièrement la situation du point de vue des
recettes et signale le dépôt prochain d'un projet de loi
préparé par l'Office de la Propriété Industrielle.

S^{te} à responsabilité limitée. Incidemment M. Serre pose une
question sur les sociétés à responsabilité limitée.

M. le ministre indique qu'à son avis, celles-ci devront
tenir à la fois de la S^{te} Anonyme et de la Société en
non collectif.

Accords Internationaux. Abordant la question des accords inter-
nationaux M. le ministre indique que des pour-
parlers sont en bonne voie avec le Canada, la Pologne,
la Yougoslavie, le Portugal, l'Italie, l'Espagne - Avec
le Nicaragua, on est revenu au statu quo, ce pays étant
venu à résipiscence après avoir tenté de faire approuver des droits
prohibitifs auxquels nous avions répondu en frappant ses cafés.
Enfin des conventions sont en cours d'élaboration avec
le Siam et les pays héritiers de l'ancienne monarchie
autro-hongroise.

L'incident qui s'était élevé entre l'Espagne et la

France, sur les questions vis-à-vis, est en voie d'apaisement.

A ce sujet M. Roustan signale la propagande intense de l'Allemagne en Espagne, propagande dont fait foi un exemplaire de la "Gazette de l'Union", rédigé sur l'Espagne, en espagnol, que lui a fait parvenir la Chambre de Commerce française de Madrid.

M. le ministre donne à la Commission l'assurance que la France ne restera pas inactive et saura répondre de même en ce à la propagande allemande.

En ce qui concerne l'accord avec l'Italie, la grande question litigieuse est celle des soies murelinées qui risquent de porter préjudice aux ^{travaillant} petits industriels de l'Ardoise, ^{encore} selon d'anciens procédés, alors que certains industriels français sont allés installer en Italie même des moulins pourvus d'un outillage moderne.

Pour la métallurgie et la sidérurgie une Commission présidée par M. Schneider est allée sur place s'entendre avec les Italiens, a abouti à un accord qui il ne reste plus qu'à entériner.

M. le Président estime que la surtaxe d'exportation de ferrailles est de nature à mécontenter l'Italie; il demande que la France s'en tienne au principe général de la liberté en ce qui concerne les matières premières. Lorsqu'on en décide à laisser sortir une matière première, tout au moins convient-il de ne pas la taxer.

Selon M. Bauvin, ce qui il faut surtout c'est empêcher de sortir les matières premières dont nous avons besoin.

M. le ministre répond que, d'une façon générale, il est lui-même hostile au principe d'une taxe à la sortie, celle-ci étant toujours disproportionnée parce que d'un seul côté et d'un autre toujours disproportionnée parce que susceptible de provoquer des mesures de rétorsion.

M. le ministre ayant indiqué la nécessité de donner du coke aux industries sidérurgiques, M. Loulié signale la situation difficile des Compagnies minières françaises qui

ne peuvent plus faire de cette alors que l'Allemagne, en vertu du traité de paix, nous envoie librement tout celui dont elle peut disposer. M. le ministre promet de saisir de cette question son collègue des Travaux Publics.

Il donne ensuite quelques explications sur la révision des tarifs, actuellement à l'étude.

M. James Hennessy, revenant sur la question de la crise actuelle de la production & de la consommation critique vivement la loi sur les boîtes de fer, cause en grande partie selon lui, de la hausse de prix.

Politique

Bancaire

M. M. Babin-Cheraye et Soulier posent enfin une question sur la politique bancaire du gouvernement, notamment sur le danger que pourrait faire courir l'éclosion en France de ^{trop} nombreuses banques étrangères.

M. le Président répond à cet égard l'action des banques françaises au congrès de Londres, tenu au mois de juin dernier. Si l'on ne peut aboutir à un système de réciprocité par une entente directe avec les pays étrangers - on s'adresse aux Etats-Unis, - il conviendrait d'appuyer la proposition Gerald qui menace de fermer les établissements étrangers.

M. le ministre répond que cette question est plutôt du ressort de son collègue des Finances. En ce qui concerne la politique bancaire du gouvernement il ignore à quel point le ministre des finances, avant lui, il serait de son devoir la Banque de France aider dans la plus large mesure à la reprise des transactions commerciales.

Il termine ses observations par une vue générale sur la situation économique du monde entier, le remède à la crise actuelle dépendant pour beaucoup, croit-il, de l'exécution du traité de paix, à laquelle non seulement la France, mais l'Allemagne, les neutres et l'Amérique elle-même sont intéressés, - et particulièrement de la mobilisation de la Dette allemande qui permettrait

d'avoir immédiatement 100 milliards de papier ayant la valeur
d'or, ce qui ne serait pas sans faciliter considérablement les
échanges internationaux. Malheureusement, conclut M. le
ministre "je n'ai pas le traité - et par conséquent le remède
dans ma poche". Il faut souhaiter, à cet égard, le succès
de la conférence de Londres.

M. le Président, au nom de la Commission, re-
mercie M. le ministre du Commerce de sa déclaration.

La séance est levée à 17^h 50 minutes.

Le Président;

Le Secrétaire.

M. le Président

M. le Secrétaire

Séance du mercredi 9 mars 1921.

Présidence de M. Clémentel.

Sont présents : M. le Ministre Vidal, Billiet, Bouveri, Cardillon,
Cauvin, Codet (Pierre), Deloncle, Félix Martin, James Hennessy,
Marsot, Marquet, Riquier (Marcel), Roy (Henri)
Jure, Christian Burdard.

La séance est ouverte à 14^h 30.

Représentation de la Commission : M. René Chavagnac, délégué
aux fêtes de Lyon par le Comité directeur de la Foire
de Lyon, qui comprend la

municipalité, le Conseil général et la Chambre de Commerce
ont invité la Com^m à se faire représenter officiellement aux cé-
rémonies et banquet qui doivent avoir lieu à Lyon le dimanche et
lundi 13 et 14 mars, en présence de M. le Président de la République.

La Com^m désigne M. M. Cauvin et Codet pour la représenter
officiellement, M. le Président Clémentel devant assister aux fêtes en
qualité de Président du Comité et Conseillers du Commerce extérieur.

(V. Annexe II^{ème}.
Jugée de l'audition)

Audition de M. le Ministre du Travail

La Commission procède ensuite à l'audition de
M. le Ministre du Travail, sur la

Crise du chômage - M. Daniel Voinet, Ministre
du Travail, indique tout d'abord que la crise n'est
pas particulière à la France : elle s'est déclarée
chez nous vers le milieu de mai, après s'être usée
postérieurement en France et aux Etats-Unis.

De 800 au mois de mai le nombre des chô-
meurs a monté à 8000 en octobre, 30000 en décembre,
61000 en mars - dont 44000 pour Paris (p. 374)
dont le départ. et le sein, Paris compris) ce sont les
chômeurs inscrits au fonds de chômage. On
peut doubler la ciffre pour avoir le nombre des
chômeurs totaux.

Il y a déjà eu, au début de la guerre une
crise analogue - 376.000 chômeurs en 1914 - qui
s'est rapidement résolue - et une autre à la
démobilisation - 116.000 chômeurs inscrits - qui ne
dura également que peu de temps.

Les industries les plus frappées par la crise
actuelle sont la chaussure, la confection - les
textiles et l'automobile - et les centres atteints
^{particulièrement} sont la région parisienne, Limoges, la vallée de
l'Isère, Toulon, le Nord, les Ardennes.

Mesures prises - M. le Ministre n'a fait qu'appliquer, avec
une rigueur nouvelle - les mesures déjà prises par
son prédécesseur M. Jourdain, c'est-à-dire :

- 1^{re} invitation aux industriels de réduire la
journée de travail plutôt que de fermer les usines ;
- 2^e action des offices régionaux de placement
pour répartir le travail d'œuvre et la charge sur
les centres de travail ;
- 3^e rapatriement des étrangers et des ouvriers
des colonies

40
Causes

ou amalgamation des fonds de chômage.

Quelles sont les causes de la crise ? Il convient d'en parler avec une grande réserve. On a parlé de l'inflation fiduciaire, du change, de la journée de 8 h. 60, le chômage se vit aussi là où l'inflation fiduciaire n'est pas aussi considérable que chez nous, et par ailleurs aux Etats-Unis où le change est favorable il y a de nombreux chômages, enfin le Japon qui ignore la loi de 8 h. a connu le chômage avant nous ^{et} avec une grande intensité. Il y a une part de vérité dans chacune de ces raisons, mais, dans la manipulation, le chômage résulte surtout de la sous-consommation. On constate ce phénomène quand on s'aperçoit que l'épargne a une tendance à exagérer considérablement les dépôts. Il y a actuellement un excédent de dépôts de 10 milliards qui atteignent 150 millions pour 2 mois. Cette tendance à mettre l'argent de côté, à le réserver outre mesure met pas favorable aux campagnes. Chez les ouvriers aussi il y a exagération de parer, c'est-à-dire manque de confiance et finalement restriction de l'acheteur.

Le mouvement de départ de la crise coïncide avec la prétendue baisse des prix de gros : chute du coton, de la laine, etc. On a eu tort de ne pas attendre que la baisse atteigne le point de saillance pour la signaler. Maintenant le consommateur a pris l'habitude des prix de vente élevés et il lui est pénible de liquider les stocks à un prix inférieur. Malheureusement on ne peut exercer d'action sur lui. A l'heure présente le fournisseur fait effort pour arriver à une réduction de prix à l'origine. Le prix au détail baisse, il y aura de fait une ripercussion sur le prix des matériaux de construction et de la métallurgie.

ce qui entraînera une reprise et travail dans les
régions libérées

Remèdes.

Parmi les mesures prises par le Gouvernement il convient en
tout d'abord : le placement des chômeurs.

Chaque fois qu'un ouvrier en chômage se
présente au bureau de placement on s'interroge
sur sa profession d'avant-guerre et on exige une certifi-
cation ^{de son patron} constatant qu'il est chômeur c'est parce qu'on
n'a pas de travail à lui donner. D'où première
élimination des chômeurs professionnels.

Certaines industries - la chaussure
notamment - ont vu après l'armistice
fermer un grand nombre de leurs usines. Une
étude qu'on a pu rendre à la fin 1920
ouvriers en 1920

Une autre élimination est celle des colo-
niaux - La direction des Affaires algériennes et l'Office
au Maroc ont bien voulu reprendre à leur charge
les rapatriements

Enfin il y a l'élimination des étrangers,
mais il faut distinguer entre ceux qui sont
établis en France et ceux qui demandent à y
venir. Pour les premiers on exige la carte
d'immatriculation (art. 64 du Code de Travail
prévoyant la déclaration) - nous prévoyons des
traités de réciprocité avec la Tchéco-Slovaquie,
la Pologne et l'Italie - et de plus grâce au
traité de 1899 il ne peut y avoir plus de 10% de
travailleurs étrangers dans les travaux entrepris pour
le compte de l'Etat - même que nous nous de-
mandons avec quelle chance de succès on s'adoptera

Pour les étrangers qui viennent en France
il convient d'être très sévère, pour éviter des
incidents diplomatiques tout en maintenant
les droits de la main d'œuvre française

19

Un ouvrier ^{étranger} ne peut entrer en France s'il n'est muni
d'un contrat de travail ^{par le ministre du travail,} et l'autorité de ne
de ne point lui délivrer ce passe-port ou de donner à
cet effet. Actuellement, notamment pour l'Espa-
gne et l'Italie, le nombre des entrées dépasse de
beaucoup celui des sorties. Toutefois il ne faut pas
oublier que la France est appelée à devenir un grand
pays d'immigration et que si elle restreint le nombre
des ouvriers étrangers et qu'elle en ce moment, elle devra
à un moment donné, ouvrir les ports à la main-
d'œuvre étrangère, notamment aux mineurs, métallur-
gistes, verriers belges, etc.

Le service de la main d'œuvre étrangère étant
actuellement réparti entre le ministère du travail,
de l'agriculture, des régions libérées, des affaires é-
trangères et de l'intérieur, pour la sécurité finan-
cière, le ministre a pensé qu'il y avait lieu de
créer un organe de coordination; après avoir songé à
un office d'immigration, il a renoncé à ce projet
qui lui a paru dangereux en ce qu'il comportait l'au-
tonomie financière et la personnalité civile. Il
faut trouver une autre formule, qui permette de
contrôler soigneusement ce service.

Les secours et le Arrivant aux secours distribués par le ministre
fonds de chômage égale que le Parlement a voté 4 millions pour
1921. Le décret en a été pris portant 50% la part
contributive de l'Etat et 50% celle des départements et
des communes. Les secours sont soigneusement
contrôlés. L'ouvrier doit faire présenter sa carte
périodiquement pour montrer qu'il n'a pas pu
trouver de chômage l'avail. Les secours sont de
2^{fr} par jour et par chômeur, + 1^{fr} pour le conjoint
chômeur, 1^{fr} par enfant de moins de 16 ans, 0^{fr} 75
par ascendant à la charge du chômeur, sans
que l'allocation puisse dépasser, au total, 6^{fr} par jour.

Recherche & Organisation du travail - Le ministre s'emploie, de plus, à trouver au travaux de baraque de substitution

dans la limite des crédits accordés et en exécution des décisions budgétaires (dérivées des fortifications, port de Bonneau, constructions d'habitations à bon marché).

De plus, dans les régions libérées on tente d'organiser un grand appel de chômeurs des autres régions. Le C.^g de chemins de fer a consenti d'organiser ces trains pour transporter les chômeurs. Les offices régionaux essaient d'établir des communications entre les départements qui, comme le Pas de Calais, ont un surplus de chômeurs et ceux qui comme le Nord, appellent au travail.

Le ministre voudrait encore qu'il y ait intérêt à développer l'apprentissage parmi les ouvriers du travail - (certains qui ont actuellement 20 ans on peut faire des menuisiers, des ^{de} gringueres, ^{de} capotiers du bâtiment - au lieu de les laisser chômeurs).

Pour sortir du cercle où nous sommes enfermés il y a encore une mesure importante à prendre, elle concerne le ministre du commerce : c'est le développement de notre exportation. Nous avons des pays d'appel, comme la Roumanie où nous devrions prendre la place que les Anglais ont eue.

Il faut, pour cela, une organisation bancaire appropriée, les paiements s'effectuent en bons du Trésor à Paris. On pourra tout au moins se faire payer, comme les Anglais en pétrole.

Conclusion - Pour conclure, si nous regardons autour de nous, nous constatons que la France est encore en meilleure situation, pour le rapport de chômage, que l'Angleterre où il y a 14,8000

crédit, le Stat. leur on l'a en compte 2.331.000
l'Italie, 1.200.000 et on 3 millions de secours ont
été distribués en 1920. La Suède, la Hollande,
la Norvège sont également frappés, bien que
n'ayant pas été atteints par la guerre.

En somme, il faut avoir confiance - et
en fait reconfiant c'est qu'à l'heure actuelle
patrons et ouvriers paraissent animés d'un
véritable esprit de conciliation en face d'un danger
qui les menace également.

M. le Président remercie M. le ministre de son exposé et
donne la parole aux membres de la Commission qui
ont des observations à présenter ou des questions à
poser à M. le ministre.

M. Pierre Godet indique qu'il faut rendre la
confiance au pays et distinguer entre les détaillants de
faïence date et ceux établis depuis longtemps.

M. Hennessy demande à M. le ministre
si la crise de chômage n'est pas actuellement en
diminution; d'après ses propres renseignements, il
semblerait qu'à Paris tout au moins, on constate
une reprise de travail.

M. le ministre répond que des syndicats enca-
jeant lui sont parvenus de Limoges, mais qu'à
Nantes le chômage persiste.

Selon M. Henry Roy il ne faut pas trop espérer
d'un semblant de reprise qui paraît se manifester
chez d'industriels, dans l'automobile notam-
ment, n'empêchant pour réaliser une di-
minution de Salaires. Il aurait fallu, au moment
de la campagne de baisse, agir en même temps
sur le commerce de détail sur le fabricant.

M. Roy cite l'exemple de la chaussure Raoul pour
montrer que le petit détaillant se retire difficile-
ment à vendre moins cher. La question est dominée

par le problème financier.

M. Delord demande à M. le ministre quelles sont les instructions données tant aux municipalités qu'aux offices de chômage pour assurer une distribution normale de travail ?

M. le ministre répond en indiquant le fonctionnement des offices municipaux, au-dessous desquels se trouvent les offices régionaux qui ont pour mission de régler les besoins aux localités. A Paris existe l'office central, - organisme régulateur qui assure les rapports entre la circonscription et les offices inférieurs.

M. Lodet insiste à nouveau sur ce fait qu'en France, la campagne crise de chômage n'a pas la même origine qu'en Amérique ou en Angleterre. Selon lui, ce qui se trouve à la base de cette crise, c'est un manque de confiance dans l'avenir, un affaiblissement inexplicable. L'effort de gouvernement devrait, avant tout, tendre à ramener la confiance dans l'esprit de tous.

M. James Hennessy fait observer combien fragile tout le théorie. Alors que la situation extérieure, due fait de l'heureuse conclusion de la Conf^é de Londres, est certainement plus favorable à la France qu'il y a huit jours, le change continue cependant à nous être défavorable. Il y a certainement, quoi qu'on en dise, une conséquence certaine de la spéculation qui ne cesse de régner dans certains milieux. Naturellement ce ne sont pas, généralement, ni les banquiers, ni les industriels qui se livrent à cette spéculation, mais des gens qui trouvent bon de spéculer, de jouer sur le change comme ils spéculent jadis sur le "Mexican Eagle", ou toute autre valeur.

M. le ministre, en réponse à une question de M. le Président, indique en terminant quels sont les projets actuellement en souffrance devant la chambre, et signale notamment un projet de loi déposé par M.

Jourdanis, son prédécesseur, sur l'arbitrage obligatoire dans les contrats collectifs du travail.

M. le Président estime que la C^e Commission aura tenu la discussion de ce projet à la chambre.

La séance est levée à 17 heures 10 minutes.

Le Président,

Le Secrétaire,

[Signature] *[Signature]*

Séance du 16 mars 1921

Présidence de M. Clémentel

Sont présents: M^lls: Billiet, Buhon, Cadilhon, Cauvin, Pienr Codet, Foulhy, Garnier, Marsot, Morinier, Proust-Dumarellais, Aldiguié, Boulié, Serre

La séance est ouverte à 16 h.

Projet portant ratification de la Convention de Madrid.

M. le Président rappelle que la C^e Commission des Postes a désigné M. Cadilhon comme rapporteur

provisoire des projets portant ratification de la Convention de Madrid. Le projet de ratification remis hier à la Chambre, mais les interpellations adressées au Président du Conseil sur la Conférence de Lausanne ont fait renvoyer la discussion.

M. Cadilhon ayant terminé son rapport provisoire sur la question, la C^e est réunie pour l'entendre.

M. Cadilhon expose ensuite les grandes lignes de son rapport. Il rappelle tout d'abord que depuis 1906, date de la Convention de Rome, il n'y a plus eu de Congrès postal international. Depuis la guerre, dans chaque pays, les circonstances ont amené un relèvement des tarifs nationaux; la logique commande de procéder à un relèvement parallèle des tarifs internationaux.

Une des premières préoccupations du Congrès a été de déterminer un étalon monétaire pouvant servir de base à tous les membres de l'Union. Cet étalon devait répondre à 3 conditions : 1° être le plus répandu ; 2° assurer la liberté commerciale ; 3° assurer facilement l'échange des billets à vue contre l'or. C'est le dollar, paraissant répondre le plus exactement à ces trois conditions, qui a été choisi comme étalon.

Le Congrès a pris deux autres décisions particulièrement heureuses : 1° la suppression des droits d'identité et leur remplacement par des cartes d'une utilisation plus pratique. 2° l'institution d'un service de versements postaux.

Les résolutions prises peuvent être rangées sous les 7 chapitres suivants :

- 1° Convention postale internationale
- 2° Arrangement concernant les échanges de lettres et de boîtes avec valeur déclarée
- 3° Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques
- 4° Arrangement concernant le service des mandats-postes
- 5° Arrangement concernant le service de recouvrement
- 6° Arrangement concernant les versements postaux
- 7° Echanges de cotis. postale

Passant à l'examen de chacun de ces chapitres, M. Carlson indique qu'en ce qui concerne la Convention finale, d'une façon générale, les taxes ont été abaissées, sauf pour les cartes postales qui ont été triplées.

Les édités des cartes postales ont été portés à la 1/2 c. et il y a lieu de formuler un vœu

30

tendant à ce que la taxe soit ramenée au plus à 0.5 %.

Le fléchissement normallement frein du trafic international, causé par les nouvelles taxes, est évalué à 15 %.

M. le Président demande que la 6^{ème} formule des réserves express : 1^{re} contre le retard apporté au dépôt du projet ; 2^o contre la ~~sur~~^{trop}taxe élevée des contes portels qui menacent de faire sombrer cette industrie.

(Celle proposition est adoptée, ainsi que le passage du rapport relatif aux taxes).

Examinant ensuite la question des frais de transit, M. le Rapporteur signale que, dans cette question, la France a intérêt à ~~se~~ ^{ne pas} être rémunérée, car elle est à un ^{caractère} ^{de} ^{service} ^{de} ^{communication} - Avant la guerre elle était créditée, pour 2500 millions - Il a vu, du fait quel que les frais ont été simplement maintenus, mais non augmentés, sa portion diminuer. Il y a lieu de marquer notre regret de cette injustice.

M. le Président appuie cette manière de voir et indique qu'il y a lieu de demander une révision des frais de transit et d'entrepôt. (approbation)

En ce qui concerne les cartes d'identité, M. le Rapporteur signale une anomalie : alors qu'à l'intérieur des cartes n'est qu'une durée d'un an et coûtent 2^{fr}. Le Congrès de l'adviser a institué des cartes d'une durée de deux ans et ne coûtant qu'un franc - pour le service international - La Commission décide que l'attention sera attirée sur cette anomalie.

Passant au chapitre 2^{ème} (Arrangement concernant le échange de lettres et de boîtes avec valeurs déclarées)

M. le Rapporteur signale une amélioration notable réalisée par le Congrès : alors que depuis 1906 il fallait procéder à de longues et difficiles ventilations de taxes au profit des pays exportateurs, transitaires ou destinataires, pour un résultat d'ailleurs minime, le Congrès de Madrid a décidé qu'il n'y aurait plus qu'une taxe, au départ, perçue exclusivement

à l'office expéditeur.

Quant aux droits d'assurance ils suivent l'objet expédié; dans chaque pays on prélève proportionnellement une taxe variant de 0.05 à 0.10. Une taxe fixe peut être établie à condition de présenter le Bureau de Berne.

L'Administration française pense que la création d'une taxe de 1/2 centime nous créerait une situation favorable à la liquidation, en les fréquents envois d'objets de l'usage. Le Rapporteur a proposé à la chambre de réunir en un seul article - auquel les Com^{tes} de l'ord. et l'exéc. s.

En ce qui touche le 2^e chapitre - Abonnements aux journaux et écrits périodiques, - M. le Rapporteur rappelle que la France jusqu'à présent, n'avait pas adhéré à l'arrangement existant. Cette lacune est comblée par l'adhésion à la Com^{te} de Madrid sur ce point; il en résultera une heureuse diffusion de la presse et de écrits périodiques, par conséquent à la presse française. Une seule réserve à faire quant à l'application immédiate des taxes (approbation.)

Passant à l'examen de l'arrangement relatif aux mandats postaux, M. le Rapporteur indique que lorsque les émissions dépassent 1000⁺ et le bureau émetteur aura le droit de les échelonner. Une discussion ardente s'est instituée au Congrès en ce qui concerne les droits à payer par l'expéditeur pour les envois de fonds. L'accord s'est fait sur une proposition transactionnelle française: alors que le projet néerlandais aboutissait à tripler les frais d'envoi des mandats de moins de 50⁺ en maintenant à l'exception ceux de mandats supérieurs à ce chiffre, le projet français qui a été adopté double les frais d'émission jusqu'à 150⁺ et maintient le tarif actuel pour les mandats supérieurs à 150⁺.

Il y a encore à ce sujet une annotation, mais étant donné la difficulté qu'il y a une même

22

à faire passer au Congrès la proposition française, tout vote à cet égard ne pourrait avoir qu'un caractère platonique.

Le 5^e chapitre (recrutement) n'appelle aucune observation, c'est la maintenance du statu quo.

Le 6^e chapitre présente une innovation heureuse : c'est la conservation des comptes de chaque post aux qui sont étendus ainsi au régime international.

L'admⁿ française a indiqué, pour signaler l'importance de ce service que le nombre des titulaires de comptes courants a passé de 41799 en 1919 à 73750 en 1920.

M. le Président, qui a été l'initiateur de la mesure en France, se félicite de la visée étendue par le Congrès de Madrid au régime international; toutefois il regrette qu'on n'ait pas admis le principe d'un intérêt même réduit à verser aux porteurs de ~~droits~~ compte courants, après 5 semaines de versements. Le ministère des Postes est favorable à cette mesure. Une suggestion pourra être faite à cet égard (approbation).

Examinant enfin le 7^e chapitre - Echanges de colis postaux, - M. le rapporteur signale que le Congrès de Madrid a accepté le principe de l'expédition de colis jusqu'à 10 K. Toutefois un pays peut n'accepter que les colis jusqu'à 5 K. La valeur déclarée ne peut être inférieure à 100^{fr}, mais chaque pays conserve la possibilité de la fixer à un chiffre supérieur. Les pays de l'Union ont convenu d'accepter des colis supérieurs à 10 K.

Avant le Congrès de Madrid, il n'existait qu'une taxe unique, à partager entre les divers pays: expéditeur, de transit et destinataire. Le Congrès de Madrid a institué des quotes-parts pour ces divers pays.

M. le Président signale qu'il faudrait arriver à avoir une assurance internationale pour l'expédition des colis postaux - Il n'existe pas actuellement d'assurance pour les colis postaux internationaux, sauf pour certains pays;

Il s'agit néanmoins d'aboutir à un résultat mondial; l'ins-
titution d'une ^{d'assurance} taxe ~~assez~~ faite suffirait à compenser les
pertes probables et on pourrait expédier ces colis postaux
dans le monde entier.

Pour terminer la Commission approuve le
terme du rapport de M. Cadillon, tout en regret-
tant que le Gouvernement n'ait rien fait pour profiter de
l'application des nouvelles taxes, exprime le vœu
que les prochains Congrès se tiennent ^à dates fixes et
régulières, — tous les cinq ans. Le prochain Congrès
devant par conséquent avoir lieu en 1925

La Commission donne enfin mandat à
M. Cadillon de préparer un rapport définitif, afin
que le projet puisse être voté rapidement au
Sénat ou qu'il l'ait été adopté à la Chambre.

La séance est levée à 17^h 40

Le Président;

Le Secrétaire,

[Signature]

[Signature]

Séance du 11 avril 1921

Sont présents : M. n. Maudo, Engoltras, Roustan,
Serre, Proust

M. Clémentel, président, s'est excusé par dépêche de ne pouvoir assister
à la réunion. La séance est ouverte à 14^h 15

Ordre du jour : L'adoption d'un rapport sur la
proposition de loi adoptée par la Chambre des députés tendant
à réglementer l'emploi du terme "mille", et à com-
mencer la vente de ce produit en France

M. Roustan, désigné comme rapporteur de
la proposition de loi, déclare l'accepter.

La séance est levée à 14^h 45

Le Secrétaire
[Signature]

[Signature]

Plé Président

Séance du 16 avril 1911

La séance est ouverte à 14 h 30

Présidence de M. le Président

Sont présents: M. M. Amédée Vidal, Bollet, Cauvin, Coignet, Hennessey (Jamy), Monnier, Pasquet, Perdre, Roustan, Régnier - Lure.

Rapport verbal de M. Roustan sur le projet de loi tendant à réglementer le terme miel

M. Roustan expose qu'il a l'intention dans son rapport 1° de faire un historique rapide de la question; 2° de donner du mot miel la définition de la Cour^e de Cassation; 3° d'indiquer combien le miel est actuellement un produit qui se falsifie aisément, ainsi que cela résulte de consultations nombreuses de chimistes à cet égard.

Toutefois à l'examen des 4 articles du projet selon M. Roustan, il indique que la définition du mot miel donnée par cet article est conforme à celle de la Cour^e de Cassation.

Enfin, l'emploi de l'expression "miel de fantaisie" ne sera plus admis.

M. Coignet fait observer que ^{supprimer} la règle paraissait, au contraire, être d'imposer l'emploi du mot "faux miel" pour tout produit qui n'est pas naturel.

M. Roustan répond qu'historiquement c'est exact, mais que le miel de fantaisie a fini par devenir un mélange tel, que les apiculteurs ont éprouvé le besoin d'être protégés et ils demandent instamment le vote du projet. M. Coignet demande si l'intention du rapporteur est de supprimer tout produit approchant du miel.

M. Roustan répond que pour tout produit de fantaisie il sera nécessaire de trouver un nom nouveau où le mot "miel" n'entre pas. Le danger c'est que les apiculteurs sont menacés d'une invasion de glucose d'Allemagne, qui nous arrive par l'Espagne, sous le nom de "Maroc".

Il ne saurait y avoir de miel de fantaisie dorénavant. Les plus qui il y a eu de miel de fantaisie.

Après une courte discussion la Commission décide
qu'il ne saurait être question de provenance des produits
saisis de remplacement, à condition qu'on trouve
pour eux une autre appellation dans laquelle ne
figure pas le mot "miel".

L'art. 1^{er} est adopté

L'art. 2 qui prévoit, pour permettre de distin-
guer les différents miels, que le terme miel devra
être suivi du nom de son pays d'origine à
partir du passage aux frontières, une discussion
s'engage à laquelle prennent part MM. le Président,
Perrin, Boignot, Roustan, Pasquet, Lemeray
Gautier.

M. Perrin estime qu'il serait intéressant d'avoir
une appellation d'origine à l'intérieur - M. le Pré-
sident répond qu'il a fait tout les vins et les
alcools parce qu'il y a la déclaration des vins
et les chais séparés et que la Régie peut ga-
rantir les appellations, mais cela n'est pas
possible en ce qui concerne le miel : quelle
garantie la Régie peut elle offrir que du
miel de Bretagne ne sera pas vendue pour
du miel d'Alsace par exemple ?

M. Boignot estime, bien que les miels d'o-
rigine, se caractérisent suffisamment et que la
fraude puisse être saisie, que la question de
l'appellation a une ^{grande} importance (que pour
la fin

M. Roustan ajoute que la question de
l'appellation à l'intérieur a été la-
issée à la Chambre qui n'a pas voulu trancher ce point
Selon M. le Président le texte, d'ailleurs, est
inspirant, car la distinction qu'on voudrait
établir entre les différents miels est impossible
à vérifier ^{le serait toujours la consommation} (pourquoi ne pas le faire)

81

à dire: "à partir de leur entrée en France le miel
étrangers devront porter la mention de leur pays
d'origine"?

M. Pasquet est même d'avis que la mention
"miel d'origine étrangère" serait suffisante
mais M. Henry fait remarquer que les agri-
culteurs français, en général, sont persuadés de la
supériorité de leur miel de notre pays; or il est mai-
sonnable qu'il y a d'excellents miels étrangers, - la
meilleure serait, dit-on, celui de Californie
et il craindraient qu'une concurrence ne s'élève
contre leurs produits, de ce fait.

M. Bonnet & Perdis font observer que
la question du miel des colonies - notamment
de Madagascar d'où nous recevons de la
cire & meilleur marché que nous de France
n'a pas été posée.

M. Cauvin ^{l'emploi de} proposant l'appellation "miel
français" M. le Président répond qu'il con-
viendrait de suggérer cette pratique aux producteurs,
mais qu'il ne faut pas en imposer l'emploi.

Avec le droit de douane & la garantie de
l'appellation "miel", l'épicurateur et le consom-
mateur sont suffisamment sauvegardés.

Finalement la Commission décide que
l'article 3 doit être supprimé parce que
1^o inspirant, 2^o susceptible d'augmenter des
répétitions, & que la question des miels des colonies
n'a pas été envisagée.

L'article 3 qui prévoit les poursuites
des personnes qui n'observeront pas les prescriptions
du projet et l'art. 4 qui prescrit un délai de 3
mois après la promulgation de la loi pour son appli-
cation sont adoptés. Le projet sera donc réduit
à 3 articles & M. Roustan est chargé de présenter
l'autorisation

un rapport s'inspirant ces observations qui ven-
nent d'être échangées, pour expliquer notamment
la suppression de l'art. 5 et mentionner l'obli-
gation d'une appellation, on ne figure pas ce-
ment nul pour le produit ce remplacement.

Traction des

Wagons Postes

(Colis Postaux)

M. le Préfet indique à la Commission
que la Commission des chemins accepte par
avance de son rapport sur la réorganisation
des chemins de fer, mais M. Pasquet a de-
mandé que la C^m des chemins de fer et des Postes
soit saisie pour avis de la question.

M. Pasquet, à la Commission le 24 juin, in-
dique qu'il est prêt à donner cet avis dans
les 48h. Il expose comment, selon lui,
l'administration des Postes pourrait
assurer à la place des C^m des chemins
de fer, le service des colis postaux.
Si la Com^m est sur cette question d'un
avis contraire, M. Pasquet se réserve
d'intervenir à la tribune en son nom per-
sonnel.

M. Boignot, parlant ensuite des
déficits considérables des C^m pose la
question que les transports doivent être
payés - c'est-à-dire ce cas des colis postaux
également - par les usagers. C'est de
ce principe que s'inspire la Convention
actuellement soumise au Parlement.

Tout le mécanisme de la convention consis-
te à organiser une solidarité financière
entre les C^m pour qu'on puisse réaliser ce
principe. Il conviendrait aussi que les C^m
payent elles-mêmes leurs frais de transport, de
télégraphie et de télégraphe
comme les industriels et les commerçants.

Sur la question de savoir si, pour les colis postaux
le service soit être confié à la poste ou laissé aux
C^{ies} M. Coignet ne partage pas tout à fait l'o-
pinion de M. Pasquet. Il est une que la mesure
entraînera une certaine dépense pour la
nation.

M. le Président soutient la même opinion que
M. Pasquet en ce qui concerne les colis postaux.
Il y aurait grand avantage pour le parti-
culier à ce que le service fût assuré par la
poste, et il cite l'exemple de l'Alsace-
Lorraine qui a conservé ce système et ne
voudrait pas y renoncer.

M. Pasquet à l'appui de cette observation dé-
clare que le change de service des C^{ies} pour
le transfert de ce service à l'admin^m des
Postes.

M. Coignet déclare qu'il n'admettra ce trans-
fert de service que s'il y a l'admin^m des
Postes pour la l'administration financière.

M. le Président rappelle à la Com^m les observa-
tions répliques présentées à la tribune par M.

Pasquet, lors de la discussion des budgets des
Postes pour montrer qu'en réalité cette admi-
nistration est loin d'être déficitaire, comme à la
croire trop volontiers, et l'on songe aux cher-
ses obligations qu'elle assume gratuitement
et qui écrasent tout ^{cela} indus-
trialisme ou commerce.

Finalement, devant les divergences de vues qui
se manifestent il est décidé que la Commission
ne demandera pas communication du projet
pour avis, mais que, dans une prochaine séance
M. Pasquet fera un exposé complet de la question et qu'il
pourra intervenir ensuite en séance publique, en
son nom personnel, et même à titre officieux -

Signature d'un rapporteur
pour la proposition de loi adoptée
par la chambre, modifiant l'art.
107 du Code de Commerce relatif
à la lettre de change.

Sur la proposition en ce
 Président, la Commission
 désigne comme rapporteur
 de la prop^{on} de loi modifiant
 l'art. 107 du Code de Commerce
 relatif à la lettre de change, M.

Seul qui fut cité rapporteur de la proposition à la chambre

Conventions commerciales - On le Président signale à la C^m qu'il
 adressant que celle-ci fût saisie pour avis des projets
 d'approbation des conventions commerciales. Il lui a
 été répondu que la C^m ne pourrait légalement
 être saisie que lorsque la C^m de ces conventions
 - qui est la C^m ^{avec la} Tcheco-Slovaquie serait
 déposée au Sénat - A ce moment donc, M. le
 Président renouvelle sa demande pour toutes
 les conventions commerciales.

Rapports de la C^m avec - M. Roustan, fait observer
le sous-Secrétariat à
la Marine marchande - qu'il y aurait intérêt à ce que
 la Commission entretint ces rapports suivis avec
 le sous-Secrétariat d'Etat à la marine marchande.
 M. le Président appuie l'observation et propose
 que M. Roustan prépare pour la prochaine
 séance de la Commission, un questionnaire
 qui serait approuvé et transmis à M. le
 sous-Secrétariat d'Etat en vue d'une action
 future. (cette proposition est adoptée)

La séance est levée à 16 heures

Le Président,

Le Secrétaire,

P. Roustan

35

Séance du vendredi 27 mai 1921

Présidence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 14^h 30

Sont présents : Mlle. Badillon, Cauwin, Clémentel, Pierre Codet, Coignet, Dupobras, James Hennessy, Maudo, Marss, Mayurier, Provost-Dumarchais, Roustan, Henri Roy, Serre.

I. Attributions de la Commission M. le Président expose qu'à la Chambre, tous les lois intéressant le Code du Commerce, modifications de ce Code sont renvoyés à la Commission du Commerce. Au Sénat, le Bureau a pris l'habitude de les renvoyer à la Commission de législation civile & criminelle. Il serait ^{donc} logique que la C^m du Commerce en fût saisie.

Il y a actuellement 2 questions pendantes :
1^{re} la prop. de M. Henry Bérenger relative à la circul^{re} des thurms et à la garantie de la fabrication d'origine viticole. C'est une prop^{re} analogue quant au fond, à celle relative au miel dont M. Roustan était rapporteur. Elle doit donc revenir à la C^m. "Pardons condamnation une fois enco, mais dit M. le Président, je vais le demander de renvoyer pour avis de cette prop^{re} à notre C^m" / Approbation. Il en est ainsi décidé et M. Roustan, d'ores et déjà chargé de rédiger l'avis pour la prochaine séance.

2^e la prop^{re} rapportée par M. Marangé au nom de la C^m de législation civile & criminelle relative aux formalités

26

ventes ou attributions,
qui doivent suivre les passions ^{de} fond de com-
merce, qui vient d'être votée en 1^{re} lecture par
le Sénat dans sa séance du 16 mai.

La 4th assemblée a voté le paragraphe d'une 2^e
délibération pour permettre à la Com^m des C^{tes} de
formuler son avis. La Com^m désigne
alors M. Maxime comme rapporteur en
le chargeant de présenter pour la prochaine
séance un avis favorable à l'adoption de la
p. de loi.

8^e il y a enfin une 3^e question dont
M. le Président désire entretenir la Com^m, qui se
rapporte à cette question des attributions de la Com^m.
Le Sénat est saisi d'une proposition de M.
Flandin tendant à l'abrogation de la
loi ^{interdisant} la clause compromissoire aux
civil et au criminel.

Le Gouvernement a étudié un projet
supprimant ^{l'interdiction de} cette clause seulement en
matière commerciale. M. le Président a
obtenu que le projet soit d'abord exposé
au Sénat et qu'il est nécessaire qu'il
soit renvoyé, quant au fond, à la
Com^m des Communes (approbation)

Cette question est liée à celle de
l'arbitrage commercial international
qui doit venir à l'étude dans un prochain
Congrès, ^à Londres. L'Argentine et le
Brésil ont conclu déjà des arbitrages com-
merciaux avec les Etats-Unis, et il est
certain que l'arbitrage commercial international
rendrait un grand service, mais son
application se heurte en France à notre
législation qui interdit la clause compromissoire,
d'où nécessité d'une modification de

la loi - et puisqu'il s'agit d'une question modificative
au Code de Commerce, ne cessent de les renvoyer à la
Commission.

Pour conclure la Com^{te} approuve à l'unanimité
l'expression de son fraternalisme et doit sur sauf le
quel on intéressant l'agriculture dont la Com^{te}
présidie par M. Jénouvrier demande à être saisie
pour avis, et conviendra de demander au Bureau
du Sénat, en vue de la prochaine assemblée et poi-
rent de Com^{te} que soient renvoyés à la Com^{te} du
Commerce :

1^{re} : aux fins toutes questions relatives au Code de
Commerce et aux lois qui y rattachent, d'une part,
toutes celles également relatives aux conven-
tions postales, d'autre part, au moins pour avis.

2^{de} pour avis, toutes questions concernant la
marine marchande

II. Rapport de M. Roustan sur la prop. de loi
tendant à réglementer l'emploi du
ferme miel et à conditionner la
vente de ce produit en France

(En lecture)

M. le Pré. dent rappelle que la

proposition ^{de loi} relative à l'emploi du ferme miel
a été adoptée au Sénat en 1^{re} lecture, en l'absence
de son rapporteur M. Roustan. Pour permettre
à la Com^{te} d'examiner une demande de modi-
fication, introduite par M. Maudo, la 1^{re} assemblée
générale de Paris à une 2^{de} délibération. Con-
vient-il d'adopter la proposition M. Maudo qui
consiste à ^(exiger l'indication) indiquer sur le produit importé
de la mention : "miel de... (Amérique, Italie,
etc.) garanti pur d'abeille..." ?

Une longue discussion s'engage à ce sujet
entre tous les membres présents. Presque tous

tout d'avis que cette mention ne apporte aucune
garantie supplémentaire et pensant que
 M. Maudo aurait satisfaction avec la
 seule mention : "importé".

Comme le fait remarquer M. Boquet
 la question est liée, au point de vue général
 à la loi dont le C^o est saisi pour avis
 de M. Noël, tendant à modifier et compléter
 la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement
 d'un tarif général de douanes, qui
 concerne tous les produits.

Quant à la garantie de la pureté,
 qu'il faut distinguer de la garantie d'origine
 elle se trouve bien établie dans l'art. 15
 de la loi administrative organisant le
 service des douanes.

M. M. Roy, ^{Président} ~~Président~~ ^{du C^o} ~~du C^o~~
 fait dans le même sens.

M. le Préfet fait observer que, même
 la mention "importé", qui, dit M. Hermès
 pourrait peut-être constituer une solen-
 nisation transsubstantielle, peut devenir un
 gage.

M. Serre fait remarquer en effet qu'on ris-
 que de faire encourir des pénalités aux
 personnes qui omettent cette mention, alors
 qu'elle n'a aucune portée.

Devant l'opposition de la C^o et
 sur l'assurance que lui donnent ses
 collègues que sa proposition ne saurait,
 si elle était adoptée, ajouter aucune
 garantie, M. Maudo n'insiste pas, mais
 pour que toute satisfaction lui soit
 donnée, la Commission tout en chargeant
 M. Roustan de maintenir sans charge

ment son rapport a de conclure et d'adopter sous
modification de la loi votée en 1^{re} lecture, décide
que son rapporteur prendra auparavant l'opinion
de M. Roux, directeur général des Douanes.

III Examen pour avis de la prop. de loi
tendant à modifier et à compléter
la loi du 14 janvier 1842 relative à
l'établissement du tarif général
des Douanes.

M. Boiquet examine
longuement la prop^{on} de M. Aréel
dont la C^m des Douanes est saisie pour avis.

M. Serre fait observer que le but le plus im-
portant de la loi c'est de donner à l'admⁿ des Dou-
nes le droit de poursuite et de saisir sans en référer
au Procureur de la République.

M. Boiquet se préoccupe surtout des répercu-
sions qu'une loi semblable peut exercer sur le
commerce ^{étranger}; mais dit-il les rédacteurs de la prop^{on}
s'en préoccupent aussi, et il signale une
"soutise" prévue au paraf 2 de l'art. 1^{er}
qui autorise des dérogations qui pourront
s'appliquer notamment aux biens de Chine
et du Japon. Une autre garantie est celle
de l'art. 3 qui prévoit la délivrance d'un
certificat d'origine délivré par le Consul de
France. Toutefois si on demandait ainsi à
notre Consul une besogne écrasante et la garantie
deviendrait illusoire. Toute la puissance demande-
rant des certificats d'origine. En ce moment
l'Angleterre exige ces certificats soit des Consul
soit des Ch. de commerce. La Ch. de C^m de Lyon
les délivre gratuitement, mais le régime est
généralisé, c'est tout un service à organiser.
D'autre part, pour quoi l'art. 4 exclut-il

L'Angleterre ? Il est en effet : le même
de, finant à celui en commerce pourront
dispenses de la justification d'origine
le marchandises des pays ne faisant pas
partie de l'Europe continentale et accordant
le même traitement aux importations françaises,
Or l'Angleterre ^{dit M. Boignot} ne fait pas partie de l'Europe
continentale.

Cette affirmation est discutée par plu-
sieurs membres, notamment M. M. Serre et
le Président qui font remarquer ^{ce plus,} que la
mesure tend au fond, à nous garantir contre
les produits allemands qui sont susceptibles
de venir en France par des voies détournées.

M. Boignot revient à l'art. 1^{er} de la
loi demande si l'on entend par "type
ou indication quelconque", le nom de
destinataire. Ce nom apposé sur l'em-
ballage constituerait-il une marque qui
oblige l'exporteur à apposer ^{à la suite} la mention
d'origine en caractères latins, inaltérables,
ainsi que le prescrit l'art. 1^{er} ?

M. Boignot pose cette question parce que
les C. de C. ont fait revivre l'obligation
d'apposer sur l'emballage, des étiquettes por-
tant le nom des destinataires.

M. Henri Roy répond que le nom de
destinataire ne constitue pas une marque -
seul celui de l'exporteur serait une indication.
M. Boignot demande qui a ajouté cependant
à l'art. 1^{er} la mention "après la note" ou
une indication quelconque "..." autre que
le nom et l'adresse du destinataire."

M. Clémentel ^{Président} répond qu'il a fait insérer
dans le texte cette addition : "autre que

"l'absence des destinataires" - (l'absence comportant également le non-jet et montre que les observations sur ces motifs et résulte surtout que le dévoir de la C^{on} est avant tout de veiller à ce que l'adoption de la propⁿ n'entraîne pas nos exportations.

Il convient donc de désigner un rapporteur qui exprime l'avis de la C^{on} en discutant avec la discussion qui vient d'avoir lieu.

M. Serre est désigné pour donner cet avis, à la prochaine séance de la C^{on}.

III verbal
Rapport de M. Serre
sur la p^{on} de loi ayant
pour objet ^{certaines} ~~la~~ mod^{ns} au
Code de Commerce
en ce qui concerne la lettre
de change et le billet
à ordre

M. Serre indique les modifications que la p^{on} de loi va apporter aux articles en Code de Commerce
c'est 1^o à l'art. 110, l'obligation de dater et signer la lettre de change

2^o la suppression de la mention de la valeur fournie (en marchandises, en espèces, etc...) qui on a supprimé déjà quand on a créé le chèque à ordre.

Cette suppression serait réalisée par l'abrogation du §7 de l'art. 110 du Code de C^{ce}

3^o la ~~modification~~ ^{modification} de l'art. 116 du Code de Commerce - Il s'agit de la provision (créance) de la lettre de change. Cette provision appartient au tireur tant que la lettre de change n'est pas payée. Si le tireur fait faillite, le porteur vient en concurrence de sa créance, au marc le franc, sans privilège. C'est à la suppression de cette situation défavorable que tend la ^{proposée} modification de l'art. 116, modifiée par qui consiste à transférer la propriété

de la provision aux porteurs successifs.
 4^e Une 4^e modification, vise la femme et les filles dont elle supprime l'incapacité de s'engager par lettre de change.

Si enfin une dernière modification est apportée à l'art. 137, elle vise le transport de propriété par endossement. Ce transport dorénavant, pourra se faire en blanc, par la seule signature de l'endosseur.

M. Coigniet demande si ces modifications sont conformes à celle réclamées par le trib. de Commerce et la Cour de Bruxelles.

M. Serre répond affirmativement. Il indique également à M. Coigniet que le G^o de l'Assemblée civile criminelle n'a pas demandé à être saisi de cette question pour avis.

La Commission conforme M. Serre dans ses pouvoirs de rapporteur et lui donne mission de présenter un rapport écrit pour la prochaine séance.

IV Désignation d'un rapporteur pour la question des Règlement transac. Commer.

M. le Président signale que la loi sur le règlement transactionnel vient à expiration d'ici moins d'un an. Cette loi soulève

beaucoup d'objections de la part des commerçants et industriels. L'Assemblée des Présidents de chambre de Commerce et l'Union des Associations nationales des Industries textiles de France ont émis des vœux en vue de son abrogation.

Il conviendrait que la Com^{te} examine la question pour arriver, d'accord avec le Gouvernement, soit à la suppression complète de la loi, soit comme le suggère

43

en laissant à la commission uniquement pour les
commerçants qui justifient de la "cause de guerre".
De toute façon la loi ne devrait pas être re-
nouvelée dans un an.

La Commission charge le. Henri Roy de présenter
un rapport lors de la prochaine séance.

V. Programme en vue de
l'audition de M. le Sous-
Secrétaire d'Etat à la marine
marchande.

M. Roustan demande quel
jour, encore pour l'établisse-
ment du programme de
questions à soumettre à M.

le Sous-Secrétaire d'Etat à la marine marchande.

Ce délai lui est accordé et le programme devra
être soumis à la Com. lors de la prochaine séance.

VI. Projets et prop^{os} dont
la Com. demande à être saisie
à la compétence des Présidents de
Commission.

M. Serre soumet à la Com.
un certain nombre de projets
et prop^{os} qui lui sont trans-
mis par la Présidence et sur

lesquels la Com. doit faire connaître son avis en vue
de la prochaine Conférence des Présidents de Com.

Après examen de ce projet, qui presque tous, n'ont
plus maintenant d'objet, la Com. décide de retenir
et d'implémenter les projets et prop^{os} suivants dont elle demande
des avis à la Com. 1^{re} année 1909. n° 32 - Règlement portant code
au sujet
contour de, loi ouvrière (L. VII de Code du Travail - de
la Prévoyance Sociale). Il s'agit d'un projet de
M. Viviani qui n'a jusqu'ici été voté.

La Com. décide, en outre, qu'une lettre sera
adressée à M. Daniel Vincent, ministre de la Justice
pour lui demander s'il compte reprendre au prochain
séjour ce projet d'un de ses pré-décessés, et quelle
modification, en ce cas, il estime nécessaire d'y apporter.
2^e année 1912. n° 387. Prop. de loi venant de
M. Delahaye ayant pour objet d'obliger

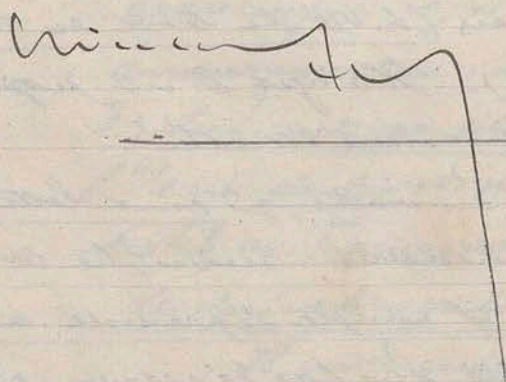
les avoués à avertir les destinataires de
l'arrivée des objets qui ne doivent pas être
versés à domicile.

3^e année 1919. n° 329. Prop. de loi adoptée
par la Ch. des députés tendant à l'organisation
de Commissions mixtes ouvrières et patronales,
dans les bassins miniers de houille, métallurgie
et ardoisière.

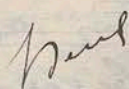
4^e année 1919. n° 331. Prop. de loi adoptée
et par la Ch. des députés relative à l'apprentissage
pour avis 5^e année 1920. n° 303. Proj. de loi
adopté par la Chambre des députés
portant ratification de décrets des 3
X^{es} 1914 tendant applicables en Alsace
et en Lorraine les dispositions de la loi du
21 mars 1884 sur les syndicats professionnels
et du 27 avril 1920 tendant applicable
en Alsace et en Lorraine les dispositions
de la loi des 12 mars 1920 sur l'exer-
cice de la capacité civile des syndicats
professionnels.

La prochaine séance est fixée au mercredi 1^{er} juin, à 16 h.
La séance est levée à 18 heures.

Le Président,



Le Secrétaire,



45

Séance du mercredi 1er juin

Présidence de M. Clementel

La séance est ouverte à 16 heures.

Sont présents : M. Clementel, Serre, James Hennessy, Cauvin, Babin-Chevaye, Coignet, Delonde, Pasquet, Henri Roy, Pignier, Bouveri, Marguerie, Mando, Roustan, Cadilhon, Eyolras, Provost, Dumarchais, Marso, Perdrieu et Fouilhy.

I. Questions diverses. M. Cauvin, chargé d'examiner le projet de loi relatif aux améliorations et aux extensions des réseaux des Postes demande que l'on veuille bien le discuter du rapport pour le confier, à cause de sa partie technique, à M. Pasquet, qui l'accepte.

M. Delonde attire l'attention de la commission sur les conditions dans lesquelles l'administration postale applique les taux nouvelles votés au mois de mars 1920. Il demande que la sous-commission des postes examine les repercussions de cette situation.

M. Pasquet signale qu'à Marseille il y a 1.500 demandes d'abonnement en instance et que ~~la~~ l'installation du nouveau multiple est suspendue faute de crédits. Il y a, dit-il, des services où le renvoi du personnel auxiliaire met l'exploitation dans le plus grand péril.

M. le président donne lecture de la lettre qu'il a écrite à M. le président du Sénat, en conformité des décisions de la commission des postes, pour que celle-ci soit saisie, au moins pour avis, des différents projets concernant ces questions. Lorsque la question ferroviaire postale viendra de la Chambre des Représentants, la commission devra en être saisie pour avis et, si possible, au fond.

II^e. - Rapport de M. Sere sur la proposition de loi ayant pour objet certaines modifications au Code de Commerce en ce qui concerne la lettre de change et le billet à ordre.

M. Sere donne lecture de son rapport définitif sur cette question.

Le rapport est adopté et M. Sere est chargé de le déposer.

M. le président dit qu'il a l'intention de soumettre cette même question au Congrès International qui se tiendra à Londres le 25 juin.

Dans une prochaine séance, M. le président fera une communication sur ces assises.

III^e. - Rapport verbal de M. Sere sur la prop. de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des Douanes.

M. Sere fait son rapport verbal sur cette question. Il craint que si l'on protège trop sévèrement les marchandises françaises, les pays étrangers ne prennent des mesures qui

réduiront au minimum nos exportations.

La loi est compliquée du fait qu'elle est à la fois une loi douanière et une loi protectrice des marques de fabrique.

(47)
Après avoir fait l'historique parlementaire de ce projet qui a été deux fois à la Chambre des Députés, M. Sere monte par le détail comber ce texte, parfois un peu obscur, et d'une application délicate. Il explique ensuite, à l'aide d'exemples, la portée et le mécanisme de la propos. de loi.

Il s'agit de protéger deux catégories de marchandises: d'abord certains produits qui, par l'apposition de marques de fabrique ou d'origine, ne peuvent avoir aucune analogie avec les marques françaises (art. 1er); et, en second lieu, des marchandises auxquelles les marques peuvent donner une autre origine, (c'est le cas de la présomption de fraude). (Art. 2).

L'art. 4 prévoit des dérogations accordées par les ministères des finances et du commerce. Il faudra que les ministres ne se montrent pas sévères dans la pratique pour que nos industriels ne perdent pas leur clientèle au profit de pays plus tolérants.

Pour M. Deland, la pr. de loi a pour but surtout de remédier aux événements, très préjudiciables à notre commerce, des agents des Douanes, quant à l'application de la loi du 11 janvier 1892. Mais l'honorable sénateur pense que l'art. 2 est une répétition, une surélévation dangereuse et inutile, sinon une contradiction par rapport à l'art. 1er.

M. Corgnet craint que la nouvelle réglementation proposée, par sa complication, ne fonde un coup terrible au commerce français, car la loi protégera ceux qui apposent une fausse marque de fabrique, mais ne nuira pas à ceux qui ne mettent aucune marque.

M. Roustan résume la loi ainsi: "On a le droit de mettre sur un colis la marque que l'on veut, pourvu que cette marque soit suivie de la mention exacte et intégrale, dans une langue européenne et en caractères latins, du pays dans lequel le produit a été récolté ou fabriqué". On n'a pas le droit de mettre sur un colis une marque qui indique une fausse origine française ou une origine autre que l'origine réelle." Il n'y a donc pas de contradiction entre les deux premiers articles.

Sur la proposition de M. Deloncle, la commission de l'acte d'entendre, sur cette question, à sa prochaine séance, M. Hoffmann, président de la Chambre Syndicale des Importateurs des machines agricoles, M. Holley, directeur général des Douanes et M. Daouet seront également convoqués.

verbal
IV. Rapport de M. H. Roy
sur la question du "réglement transactionnel"
(loi du 2 juillet 1914)

M. Henri Roy, chargé de faire un rapport sur cette question, rappelle que l'Assemblée des Chambres de Commerce a demandé l'abrogation de cette loi dont M. Roy présume l'objet.

Il est regrettable, dit-il, que les tribunaux aient oublié l'intitulé même de la loi qui, malheureusement, n'a pas été insérée dans le texte de la loi. C'est ainsi qu'a été défectueuse l'intention du législateur qui n'entendait venir en aide qu'aux seuls commerçants malheureux du fait de la guerre, à condition que leur bonne foi soit prouvée. Or, dans l'état actuel de la jurisprudence, même des commerçants dont les affaires ont été

(49)

créées postérieurement au décret de cessation
des hostilités et même à la promulgation de la loi
bénéficiant du règlement transactionnel.

La publicité consiste uniquement dans
une inscription au greffe du tribunal si bien que
l'on ignore généralement si la personne avec laquelle
on traite jouit de la loi du 9 juillet 1919 ^{cette}
^{situation n'est pas scandaleuse et a une des causes de la crise}
^{économiques.} Il faut donc mettre fin à ces abus. On
pourrait d'abord obtenir un arrêt, réformateur
de la jurisprudence, de la cour de cassation.
On éviterait ainsi de remettre en branle toute la
machine parlementaire, mais dans quel sens
la cour suprême trancherait-elle ? M. Roy
préfererait faire modifier la loi par le Parlement
qui obligerait le juge à examiner s'il y a
réellement un rapport de cause à effet entre la
guerre et la situation du commerçant qui ne
peut faire face à ses engagements.

Quant à la publicité, on pourrait admettre
elle prévue par l'article 3 de la loi du 17 mars 1909
sur "la vente et le nantissement des fonds de
commerce". La loi rétroagirait d'elle-même,
sans stipulations législatives, parce que les commerçants
rechercheront, plus qu'actuellement, si leurs débiteurs
n'ont pas été malhonnêtes et de mauvaise foi.
D'après l'article 16, le Tribunal aura la faculté
de prononcer d'office la faillite ou la liquidation
judiciaire en cas de mauvaise foi constatée.

M. Mazurier demande l'insertion, dans les
journaux d'annonces légales, par avis sommaire.

M. Deloncle voudrait que cette insertion

est également obligatoire pour les règlements transactionnels déjà intervenus.

Il est décidé que M. Roy ne déposera une proposition dont le vote sera hâté. Au préalable M. le président et M. Roy s'entretiendront de la question avec les membres de la commission du Commerce de la Chambre des Députés.

Avis

~~V. Rapport~~ de M. Magurier sur le
projet de loi de MM. Loubet et Magny
ayant pour but de modifier
l'art. 3 de la loi du 17 mars 1909
(formalités qui doivent suivre les
ventes, cessions, ou attributions de
fonds de commerce)

M. Magurier donne lecture
de son rapport, Rappelant que
la fraude que l'on veut
éviter est évaluée annuellement
à une vingtaine de millions.

Pour ne pas alourdir le
texte, il y a lieu de ne pas
donner suite à la proposition de
~~MM. Loubet et Magny~~ plusieurs collègues
de viser les contre-lettres qui existent
souvent en dehors du contrat, car l'art. 7
de la loi du 27 février 1912 est
suffisant pour réprimer toute contrefaçon
de contre-lettres.

M. Magurier conclut à
l'adoption du projet, tout en
faisant observer que celui-ci paraît faire
double emploi avec la loi Condelet, déjà votée
par le Sénat et actuellement pendante
devant la Chambre des Députés.

VI. Programme de M. Roustan
en vue de l'abolition de M. le
S. Secrétaire d'état de la marine
marchande.

M. Roustan (51)
demande et obtient que M.
le S. Secrétaire d'état de la
Marine Marchande soit invité,
pour une des prochaines séances, à donner
l'opinion du gouvernement sur les
questions suivantes :

— Politique générale maritime du
gouvernement ; viendra-t-elle en aide
à l'exportation ; liquidation de la flotte
d'état ; le privilège du pavillon ; la vente
des vapeurs de plus de 15 ans ; les primes à
l'exportation et les subventions postales ;
modification (?) au régime actuel de
l'inscription maritime.

— Nécessité du $\frac{3}{4}$ de l'équipage
français ; législation ^{penale} ~~administrative~~ à bord ;
travail, rapports des armateurs et des
inscrits, etc ; réforme de l'inspection de la
navigation ;

— Outillage et exploitation commerciale
des ports ; autonomie administrative et financière ;
Mesures pour éviter les variations subites des prix du fret ;
Prohibition des clauses abusives des connaissements, en
vue de réaliser une sécurité plus grande des transports

VII. Ajournement du rapport de
M. Roustan sur la circulation
des chemins et la garantie de
leur fabrication d'origine ^{agricole} ~~agricole~~

L'examen de
l'article de
l'ordre du jour est
ajourné sur la demande
de M. Roustan

VIII. Demandes de renvoi
de projets et propositions à la
commission.

La commission de l'enseignement
a demandé l'examen du projet de
loi relatif au statut des fonctionnaires
de la marine. Comme ce projet intéresse

intéresse beaucoup. Les agents des postes, plusieurs membres de la commission du commerce manifestent le désir d'avoir à examiner ce texte.

M. Coignet demande que la commission ait également à examiner le projet portant modification des conventions internationales sur les taxes télégraphiques.

Sur la proposition de M. le président, la commission décide de recevoir le lundi 20 juin les représentants des présidents des banques populaires.

Les prochaines séances auront lieu le mercredi à 16 heures. Par exception, la réunion du 8 juin se tiendra à 10h. du matin.

La séance est levée à 18 heures, 15

Le Président

Le Secrétaire

Li-

Paul

COMMISSION DU COMMERCE

Séance du mercredi 8 juin 1921

Présidence de M. Clémentel

*La séance est ouverte à 10^h 30.**M. Coignet*

Étaient présents : M. Clémentel, M. Serre, M. Roustan, M. Cauvin, M. Cadilhon, M. Enjolras, M. Mando, M. Deloncle, M. Babin-Chevaye et M. Ruffier.

M. Le président recommande à l'attention des membres de la commission une brochure de M. Maillard, avocat à la Cour d'appel de Paris et président du Groupement de la propriété française sur l'expression des marques de fabrique, rapport qui sera présenté au Congrès de Londres.

M. le Ministre du Travail a fait connaître à M. le président qu'il met au point le projet de modification des lois ouvrières. Deux rapporteurs ont déjà été désignés, pour le Livre III, M. Henry Chéron, sénateur, et pour le livre IV M. Célisse, conseiller à la Cour de Cassation. La commission du Travail devra être saisie de ces questions et une lettre sera écrite dans ce sens à M. le président du Sénat.

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A
L'ETABLISSEMENT DU TARIF GENERAL DES DOUANES

(Une délégation)

~~M. Hofmann, président~~ de la Chambre Syndicale
(M. Hofmann, président donne lecture)
des Importateurs de machines agricoles ~~donne lecture~~
d'une note qui figure aux archives de la Commission.

Pour le groupement dont M. Hofmann est le porte-
parole l'article 1er paraît suffisant.

Me Thibaud, avocat à la Cour d'appel de Paris,
conseiller de la C.S.I.M.A. , dit qu'en qualité d'ancien
directeur des Douanes à Paris, il ~~p~~eut pu se rendre
compte que depuis la loi de 1892, les employés des douanes
ont interprété cette loi différemment. Ils ne sont pas en
mesure de distinguer si une marque est trompeuse.

L'article premier de la proposition de loi devrait
prévoir aussi la prohibition " à la sortie". Pourquoi, en
effet, ne pas poursuivre les fraudeurs à la sortie ?

L'article 2 apparaît dangereux à M. Thibaud. De plus,
il permet d'accorder des facilités au transit, alors que
c'est en cette dernière matière qu'il faudrait se montrer le
plus rigoureux.

Quant ~~à l'ax~~ au troisième paragraphe de ce même article
2, on peut l'admettre quoiqu'il ne soit pas très nécessaire

Pour les marchandises autres que les produits naturels, M. Thibaud fait la distinction suivante : si le magasin Le Bon Marché reçoit des vêtements d'Angleterre avec la mention "Bon Marché", ils devraient être arrêtés à la frontière parce que le Bon Marché est un tailleur; mais pour des porcelaines de Chine, la douane devrait laisser entrer, car le consommateur est à l'abri, dans ce cas de toute tromperie.

Le projet de M. Fargeon plaît à M. Thibaud et correspond à ce que le Comité de la Propriété Industrielle a demandé : mettre en harmonie la législation d'entrée avec la législation intérieure

La loi de 1892 a été votée sans préparation au Sénat si bien que la Cour de Cassation a accepté cette loi comme une loi de répression douanière. Depuis lors, les agents des douanes stimulés par la prime cherchent à faire fonctionner cette législation. Or, le texte de M. Noël recopie purement et simplement les dispositions de la loi de 1857; on reviendrait ainsi à une répression de droit commun c'est-à-dire à l'indifférence de la douane. Avant 1892, les parquets laissaient volontiers dormir les plaintes de l'Administration pour s'occuper d'affaires plus retentissantes.

Il faut donc substituer au mots " à la diligence", ceux-ci
" à la requête .." si l'on veut qu'une action soit possible

M. SERRE fait observer qu'il est d'accord pour que
l'Administration ait le droit de poursuivre directement.

M. DELONCLE propose d'adopter le texte de la proposition
de M. Fargeon qui donne le droit de poursuite non seulement
à l'Administration, mais aux consommateurs, commerçants
ou fabricants lésés par la tromperie, comme aux syndicats
ou unions de syndicats, conformément à la loi de 1884.

M. COIGNET , après avoir rappelé les exigences
résultant de la Convention de Berne, explique comment du fait
de la ~~nouv~~ proposition en discussion devant la Commission
la Douane pourra exiger la certification dans le cas de
chargement incoplet, tandis qu'elle n'aura plus le droit
d'arrêter un wagon complet.

M. THIBAUD dit qu'il serait bon, pour remédier à
cette conséquence que l'on insère " sous réserve de
l'application de la Convention de Berne"

M.COIGNET ; " Il vaudrait mieux mettre : " toute
marque indiquant une provenance d'origine " , vraie ou
fausse !

M.SERRE prend un exemple pour soutenir le maintien de
l'article 2. Il existe une sucrerie à Saint-Louis, localité
près de ^{Massilla} ~~Versailles~~ et ^{haut du} une autre sucrerie à Saint-Louis,
ville du Canada. Le sucre arrivera en France avec la mention

" sucre de Saint-Louis. Made in Canada." Les boîtes seront sensiblement les mêmes.. Il faut exiger qu'on mette en français " fabriqué au Canada" si l'on veut éviter des confusions.

D'autre part, quelle situation fera-t-on, dit toujours M. SERRE, aux produits français fabriqués à l'étranger ?

M.HOFMAN cite le cas des machines agricoles américaines répandues dans le monde entier. Elles ont des pièces de toutes formes ~~quinnprinet~~ et de toutes dimensions qui ont des numéros, ou des signes, etc; il serait difficile d'apposer sur chacune de ces pièces le même correctif exigé. De plus, comment ces maisons pourront elles fabriquer ainsi pour tous les pays du monde.

M.SERRE. Si les Français voulaient fabriquer ces pièces, ils seraient poursuivis comme contrefacteurs. Si la machine est démodée, elle ne trouvera, d'ailleurs, pas de fabricants. Dans le cas où les Français pourraient être trompé sur l'origine de la marchandise, nous exigeons la marque en français ."

M.COIGNET : La raffinerie citée ne saura pas, au cours de sa fabrication, si ses boîtes sont destinées à l'Angleterre ou à la France, par exemple. Il lui faudrait donc constituer un stock en chaque langue. C'est une complication importante.

M. SERRE fait remarquer ~~dit~~ qu'il ^a recherché consciencieusement ~~ex~~ l'objet de l'article 2 et que ce cas d'homonymie de nom a retenu son attention. Pour que le consommateur ne soit pas trompé, il faut exiger que l'on inscrive en français " fabriqué au Canada "

M. LE PRESIDENT intervient pour dire que la proposition, aujourd'hui abandonnée, de M. de La Trémouille imposait l'indication en langue française pour tous les produits d'importation. Le texte actuel limite cette obligation aux produits qui peuvent prêter à confusion, par exemple par homonymie.

M. HOFMAN cite l'exemple d'un fabricant de plumes qui a une usine à Birmingham et une autre à Boulogne. On ne peut pas mettre le correctif sur chaque plume !

M. THIBAUD: " La loi de 1892 qu'en cas d'homonymie, on devrait mettre la mention " importé de .. " Dans le cas cité, on pourrait exiger les mots " Saint-Louis, Canada "

(M. Bolley, directeur général des Douanes, et M. Drouet, directeur de la Production industrielle au Ministère du Travail sont intrévids après le départ de la délégation des importateurs de machines agricoles)

X

M. BOLLEY.: L'article 1er exige que tout objet qui est revêtu d'une marque quelconque soit accompagné de l'indication du pays d'origine en caractères latins etc. En effet, quand un produit se présente avec une marque, il acquiert de ce fait une plus-value.

Dans l'article 2, au contraire, on envisage une usurpation, le cas où un objet revêtu d'une marque pourra faire croire à l'acheteur qu'il s'agit d'un produit français.

M. Bolley cite les exemples des maisons Faber et Continental avant la guerre. Les Allemands induisaient en erreur leur clientèle française par l'inscription courante de "Modes de Paris". La mention "made in Germany" n'est pas suffisante, parce que la plupart des acheteurs en ignorent la signification et la portée. Il en est de même pour les mots "importé" prévus par l'article 15 de la loi de 1892.

M. COIGNET. Mais ce n'est jamais le consommateur qui intentera une poursuite !

M. BOLLEY. Mais le produit va au consommateur et non au commerçant, somme toute. Le directeur général s'oppose à l'opinion exprimée par M. Thibaud qu'il n'y a pas de règle fixe ~~en l'état~~ pour accepter ou refuser l'entrée des marchandises.

60

8

Sur une question de M. le président demandant si l'on ne pourrait pas trouver une rédaction englobant tous les cas, M. DROUET pense qu'il ne serait pas bon d'imiter à ce point de vue les copieuses énumérations des lois américaines qui prévoient tout en ne prévoyant rien. D'ailleurs, l'esprit de la loi législation est plus général. Ce que l'on veut c'est appliquer l'arrangement international signé par la France à Madrid avec un certain nombre de pays. On ne l'a pas fait encore parce que cet arrangement n'était pas encore entré dans notre législation intérieure.

Sur le cas de l'homonymie, M. DROUET rappelle que le 2^{ème} paragraphe de l'article 15 permettait l'entrée à condition que les marchandises portassent le nom des pays d'origine et la mention "Importé" en caractères manifestement apparents. En réalité, le premier paragraphe de l'article 15 n'a jamais été appliqué en France jusqu'en 1905.

M. BOLLEY. L'article 2 de la proposition Noël n'est pas autre chose que l'article 15 rajeuni et ~~modifié~~ remanié. Il va plus loin parce qu'il étend les prescriptions même aux marques qui seraient susceptibles de faire passer le produit comme ayant une autre origine autre que son origine réelle.

M. LE PRESIDENT. L'étranger le demande.

9
~~38~~

Il faut considérer la question de réciprocité comme très importante.

M. DELONGLE marque que la Douane a varié puisqu'on avoue que l'article 15 n'a pas été appliqué ~~dur~~ jusqu'en 1905. De plus, les industriels et les commerçants le soin que les tribunaux n'aient pas à leur aide de textes assez précis et qu'on laisse trop de marge à l'administration pour ses instructions et ses circulaires. Il demande une énumération qui ne serait pas limitative, mais qui porterait sur les cas essentiels. Si M. DELONGLE obtenait satisfaction, il retirerait volontiers son amendement.

Les deux représentants des administrations déclarent que l'on ne peut mettre dans le texte législatif tous les cas.

M. DROUET répond à ^{une} l'objection plusieurs fois présentée. Les Etats-Unis, par exemple, prévoient que tous les produits importés doivent avoir la mention du pays d'origine en langue anglaise. Mais des dérogations sont prévues pour des articles ne pouvant recevoir ces indications.

Il faut bien distinguer les deux cas. Nous admettons la marchandise loyale, telle qu'elle sort ^{chez le} du fabricant, avec sa marque d'origine, au contraire, vise les produits qui n'ont pas la marque d'origine

62

20

ou qui, s'ils l'ont, ont des marques telles qu'elles peuvent faire naître dans confusions dans l'esprit des acheteurs. Les circulaires des Douanes ont parfaitement expliqué ce que les agents devaient faire pour l'application de l'article 15. La difficulté ne sera pas plus grande avec le nouveau texte.

M.COIGNET voudrait que l'on mit dans l'article 2 la précision : " autre que les ~~noms~~ adresses, noms, etc."

M.BOLLET. propose " autres que les inscriptions destinées à l'expédition de la marchandise ."

M.DELONGIE cite le cas de la maison ~~Macerat (?)~~ *MacKouick* qui a une usine en France et une autre en Angleterre. et qui fait ses expéditions avec "Made in England". Ses machines pourront-elles entrer ?

M.BOLLEY. Elles entrèrent parce que l'inscription n'est pas de nature à leur faire attribuer directement ou indirectement une fausse origine française. Ce point figurera dans nos instructions.

M.ROUSTAN. Aurez-vous le moyen de donner à vos agents des règles telles que les commerçants n'aient plus à subir des variations d'interprétation de la part de vos agents ?

M.BOLLEY dit qu'en 1913, une commission a examiné, on peut dire toutes les "pièces qui peuvent se présenter pour les marques de fabrique. La guerre a changé sans

l'orientation de ces travaux, il n'en reste pas moins que les études faites par cette commission sont encore très précieuses et qu'on s'en sert souvent.

M.COIGNET demande un règlement d'administration publique.

M.BOLLEY. Il faudrait que nous ayons auparavant un texte législatif ! Les douaniers se tirent très bien de leur tâche. Dans nos instructions, nous envisagerons tous les cas que certains sénateurs auraient voulu voir figurer dans le texte même de la loi.

M.BOLLEY accente l'insertion dans celui-ci des dispositions de la proposition de M. Fargeon que les consommateurs, commerçants ou fabricants, syndicats et unions de syndicats pourront poursuivre ; il demande lui-même qu'on remplace les mots " à la diligence de ." par " à la requête .."

Le directeur général des Douanes demande aussi qu'on supprime de la proposition les dispositions des articles 4 et 5 qui jusqu'ici étaient restées le privilège de la réglementation.

Sur l'article 5, on propose successivement d'insérer " sauf au cas de réciprocité" et aussi " ... des marchandises de pays accordant les mêmes droits aux produits français"

Ceci est inspiré par la crainte de voir des produits allemands transformés peu ou prou en Tchéco-Slovaquie notamment et envoyés ensuite en France comme étant de la provenance de ce dernier pays.

à un certain point de vue
M. BOLLET fait observer que la réciprocité n'existe pas à proprement parler, car les produits français ne se vendent pas sous des noms suisses, par exemple. Quant à la réglementation elle pourra varier suivant les circonstances. Dans la loi, il vaut mieux ne pas insérer de telles clauses.

Après le départ de MM. Bolley et M. Drouet, M. le PRÉSIDENT met aux voix les modifications suivantes :

1° Ajouter un texte pour les marchandises ~~aux~~ venant sans marque, mais ayant une adresse quelconque (adopté);

2° Introduction de la formule de M. Fargeon sur les poursuites (adopté)

3° Mettre " à la requête" au lieu de " à la diligence" (adopté)

On adopte également
~~42-2-2~~ ~~le principe de la protestation contre~~
les marchandises d'un pays

Sur la question des certificats d'origine, M. SERRE demande à M. Bolley si l'administration des Douanes a toujours le droit de les demander, même si ce n'est pas dans la loi.

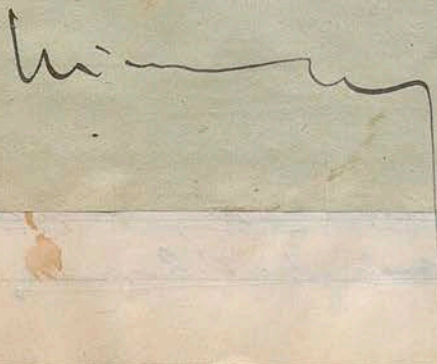
M.BOLLEY répond affirmativement et dit qu'il existe des listes de marchandises pour lesquelles les certificats d'origine sont obligatoires

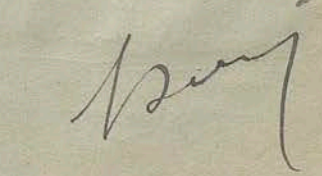
Dans ces conditions, l'article 4 , dit le PRESIDENT, peut être supprimé. M. le rapporteur indiquera dans son rapport que le certificat est obligatoire et que la Douane peut toujours l'exiger, ajoutant que cette suppression est faite pour ne pas attirer à notre commerce d'exportation l'ennui de certificats trop compliqués.

le maintien
Pour l'article 5, M.SERRE insiste . Il s'agit de l'introduction par les pays tiers de marchandises seulement achevé dans ces pays et pour lesquels, dit le PRESIDENT, il suffit dans certains cas , d'après notre législation douanière, de ~~matière~~ donner un coup de lim. On pourrait préciser. ~~pour les pays tiers~~

~~Par conséquent~~ La prochaine séance aura lieu le mercredi 15 juin , à 16 heures. Une séance exceptionnelle ~~sera organisée~~ pour une communication de M. le président sur le Congrès International de Londres, est envisagée pour le cas où il n'y aurait pas séance vendredi prochain.

(La séance est levée à 12 h.1/4)

Le Président,


Le Secrétaire,


Léance du 15 juin 1921

Présidence de M. Clémentel, Président.

Sont présents : M. Bouvier, Cauvin, Clémentel, Deloncle, Eugébras, Garnier, Jams, Hennessy, Maudo, Marsot, Provost-Dumarchais, Roustan, Ruffier et Serre.

La séance est ouverte à 14^h 30.

Excusé : M. Cadillon.

M. le Président informe la C^m que l'audition de M. Rio, sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande est reportée au mercredi prochain.

Assemblée des Présidents de Commissions - M. le Président rend

compte de ses réunions avec l'assemblée des Présidents de Commissions, laquelle a eu lieu hier mardi. M. le Président a eu gain de cause en ce qui concerne les attributions de rapport, au fait, mais il n'en a pas été de même pour ce qui touche les projets dont la C^m de mandats a été saisie pour avis.

Il y a eu tout d'abord conflit sérieux avec la C^m de la marine qui a affirmé le droit d'être saisie des projets concernant la marine marchande. Nous n'avons pu, nos frères ayant gain de cause en ce qui concerne les conventions postales.

Par contre, M. Milne, Président de la C^m de l'Agriculture a demandé que la C^m du C^l fut saisie pour avis en la prop^o relative aux peu d'hommes.

67

aggraves. Le même M. Morel a reconnu le droit de la B.^{re} de l'É. à se saisir des projets relatifs aux accords commerciaux.

D'autre part, M. le Président a dit lettre avec M. Bérin Champagne relativement aux projets touchant le Code de Commerce.

Finalement la transaction suivante est intervenue: la B.^{re} de législation civile et criminelle a accepté que la B.^{re} du C.^{re} fut saisie au fond des questions touchant le Code de Commerce à un point de vue économique, lorsque ce point de vue domine. Par contre, lorsque le point de vue légal l'emportera, la B.^{re} de législation civile et criminelle sera saisie au fond & la B.^{re} du C.^{re} sera seulement saisie pour avis. M. le Président estime qu'il y a là une difficulté quant à la question de savoir si une prop.^{re} intéresse plutôt le intérêt économique ou seulement au point de vue légal. Les juristes de la B.^{re} devront apprécier cette avance et en demander l'assentiment à M. M. Roy & Mazuris de répondre ces questions.

M. Serre estime que la B.^{re} n'a qu'à persister dans l'attitude qu'elle a adoptée jusqu'ici, et si on lui refuse le renvoi des propositions qui l'intéressent certainement, elle n'a qu'à se saisir officieusement de ces propos.^{re}, en faire une étude au sein de la B.^{re} et désigner des rapporteurs qui porteront à la tribune l'opinion de la B.^{re} (approbation unanime).

M. Ducloux appuie cette manière de voir et déclare que la B.^{re} est tout qualifiée pour l'étude d'un grand nombre de questions qui touchent

68 au Commerce, elle doit faire acte de volonté et
procéder ainsi que l'autorité de l'indigène
M. Serre.

On le voit donc signaler alors qu'un certain
nombre de projets ou propositions provenant de
anciens Com^m nous ont été renvoyés par la
Com^m de législation civile & criminelle.

La Com^m de Code a retenu les projets suivants,
pour lesquels des rapporteurs seront nommés
prochainement :

année 1913 - n° 486. Prop. tendant à modifier l'art.

72 du L. II du Code du Travail (Travail
interdit aux enfants de moins de 18 ans & aux
femmes)

année 1913. n° 55 - Prop. tendant à modifier
l'art. 36 du L. II du Code du Travail

année 1911 n° 289. Prop. de loi ayant pour but de
modifier & compléter l'art. 106 du C. de
C^m relative aux à la contrefaçon, de
l'état des objets transportés en cas de
refus ou de contestation à l'arrivée,
présentée par M. D. Delahaye

année 1916 - n° 266 - Prop. de loi présentée par M. Chateaux
tendant à instaurer le warrant industriel

année 1913 n° 27 - Prop. de loi présentée par M. Robierre
par le 1^{er} anonyme et les banques
d'assurance

année 1914 - n° 19 - Prop. de loi de M. Chastenet
sur les obligations imposées par le 1^{er} et
les parts de fondateurs -

La Com^m décide de renvoyer à la Com^m d'as-
surance et de prévoyance sociale

Le projet de loi n° 119 (année 1914) relatif à la
situation de certaines sociétés au regard des lois
du 17 mars 1907 et 19^{ème} 1907

70 Conventions
internationales -

M. le Président indique qu'il sera
nécessaire de désigner des rapporteurs
pour le projet relatif aux conventions in-
ternationales, puisque l'on a reconnu à
la C^{te} de C^{te} l'attribution des accords
commerciaux. Et maintenant, il con-
viendra de désigner des rapporteurs pour la
Convention de la Sibirie et la
Convention polonaise.

Réunion de la
classe 1919

M. le Président indique que la Chambre
a voté hier une prop^{te} tendant à garantir
leur emploi aux jeunes gens de la classe
1919. Cette prop^{te} intervient la C^{te} de
travail et par conséquent, nous devon-
s'en occuper. Elle nous doit renvoyer
dans l'immédiat ou elle la Com-
mission traitera d'ore et déjà. M. le
Président propose de désigner un
rapporteur.

M. Marsot en désigne.

Proposition de M. Poullé relative à la
Convention T. S. F.

M. Serre rappelle que lorsque M. Poullé
a déposé sa prop^{te} sur la Convention de
T. S. F. il a demandé que la C^{te} de
C^{te} fut appelée à donner son avis.

M. Serre demande à être nommé
rapporteur provisoire sur cette
proposition.

Il en est ainsi décidé.

La C^{te} décide de tenir sa séance main
prochain à 14^h 30 pour recevoir une
délégation des banques populaires
et mercredi à 14^h 30 pour entendre M. Rio
sous secrétaire d'Etat à la marine.

marchands.

71

Figureront, en outre, à l'ordre du jour de cette dernière séance l'audition des rapports de M. Pasquet, (mutation de fondissements), de M. Roussau (prop. de la Liniery. Pérengier des Brumes et prop. de la Farjon sur la fausse indication d'origine) et la désignation d'un certain nombre de rapporteurs pour les projets ou propositions dont la b^e est saisie et au sujet desquels aucune nomination n'a encore été faite.

L. Rivière, La séance est levée à 15^h. 30 L. Luchaire.

h

h

Séance du 21 juin 1921

Présidence de M. Clémentel, Président.

Sont présents: Mlle. Bouvier, Gaurin, Clémentel,
 Pierre Bodet, Gognet, Eugéras,
 Maudo, Marsot, Marcel Regnier,
 Roustan, Louis Roy, Chiffier,
 Serre

La séance est ouverte à 14^h 30

Reception de
Délégués des Banques
Populaires

Une délégation de l'Union
 Agricole des Banques popu-
 laires de France, ayant à sa
 tête M. Alphonse Binet,
 président de l'Union d'Admⁿ de l'Union, est
 introduite.

M. le Président souhaite la bien-
 venue à la délégation et prie son président
 de bien vouloir exposer à la Com^m le revendi-
 cations de l'Union Agricole

M. Alphonse Binet, président de la délé-
 gation expose tout d'abord qu'il parle au
 nom des 80 banques populaires de France et
 de 14 ou 15 banques associées à l'étranger.
 Il exprime à la Com^m les remerciements
 de l'Union pour l'intérêt que la Com^m a tou-
 jours porté aux banques populaires, intérêt
 qui s'est traduit par le vote de crédits de 600
 millions de francs, en leur faveur. Son
 espoir, les fonds mis à la disposition des
 banques populaires sont tout tout à fait
 insuffisants et M. Binet espère que la Com^m
 aura l'intention de leur Com^m porter à toute son
 attention, sur le moyen à prendre pour assurer

74

Sur ce qui concerne le ^{3 et 4} ~~no 12~~ ^{no 12} ~~et no 13~~ ^{et no 13} il y aura
sans doute lieu de s'en occuper.

Sur le ~~no 10~~ ^{no 10} M. Infante propose que
l'on s'adresse à la Banque de France pour lui
demander d'organiser l'inspection des Banques
populaires, se convaincant que le ~~gens~~ ^{gens} ~~celle~~
réglement n'est pas une compétence ~~Hydro~~
pour assurer le service.

M. le Président appuie cette proposition.
M. Pinet fait remarquer que la Banque
de France exerce déjà un contrôle journalier
sur les bilans, les situations mensuelles, li-
vres et que le seul contrôle efficace - que
la Banque populaire réclamant d'ailleurs elle-
même, résiderait dans la création d'inspec-
teurs spéciaux dépendant des services de
comptabilité.

M. le Président répond que la ~~Com~~ ^{Com} ~~étude~~
la question. Sur le ~~no 10~~ ^{no 10} (introduction des
lois françaises en Algérie) et sur le ~~no 11~~ ^{no 11}
107 (dotation des banques) M. le Président
assure la dérogation de toute la législation
de la ~~Com~~ ^{Com} ~~sur~~ ^{sur} ~~l'organisation~~ ^{l'organisation} de
la loi ministérielle, persuadée de leur portée
et assurée qu'elle servira utilement au
développement des Banques populaires. Comme M.
Pinet, M. le Président est d'avis que la por-
tion de remboursement sera presque im-
médiate.

Plusieurs membres de la ~~Com~~ ^{Com}, notam-
ment M. M. Gaurin et Garguet font observer
qu'il ne faut pas assimiler quant à l'or-
ganisation et aux avantages offerts les banques po-
pulaires aux ~~autres~~ ^{autres} ~~des~~ ^{des} ~~crédit~~ ^{crédit} ~~agricole~~ ^{agricole}, car si
ayant une vie plus ancienne déjà, mais

14/ Communication de M. le Président - M. le Président a fait
(Programme de la Chambre
C^{ie} Internationale) - un projet d'une brochure
sur la conférence qui
a eu lieu à Bruxelles, concernant le
programme d'une C^{ie} internationale. Cette
brochure sera envoyée aux membres de la C^{ie} et
M. le Président espère qu'ainsi ils pourront con-
naître le but poursuivi par cette conférence, à peu
près cinquante francs. Je ne suis sûr, mais
qui est destiné à l'élaborer consciencieusement son
action. Cette brochure remplacera la communication
verbale que M. le Président se proposait de
faire à la C^{ie}.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,

Wm

Le Secrétaire,

H. M.

Séance des 24 juin 1921

77

Président M. B. Clementel, Président

Sont présents : M. B. Bouveri, Badillon, Cairin,
Clementel, Pierre Gadet, Coignet, Deloncle,
Disboll-Weber, Infiorati, Foulhy, Mando,
Marlot, Mayurier, Pasquet, Roustan,
Lauri Roy, Ruffier, Serre

L'Assemblée est ouverte à 14 h 30

Ordonnance de M. Rio. Affaire de l'Etat
à la marine marchande

M. Rio, sous-secrétaire d'Etat à la marine mar-
chande est introduit. M. le Président le salue et
d'abord répond à l'invitation de la Commission
d'ouvrir la parole.

M. le Secrétaire d'Etat, recevra pour
porter le questionnaire qui lui a été adressé
s'explique d'abord sur les grandes lignes de la
politique maritime du pays et s'occupe de l'ex-
portation.

Il existe, dit-il, un sous-secrétariat qui est
le seul département, — celui de la Flotte commerciale
qui a été adjoint au Serv. des Pêches, — presq-
toute de nous renseigner sur ce qui se passe à
l'étranger, ce département sera à même de
rendre de grands services quand il aura été
créé en direction, actuellement, nous nous
renseignons sur ce qui existe à l'étranger au point de
vue commercial, économique et social par les
attachés maritimes. Il y a des relations étroites entre
le Secrétariat et la marine militaire.

A ce moment nous vivons dans le
domaine de l'absurde, parce que tout en
préservant la marine militaire, nous faisons

concordance de cette marine libre. Il est nécessaire
que la marine marchande se développe et, bien
que les propres réalisations de 1914 soient pour le
moins en partie, il ne sont pas négligeables.
M. le Secrétaire d'Etat donne quelques
chiffres à cet égard. Il indique notamment
que le mouvement des ports de commerce
français a légèrement augmenté et que le
trafic d'école a été augmenté ^{également} de 27 %.

Il est un élément de progrès important dans
ce fait que nos navires, au point de vue de l'exporta-
tion, trouveront des aliments ^{en fait} dans la
métallurgie et le transport des minerais
d'Alsace, de Loraine et d'Anjou.

Il faut considérer d'une part les lignes
d'intérêt général, d'autre part les lignes
de charge.

Pour les lignes d'intérêt général
la Commission avec les Messageries maritimes
que le Parlement va être appelé à dis-
cuter n'est pas un prototype à recom-
mander, elle est basée sur le régime
de la Régie publique, les négociations
ont été conduites à l'origine par le port
ministre de la Commission de 1912. Il arrive, il
faudra passer des contrats faisant à l'Etat
l'égalité ou même la supériorité dans le
Conseil d'Adminⁿ, un commissaire du
gouvernement sera également assisté aux séances du
Conseil. M. le Secrétaire ^{Etat} invoque à cet
égard l'autorité de M. Roustan et indi-
que que c'est sur ces principes que l'on
entend établir les lignes de navigation entre
l'Algérie et la métropole.

Il s'agit donc des lignes de

choses. Une fois favorisé, surtout que les causes
de ce genre subsistent et à longue durée.

M. de l'Etat a appelé que un bel
moment, en 1919 avait esquisse un projet relatif à
la surveillance du faucillon; bien que il y ait
pour être été une arme à deux tranchants,
il convient de repenser ce projet. Actuellement
le flapart des transports se font avec des tonnes
de étrangers; il faut modifier cette situation,
— on la longue tenue Etat est notamment
le transport du charbon de la Ruhr —
et il est entendu que dorenavant tout le tonnage
intéressant tout au moins les opérations libre-
ment soit révisé et l'armement français.

L'objectif serait d'intervenir les exportateurs
et les producteurs à l'armement, — notamment
les metallurgistes qui ont demandé
pour leur casier d'une partie de la
flotte d'Etat. Il faut établir un contact
permanent entre chargeurs, armateurs et
exportateurs, les amener à arriver avec
même on font au moins à signer des con-
trats à longue échéance.

Une question importante également est
celle de la liaison des transports et des des
des transports maritimes. Avant la guerre
cette liaison existait déjà en Allemagne; il
faut la réaliser en France. Une bonne
des profits considérables pour notre marine
marchande écrits dans la commerce
avec les étrangers. La France est un des
payes les moins placés pour développer la com-
merce, surtout avec les étrangers ^{vers} le
méridien de l'est. Il sera nécessaire de
repenser les conversations avec les payes étrangers.

à cet égard pour que le public nous entende
bien.

M. le Président fait remarquer tout d'abord
qu'il y aurait à ce que les C^{es} admi-
nent rapidement les transports urgents
vers l'Orient, la Syrie, et même vers
tous les ports de Beyrouth. Actuellement
en raison de destruction de ces régions met-
traient des mois à arriver; il y a eu
souterrage du C. L. M. Une liaison
entre les services de terre & de mer est
nécessaire.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat répond qu'il a
déjà mis en rapports certains C^{es} de
navigation avec le C. L. M. et s'assure
que d'ici 3 semaines la situation
sera éclaircie.

M. le Président signale à la Com-
mission l'existence d'une Société
d'assurance internationale de Colis por-
tant, garantissant l'expédition.

Abordant la question de la li-
quidation de la flotte d'Etat, M. le
Sous-Secrétaire d'Etat déclare tout d'abord
que cette liquidation n'est plus qu'une
question de jours - les administrations qui le
projetent ont vu le ministre a fait tout
le possible pour hâter cette liquidation.

On a commencé à liquider et il en reste
plus que 90 à 100 bateaux à Sébastopol.

Pour une observation de M. Roustan
M. le Sous-Secrétaire d'Etat met en garde
la C^{te} contre certains faits qui pour-
raient lui paraître relativement à
la concurrence que l'Etat fait aux C^{es}

81

privés, au cas de provoquer la baisse du fret.

Il a donné à tous les services des instructions formelles, leur enjoignant de respecter le prix du fret.

Il y a eu M. le Sous-Secrétaire d'Etat, un critérium : tous les bateaux de charge qui seraient exposés à voyager à perte ne doivent pas partir. Les ordres sont donnés à cet égard et les frais sont calculés sur le prix de revient.

En ce qui concerne la vente des vapeurs de plus de 15 ans M. le Sous-Secrétaire d'Etat indique que la prorogation de 6 mois a été faite d'un commun accord avec le rapporteur. Personnellement, M. le S. Secrétaire d'Etat s'opposera, les 6 mois écoulés, à ce que la liberté absolue soit rendue aux armateurs ; il ne faut pas donner aux O.S. la tentation de vendre du tonnage pour se libérer de leurs engagements et il convient d'empêcher la vente de navires de moins de 20 ans.

M. le Président attire l'attention de la C^{ie} sur une intervention de sa part avec ce ^{un gros personnage anglais, jusqu'au moment où de la Banque d'Hydra} M. Kindersley, en vue d'obtenir le passage de pavillon, que nous refusais systématiquement l'Angleterre. Il a ainsi pu obtenir le passage de pavillon pour 6 navires.

Il signale, en outre, que le contrat qu'il a passé pour l'achat de 50.000 tonnes de fret au cours du jour, majoré de quelques centimes - alors qu'il était au rouge, nous coûte actuellement, d'après le calcul ^{même} de M. l'attaché, un bénéfice de 180 millions.

Sur la question relative aux intentions de

fondement pour le régime de prime à l'exportation et les subventions portales,

M. le sous-secrétaire d'Etat ne peut répondre personnellement; cette question, en effet, lui a été posée particulièrement aux attributions de M. Le Breque, ^{ministre de M. Puffe} et il conviendrait que des réunions entre les divers départements ministériels soient instituées à cet effet.

Passant ensuite au régime de l'inscription maritime, M. le sous-secrétaire d'Etat indique qu'il n'est pas dans ses intentions de ^{la} supprimer, mais de la moderniser. Sous son principe c'était une organisation militaire; elle est devenue un organisme de protection des marins; son maintien permet l'entretien des rapports avec la marine militaire.

M. Roustan fait observer qu'il est, en effet, la marine a moins besoin de marins que d'ouvriers, de mécaniciens, et c'est pour quoi les ^{bons} a demandé aux forces qu'elle était ses intentions à l'égard de l'inscription maritime.

M. le sous-secrétaire d'Etat répond que s'il faut des techniciens, il est nécessaire aussi d'avoir des marins pour armer les unités.

Sur ce qui concerne l'Acte de 1793 relatif à la nécessité d'avoir les trois quarts de l'équipage français, M. le sous-secrétaire d'Etat fait observer que jamais l'Armement n'a demandé l'abrogation de cet Acte, car le marin

83

français et celui qui, de toutes les nations
maritimes, coûte le moins cher. C'est ainsi,
p. ex. qu'alors qu'un 1^{er} lieutenant coûte en Angleterre
29 £, en Suède 62 £, en Allemagne
5 £ et revient à 7 £ en France.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat, à cet égard,
le travail considérable accompli par la
Commission Paritaire qui est en train
d'élaborer un véritable statut des
marins. La Com^m a fonctionné dans un
véritable esprit d'entente; les discussions à-
près parfois, n'ont jamais abouti à la
rupture et le Secrétaire d'Etat n'a
jamais eu qu'à homologuer les décisions
de la Com^m. Les rapports les plus cordiaux
existent entre armateurs, inscrits et le
pays qui sortira de travaux de la
Com^m, une fois qu'il aura été rendu par le
Conseil d'Etat, au point de vue juridique,
pour un enseignement irréversible de cette
entente. Une seule ombre au tableau:
l'application de la loi de 8^h que la France
demeure seule à appliquer dans la marine
marchande. A la Conférence du Transit
maritime de 1906, les officiers ^{les} inscrits et
les armateurs ont tenté d'établir le prin-
cipe de l'internationalisation; ils n'ont pu
y réussir; cependant on ne peut laisser la
France "handicapée" vis-à-vis de ses
concurrents étrangers à cet égard, et les
efforts doivent tendre vers cette internationalisa-
tion de la loi de 8^h.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat pense ainsi
avoir répondu aux questions touchant deux
sujets principaux les rapports entre armateurs

insolite. En ce qui concerne l'inspection
de la navigation, c'est une organisation
qui fonctionne assez bien; cependant elle
est trop large et faite aux 1^{re} et
2^{de} classe et d'en résultera des fibres qui
constituent à donner à une fl^{te} privée une
véritable délégation des Pouvoirs Publics.

Un projet a été exposé et le
1^{er} sera mis en discussion de notification
l'inspection de navig^{at} contre visite
étrangère qui elle paraît à bord des navires.
Ce qu'il faut obtenir, c'est le droit de
veto légal pour les Inspecteurs.

Sur la question de l'Outillage
des Ports, le 1^{er} Secrétaire d'Etat signale
que des améliorations ont déjà été ob-
tenues; ainsi, notamment, augmentation
de 25% le nombre des places à quai
pour les navires de 6^{me} et tirant d'eau
La dépense nécessaire pour améliorer l'ou-
tillage atteindra 1 milliard 200 mil-
lions répartis sur une période de 20
années, dont 1 milliard 600 mil-
lions à fournir par le Trésor, ce
l'Etat et le reste par les intéressés. C'est
une dépense annuelle de 80 millions.
L'effort doit porter ^{notamment} sur certains ports
représentant pour le pays un intérêt
particulier. Le 1^{er} Secrétaire d'Etat a
entrepris une tournée d'inspection
à cet égard qui il se propose de
poursuivre pendant la campagne, après
rapport au Parlement un plan
d'ensemble pour la rentrée.

81

M. le Président signale qu'actuellement les
6^{es} et 7^{es} de la p^{te} ayant ^{leurs} leurs wagons et
matériels de boggies, la plaque tournante
ne servant plus à rien et dans les construc-
tions nouvelles qui seront entreprises dans
les ports, il continuera de tenir compte de
ce point, en creusant l'entouraillement des
wagons et de faciliter la circulation.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat répond que malheu-
reusement on n'a pas dans les attributions
des voies ferrées avoisinant les ports, mais
il s'est entretenu de la question avec M.
le ^{ministre des Travaux Publics} Broquier (et s'il a obtenu d'être appelé)
tout au moins à donner son avis.

En ce qui concerne l'autorisation admi-
nistrative et financière le règlement est
fait, il ne manque que la signature du
ministre des finances et M. le Sous-Secrétaire
d'Etat fait appel à la bon^{ne} = pour qu'elle
seconda ses efforts en vue d'obtenir ce visa.
(approbation)

Quant à la question des variations de
prix, il est difficile de prendre des mesures, le
Sous-Secrétaire d'Etat promet cependant d'in-
tervenir pour assurer les C^{ies} de chemin de
fer et les C^{ies} de navigation à venir directement
entre elles.

En ce qui touche les clauses abéssives de
Commerce, la question est liée à celle de la
loi de 1880 et est, par conséquent, d'ordre inter-
national. La question d'une entente interna-
tionale devra être posée au prochain Congrès
d'Anvers, au mois de juillet, pour que la
France ne se trouve pas en état d'infériorité
vis-à-vis des étrangers.

M. le Président rappelle que le prochain Congrès de Lausane qui va réunir les assemblées de Commerce internationales pourra émettre son vœu à cet effet.

M. Cadilhon, exprime le vœu, relativement aux primes et l'exportation, qu'avant de demander à cet égard des sacrifices au Trésor ou encourage plutôt le trafic par le retour aux tarifs spéciaux tels qu'ils existaient autrefois.

M. le Président dit avoir vu la Commission toute entière, approuve l'observation de M. Cadilhon puis il remercie M. le Sous-Secrétaire d'Etat des renseignements qu'il vient de donner.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat se retire.

Convention avec la C^{ie}
de l'Union africain

La Com^{te} décide de charger MM. Pasquel, Cadilhon & Brugnot de rendre au P^r du ministre des Aff. Publi^{es} pour lui faire part de l'avis qu'elle émet au sujet de l'art^{le} avec la C^{ie} de la fo^r, notamment en ce qui concerne une certaine modification aux articles 1^{er}, 2, 9 et 10.

M. Cadilhon rédigera un projet de lettre au ministre dont il soumettra le texte à la C^{te} dans sa séance de mercredi prochain. (Lang. spéciales)

Désignation de rapporteurs pour
divers projets de projets de loi

La Commission désigne M. Roussier comme rapporteur du projet de loi n^o 262/année 1909/ relatif aux contr^{es} entre polices & créances en

maintenant l'usage de ce vocabulaire.
M. Pierre Godet est désigné comme rapporteur du
projet relatif à la Convention avec la Tunisie. Il
vaquie et M. Serre, comme rapporteur du
projet en ce sens la convⁿ avec la Pologne -
La Com^e procède, en outre, aux désignations suivantes :

- | | | |
|-------------------------|--|--------------|
| N° 138 (année 1921) X - | Organisation du Crédit aux Sociétés
Coopératives de Consommation. | M. Bouveri |
| N° 116 (année 1919) X - | Projet de loi modifiant le L. II,
Chap. IV du Code du Travail. (Re-
pos hebdomadaire et des jours fé-
riés). | M. Serre |
| N° 378 (année 1910) X - | Extension à l'Agriculture de la loi
de 1907 sur les Conseils de Pru-
d'hommes. | M. Henri Roy |
| N° 368 (année 1921) - | Pour avis. - Proposition de loi
sur les articles 1499 et 1510 du
Code Civil, 560 et 563 du Code de
Commerce (reprises de la femme sous
le régime de la Communauté réduite
aux acquêts). | M. Mazurier |
| N° 412 (année 1921) - | Projet de loi relatif aux taxes té-
légraphiques internationales (Con-
vention de Madrid). | M. Coignet |
| N° 388 (année 1912) ✓ - | Prop. de loi de M. Delahaye, concer-
nant les <u>voituriers</u> (arrivée des ob-
jets qui ne doivent pas être livrés
à domicile). | M. Ruffier |
| N° 289 (année 1911) X - | Prop. de loi de M. Delahaye modi-
fiant l'art. 106 du C. de Commerce
(état des objets transportés au cas
de refus ou de contestation à l'ar-
rivée). | id |
| N° 325 (année 1919) ✓ - | Commissions mixtes dans les bassins
miniers. | M. Bouveri |
| N° 515 (année 1919) ✓ - | Organisation de l'apprentissage. | M. Roustan |
| N° 503 (année 1920) ✓ - | Pour avis. - Syndicats profession-
nels en Alsace-Lorraine. | M. Foully |
| N° 436 (année 1913) X - | Modification à l'art. 72 du L. II
du C. du Travail (Travaux interdits
aux enf. de moins de 18 ans et aux
femmes). | M. Roustan |
| N° 55 (année 1913) X - | Modif. de l'art. 36 du L. II du C.
du Travail. | M. Roustan |
| N° 256 (année 1916) X - | Warrant industriel. (prop. de M.
Chautemps). | M. Serre |
| N° 25 (année 1917) X - | Sociétés anonymes et Banques d'émi-
sion (Prop. de M. Debierre). (aucun rap-
porteur n'est désigné
momentanément) | M. Coignet |
| N° 19 (année 1914) - | Obligations émises par les Sociétés
et Parts de fondateurs. | |

Enfin M. Pasquet est désigné comme rapp^r du proj. de loi n° 32 (année 1909) portant Con-
fession des lois ouvrières (L. III du C. Travail)

M. Pasquet donne lecture de l'AVIS des lauréats relatif aux
mutations de fonctions des (n° 170.) et la Com^e l'autorise à déposer cet avis aux bureaux
du Sénat.
L'audition du rapport de M. Roustan sur la prop. de loi concernant le blanchi-
sement des fausses indications d'origine et l'usage de la machine à vapeur.
La séance est levée à 17 heures 30.
Le Président,
Le Secrétaire,

Séance du mercredi 29 juin 1921

Présidence de M. Emile Cauvin, vice-Président.

La séance est ouverte à 16 heures.

Sont présents: M. Cauvin, président de séance
Lemoine, Bousier, Buchan, Cadillon,
Pierre Godet, Coignet, Delance, Drivet,
Eugéras, Foulhy, Marsot, Roustan, Mayeux,
Ruffier, Serre

1. Projet de lettre de M. Cadillon au ministre
des Travaux Publics (Tarifs spéciaux)

M. Cadillon informe la S^m qu'il a eu ce ma-
tin même ^{avec M. Pasquet} le ministre des Travaux Publics et lui
a fait part de la mission dont il était
chargé par la C^m en ce qui concerne les abus aux-
quels donnent lieu les nouveaux tarifs de m. p.

Le ministre a reconnu la légitimité des
doléances du public et a promis de faire en sorte
d'arrêter les tarifs; mais il a prié M. Cadillon
de lui adresser ^{par écrit} la lettre annoncée au nom de
la C^m en la précisant les points sur lesquels
celle-ci espère trouver atténuation.

M. Cadillon donne alors lecture du
projet de lettre qu'il a préparé.

Il rappelle tout d'abord qu'avec les
majorations de tarifs a coïncidé la suppres-
sion des tarifs particuliers, ce qui a aggravé
la crise des transports et des produits qui aujourd'hui
un grand nombre de produits sont pris de
consommation. Il propose à cet égard un
parallèle entre le tarif anciens et le tarif

89
nouveau; ainsi pour les vins, le prix ferme
de Bordeaux à Paris était autrefois de 37^{fr} la tonne
et de Montpellier à Paris, de 30^{fr} la tonne.

Si on avait maintenu ces prix, en y ajoutant
simplement les majorations votées, on serait arrivé
à un tarif de 78^{fr} 50 de Bordeaux à Paris et de
75^{fr} 75 de Montpellier à Paris, alors que
l'application du tarif nouveau donne de ma-
jorations de 140^{fr} et de 160^{fr}.

Alors qu'à 100 Km la tonne revenait
avec le tarif ancien majoré à 30^{fr} elle revient
à 82^{fr} 85 avec le tarif nouveau; mais avec les
graves distances l'augmentation apparaît
plus considérable puisque, pour 700 Km le
coût de la tonne passe de 103^{fr} - tarif an-
cien majoré - à 179^{fr} 30 tarif nouveau.

Pour les blés farineux, le bois de char-
bon, l'augmentation est également consi-
dérable; seuls les engrais bénéficient
d'un tarif moins prohibitif, mais d'une
manière générale on peut dire que les anciens
tarifs ont été ^{été} généralement et parfois prohibitifs.
Cette augmentation du coût des transports est
un des obstacles les plus sérieux à la diminu-
tion du coût de la vie. La baisse qui se
manifeste sur les denrées, au départ, ne se
répercute pas, du fait de l'élevation du prix de
transport, et l'arrivée et n'atteint pas la
consommation. Il conviendrait donc d'apporter
des tempéraments sérieux aux taxes actuelles.

Il serait nécessaire, notamment
d'instituer un régime spécial aux trajets
parcours et si les tarifs officiels ne
pourraient être réduits en vigueur, en raison de
ce que l'unification avait été réclamée.

faits - mais, et comme ce la ce
marque avant le vote de 1850
du moins faudrait-il apporter des atte-
nuations sérieuses au régime actuel.

Il importe aussi de ne pas toucher
aux tarifs spéciaux que les derniers re-
maniements n'ont pas atteints. M. Cadilhac
a surtout en vue le tarif C. V. 116 qui est
en question de révision et qui permet
actuellement le retour de emballages
nécessitant un prix modique.

Si ce tarif est supprimé le retour
des emballages deviendra tout à fait
prohibitif.

On le veut donc renverser au
nom de la C^m M. Cadilhac se sera ex-
posé et ouvre la discussion.

M. Berhan demande s'il n'y au-
rait pas lieu d'ajouter à la lettre certain
considérations relatives aux tarifs de transit.

On a étudié, au ministère des Tr. et
Publ., un système demandé par la
C^m et qui consisterait à leur accorder la
liberté pour traiter individuellement
avec les clients, de telle façon, par
exemple, qu'une C^m de naviga-
tion entre la France et l'Angleterne
pourrait consentir un prix unique
pour le transport d'Angleterne en
Suisse.

L'administration se heurte, pour la
réalisation de ce projet à certains ob-
stacles : il faudrait une loi - et non
un décret - et d'autre part au point
de vue international la question est

91
susceptible de rencontrer certaines oppositions.
À l'heure actuelle, nos voisins du nord
se préoccupent surtout des problèmes qui leur enlè-
vent tout le transit. Il conviendrait d'appeler
l'attention du ministre sur cette situation
pour l'amener à rechercher quels sont les
moyens propres à empêcher un trafic qui
nous échappe.

M. Boigniet estime que donner un
blanc seing aux C^{ts} c'est rétablir le régime
du "traité particulier", qui est interdit par le
cadre des charges. Il faudrait prendre des
précautions. Le traité actuellement la
Convention de Berne qui interdit le traité
particulier, mais cette interdiction n'est
pas observée par toutes les nations, notam-
ment par l'Italie et la Belgique. Il
conviendrait d'ajouter des sanctions à cet
égard dans la nouvelle Convention de Berne.

Si la question du transit est visée dans
la lettre au ministre, il faut se placer net-
tement en face des difficultés qui se trouvent
à ne pas avoir l'air de les ignorer.

M. Badillon fait observer qu'il s'agit
d'une question qui pourrait être traitée
à part, étant donné son caractère inter-
national, alors que la lettre précitée
ne vise que le trafic intérieur.

M. Buhay serait d'avis cependant
que la question fut soumise au ministre
après que le transit ne nous échappât
point complètement.

M. Boigniet répond que, si on aborde la
question, qu'on ne lui donne point la forme
d'une approbation complète au système des traités
particuliers.

92

M. Deloncle appelle l'attention de M. Cardon
sur cette note de M. ^{le} sur la question de la ^{minimum}
et certains tarifs en ce qui concerne le transport
minimum, notamment le taux fort des
charbon. Il faudrait abaisser de 8000 à
6000 ou 5000 kg. le minimum de trans-
port exigé. Cette question peut être traitée
en dehors de la lettre par une conversation
directe avec le ministre des Tr. Publiq.
M. Coquet fait observer que tous les
tarifs officiels s'entendent, en principe
du wagon complet de 10 tonnes, mais
pour que toute marchandise dont la den-
sité empêche que le wagon complet ait
le poids exigé, le minimum peut être
abaissé.

Autrefois, outre le prix par wagon
complet, il existait des tarifs spéciaux
pour 1000 et 2000 kg. Le C. ^{est} se sent
engagé à étudier le retour aux tarifs
spéciaux pour les transports minimaux.

M. Pierre Cordet signale que pour les
sacs à papier, par ex. le tarif minimum
pour 10 tonnes est impossible et le C. ^{est}
a arrêté un tarif s'appliquant à un
transport minimum de 5000 kg.

M. Deloncle remercie M. Coquet
des renseignements qu'il vient de donner à
la C. ^{est} et puisqu'une revision complète est
à l'étude, il demande qu'on la poursuive
particulièrement en ce qui concerne le transport
des denrées alimentaires.

La C. ^{est} approuve le projet préparé par M.
Cardon et le charge de rédiger définitive-
ment la lettre au ministre des Tr. Publiq.

93

publées, la complétude et en précisant les
observations qui n'ont pas été corrigées.

II. Rapport de M. Roustan sur la question posée par M. Bréchet & Lénay relative aux fraudes sur les Rhums & Raps.

M. Roustan donne lecture de son rapport sur
cette question.

Actuellement, dit-il, elle est réglée par le
décret du 3 septembre 1907 qui réserve la dési-
gnation de Rhum aux produits naturels pro-
venant de la distillation du jus de canne
ou sucre ou des mélanges de sirops provenant
de la fabrication de sucre de canne, mais
le décret ^{précédent} permet les mélanges sous la
condition que le mot "Rhum" soit suivi de
la désignation de l'expression "de fabrication".
C'est cette tolérance qui ouvre la porte à
toutes les fraudes qui il convient de faire
disparaître, et l'initiative de ce que le
C^{on} a déjà obtenu en faisant voter récemment
le projet sur le vin.

Seule la caramel, qui donne au Rhum
sa teinte particulière et qui a toujours été
tolérée pourrait continuer à être permise;
M. Martel a demandé qu'aucune restric-
tion ne soit apportée sur ce point. On peut
lui donner satisfaction.

Le problème le plus délicat qui se pose
est celui du degré ^{minimum} de pureté duquel le Rhum
doit être livré au commerce. Il s'agit de
savoir si tout est fraudes ou si une pureté
certaine l'alcool pur en dominant le degré.

C'est un pas vers la législation actuelle,

mais c'est celui de la 5^{me} et la 6^{me} de
prop^{re} actuelle parce que ceux qui vendent
des rhums, dilués par addition d'eau de
sejour de 4^o.

M. Roustan conduit à l'approbation
de la prop^{re} de loi, avec adoption à un
amendement de M. Martot à l'art. 1^{er}.

Cet article prévoit que "la circulation
des rhums ou kafias n'est autorisée que
sur acquit de jette. Dehors d'une
coteau spéciale établie d'après les cer-
tificats d'origine". M. Martot propose
par amendement, l'addition des mots:
"et qui serviront ces boissons jusqu'à
la consommation".

M. Pierre Godet est d'avis qu'il
convient de protéger les produits na-
turels, mais il s'oppose à la multipli-
cation des acquits de coteau.

M. Buhar fait observer que le
rhum qui vieillit perd sa saveur. Il
descend au-dessous de 4^o il ne sera
plus possible de le vendre au titre de
"rhum".

M. Serre appuie l'observation et
se demande si ce n'est pas l'impossi-
bilité de laisser vieillir les rhums é-
tablis de ce fait porte loi.

M. Roustan reconnaît que ces
objections sont fondées sans une cer-
taine mesure, mais il n'y a pas d'éccep-
tions, d'ailleurs, il faut bien une
limite.

M. Martot ajoute qu'à 40° le
rhum perd son goût, que jamais on

95

on achète des rhums, pris au port, tirant maximum
60 degrés et on se passe carrément, et on s'en va
on se passe abaisser au détroit de 15° la pureté
de la ^{de 2 rhums} vodka (en vodka, si on veut donner
aux consommateurs la faculté de le laisser vieillir.

M. Behan estime que l'on pourrait abais-
siser la limite à 42° et M. Lujohas propose
même 40°.

M. Serre estime que la limite de 45° le
comprendrait avec le régime permettant l'emploi
et l'exportation "rhums de fabrication", et qu'il
s'agit d'une mesure temporaire dont la dispari-
tion suppose l'abaissement du degré alcoo-
lique.

Finalement le Com^e adopte la limite
minimale de 42 degrés.

Une discussion s'engage sur la question
des acquits et, sur la proposition de
M. Pierre Bodet le Com^e décide de l'entendre
le Directeur général des Contributions Ind^{es} et
le Directeur des Impôts et Finances avant
de prendre une décision définitive.

Ces deux fonctions seront convoqués pour
la séance de mercredi prochain.

III Rapport de M. Borquet sur le projet de loi relatif aux taxes télégraphiques internationales (Com^e de l'Ind^{us}) (n° 412. année 1921)

M. Borquet donne lecture de son rapport
sur cette question. Il conclut à l'approbation
unanime votée par la chambre.

La C^m approuve le rapport et autorise
M. Borquet à le déposer immédiatement
au Bureau de l'Ind^{us}.

IV. Sur ce Mr. Magarins donne la prop^{te} de
loi tendant à modifier les art. 1499 et 1510
du C. civil, 160 et 163 du C. Commerce quant
à la preuve à fournir par la femme pour
l'exercice de sa reprise sous le régime de la
communauté réduite aux acquêts -

Mr. Magarins donne lecture de
l'avis qu'il a rédigé sur cette proposi-
tion de loi présentée au nom de la
C^{te} de législation civile et criminelle
par M. Boivin-Champeaux. Il en-
clut à l'adoption de la proposition.

La C^{te} approuve la rédaction
de M. Magarins et l'autorise à de-
poser son avis au bureau du
Sénat.

V. Règlement de l'ordre du jour

La C^{te} fixe à mercredi prochain, 14 h
sa prochaine séance, avec l'ordre du
jour suivant :

I. Rapport de M. Roustan sur la prop^{te} de
loi de M. Fajon (Repression des fausses indications
d'origine - art. 7. ann. 21)

II. Rapport de M. Bouveri sur le projet
relatif à l'organisation des associations
de consommation; V. le projet en discussion. Les
Commissions mixtes des affaires municipales

III. Rapport de M. Pierre Bodet sur la
C^{te} de l'école. Alcoolisme.

IV. Audition de M. le Directeur général des
Contrib. Ind^{te} et de M. le Directeur des services de
la répression des fraudes.

La séance est levée à 18^h et donnée
Le Président, Le Secrétaire,
Emile Comoy J. J. J.

Séance du mercredi 6 juillet 1921 97

Présidence de M. Ernest Cauvin, ^{ex. Pr.} Président

La séance est ouverte à 14 heures.

Sont présents: M. Cauvin, Président de séance
Amédée Wal, Babin, Lheroy, Bonis, Buhon,
Caudillon, Pierre Gadet, Gaignet, Viebolt-Welch,
Fouilly, Jarnier, Marsot, Magurier, Grover,
Lumarcqais, Roustan, Henri Roy, Ruffier, Serre

I Audition de M. le Directeur Général des Contributions
Indirectes et de M. le Directeur Général du Service des
Répresseurs Français des la prop. de loi relative aux
fraudes des le Rhum & Tafia -

M. Roustan expose à M. le Directeur les raisons pour lesquelles la Com^m l'a couronné.

La 1^{re} question que la Com^m s'est posée lors de cette séance ^{du 24 août} est de savoir quel est le degré minimum qu'il convient d'adopter. A la dernière séance, on paraissait s'être mis d'accord sur la cote de 42°. Quelle est l'opinion de M. le Directeur du Service des Fraudes?

M. le Directeur du Service des Fraudes répond que la Com^m ^{des Propriétaires} de la Chambre a demandé qu'il soit entendu qu'elle mette en vente de "fine" titrant moins de 3°. La cote peut s'écarter de ce cours de vis et cognac, mais pour le rhum et pour le tafia, il est très faible; pour ailleurs, la cote de 4° ne paraît pas être la plus élevée, on pourrait adopter 40.

M. Buhon, qui avait proposé 42 se rallie à ce chiffre.

M. le Président demande à la Section de la répression des fraudes posséder les moyens de réprimer les fraudes sur la loi de cote de 40° serait adoptée.

M. le Directeur du Service des Fraudes répond affirmativement.

Il ajoute que la Directe admet une tolérance de 20. Si on vote 42, elle ne pourrera que si la majorité est au-dessous de 40. Tous les laborateurs admettent la cloffe.

M. Bodet, à cause de cette tolérance, voudrait qu'on votât le chiffre de 42, mais il n'est pas sûr.

M. le Directeur indique qu'on est en train de remanier le décret relatif à l'application de la loi de 1905 et que le chiffre de 38° va être adopté. Pour les rhums on peut sans inconvénient s'en tenir à 40° ce qui permettrait de faire vieillir, car jamais un rhum en vieillissant ne descend au-dessous de 38° ce qui est l'alcool minimum à prévoir avec la tolérance.

La C^m adopte le chiffre minimum de 40°

M. Marsot demande à M. le Directeur si la tolérance qui existe relativement à l'addition de caramel pour donner de la couleur au rhum peut être maintenue sans inconvénient.

M. le Directeur répond que cette tolérance peut sans inconvénient être maintenue, mais il doit être entendu qu'il s'agit des Caramels de sucre ; sur une question de M. Bagnat il ajoute qu'il n'est pas nécessaire de peindre "Sucre de canne".

Il se fâche qu'on ne puisse remonter le courant d'opinion du public qui s'imaginerait que la couleur brune est celle du rhum ^{actuel} alors qu'elle ne s'obtient que par le vieillissement en fait, nous sommes l'usage du caramel ne présente aucun risque pour la santé ni aucun inconvénient on peut continuer à en faire l'emploi.

M. Roustan expose ensuite à M. le Direc

99

Les des Contis ^{ou} Indicé que M. Marsot a depuis en-
mement ayant pu but que l'acquit n'est à l'un
jusqu'à la consommation et ^{lui} demande son avis sur cette
question.

M. le Directeur des Contis ^{ou} Indicé indique qu'il se
trouvait. il y a des sorts d'acquit: un acquit blanc,
un acquit rose.

L'acquit blanc indique simplement que l'alcool
est de la bonne qualité, et il faut que le rhum soit en-
magasiné dans un local spécial. Actuellement on ne
fait plus distinguer le rhum de faul artificiel du rhum
naturel par l'analyse, du moins lorsque l'addition
d'alcool étranger est faible; avec la perfection de
l'acquit est elle importante, car pour être certain qu'il
s'agit d'un rhum d'origine il faudrait non plus seulement
un local spécial, mais des chais spéciaux; soit on
pourrait de séparer le rhum pur du rhum de faul
artificiel. Si on exige des acquits spéciaux le rhum
dit M. Marsot, il y aura des demandes nombreuses
pour tous les autres alcools naturels et il y en aura
peut-être en présence d'une multiplication d'acquit de
couleur.

M. le Directeur des Contis ^{ou} Indicé répond que la
question de la couleur importe peu; il suffira d'indiquer
sur l'acquit "rhum d'origine", mais en
réalité il faudra toujours des chais spéciaux.

M. Marsot rassure que la chose possible.
Paris n'est pas dans la campagne.

M. René fait observer qu'en vertu de la
loi on ne peut plus faire de rhum de faul artificiel
que par conséquent tous les rhums sont obligatoirement
naturels. Bien que M. le Directeur
des Contis ^{ou} Indicé ait déclaré que l'on ne pouvait
plus distinguer et analyser le rhum de faul artificiel
du rhum naturel, lorsque la fraude est considérable. Cette

de l'indication est possible de la rétroaction pour cette
cause.

M. Marras indique que si l'on maintient
l'obligation de faire spécifier le négociant qui
n'en aura pas devra avoir sous acquit rose
et on s'en peut ainsi son caractère d'authen-
ticité.

M. M. Buhard Mauguier font alors observer
que la loi serait inutile, et selon M. Buhard
il faudrait, pour l'œuvre arriver à ne plus
avoir que des acquits blancs.

Selon M. Terre et est inutile de parler
des acquits dans la loi, celle-ci est terminée
après la considération qu'il n'y aura plus de
rien de fait à dire. Ce sera au service
des fautes qui il apportera de ne pas
laisser arriver sous l'épithète "rhum", et
alcool alcool unis de 40°.

M. Lebedev du service des Travaux
font remarquer ce que dit M. Terre ajoute
qui a son avis, et il l'a fait déclarer à
M. Préaux, auteur de la proposition l'article
Estait inutile. L'acquit blanc n'est
pas une obligation, c'est une faculté.
Si le négociant n'a pas un magasin séparé
il doit laisser sortir son produit avec un
acquit rose, mais quelle que soit la
couleur de l'acquit, à partir de
maintenant on le doit tout acquiescer à
ce qui fera tout contrôle par les Britanniques.

La proposition devrait donc être complétée en ce
sens que l'acquit serait tenu la bonbon
légère de la déduction, mais c'est la même
bouche-éclatement complet au régime actuel que
le service des Travaux publics ne serait pas

sur rayons

Mr. Moreau se voit alors aucun inconvénient à ce qu'on supprime l'art. 2, par conséquent on avait une raison d'être que fut l'existence de cet article. Si on le supprime, la question des acquies disparaît.

Mr. Roustan indique fort aisément que l'art. 3 ne sera en réalité que un ^{additionnel} art. 1^{er} qui se complète de sorte qu'avec la suppression de l'art. 2 la proposition se réduirait à un article unique comprenant l'art. 1^{er} auquel l'art. 3 serait ajouté comme paragraphe. Il en est ainsi décidé.

Mr. Roustan demande encore à M. le D^e des services ces francs si l'on peut sans inconvénient prévoir un délai de 3 mois pour l'écoulement des chemins de fabrication restant en magasin.

Mr. le Directeur des Travaux n'y fait pas d'opposition.

(Après l'intervention de M. le D^e des services qui se retire.)

II - Rapport de M. Pierre Bodet sur la Convention Tchéco-Slovaque

Mr. Pierre Bodet indique qu'il vient mis en rapport avec le ministre du Commerce et avec les services, notamment avec M. Lerruy, et que la question des courants commerciaux en général soulève une foule de problèmes économiques auxquels il voudrait bien avoir l'avis de la Commission. Ce n'est donc pas un rapport qu'il présente à proprement parler, mais une étude préliminaire qu'il propose de poursuivre pendant les vacances au cours d'un voyage en Allemagne et en Tchéco-Slovaquie. Actuellement on ne peut envisager une action uniforme pour tous les traités à conclure à moins qu'on ait, à un moment ^{donné}, que le traité tchéco-slovaque soit un traité-type, ou à moins une erreur.

Par ailleurs, on a procédé avec une telle lenteur

que l'Italie en a profité pour faire des profits
plus considérables que les nôtres à l'exportation du
marché tchèque. Hongrie

L'accord est maintenant l'objet d'un
fait que les droits ont été augmentés en M. Boni,
ministre des Aff. étrangères de Tchèque. Hongrie,
se refuse à en proposer la ratification au Parle-
ment de Prague.

Il faut donc procéder à une relance
complète du cadre de la convention. On a
voulu supprimer ^{à tout prix} la fautive clause de la nation la
plus favorisée. C'est peut-être une erreur, il
y aurait des inconvénients à la faire disparaître
totalement. Elle peut être bon de rappeler qu'elle
fut introduite dans le traité de Francfort pour
éviter la dénonciation des négociations françaises.
C'est là un fait historique généralement ignoré.
Pour conclure, dit M. Bodet, la France
doit acheter l'abolition de ses tarifs avant
de renouveler les conventions avec les grandes puis-
sances; tant qu'il n'y aura pas rendu leur
stabilité aux tarifs on ne pourra faire que
des accords temporaires.

M. Serre fait observer que si l'Italie a pu sup-
planter la France sur le marché tchèque
Hongrie cela tient à son change
et que précisément la clause de la
nation la plus favorisée est une arme
qui ^{est la possibilité de} ^{donner tout ce qu'on}
~~est la possibilité de~~ ^{est la possibilité de} ^{donner tout ce qu'on}
craint de l'état dégrité de protection
à tout prix qui refuse actuellement d'accepter le
monnaie d'or. Il est impossible
d'établir une doctrine actuellement.
On ne peut que vivre au jour le jour.
M. Henri Roy appuie les observations de M. Serre.

est, faisant remarquer que la France se gale
mment l'industrie par le relèvement des droits d'im-
pôt sur les sucres. On ne peut songer à établir une
doctrine économique tant qu'on aura des varia-
tions de change avec celles qui existent en ce moment.
M. Castillon parle dans le même sens - Le
seul moyen de nous défendre contre le paye-
ment avarié est d'élever une barrière dou-
nière - Le régime de la clause ^{ou la clause} plus favorable
est incompatible avec les conditions économiques
actuelles et si on le maintient, il faut éviter
de son bénéfice les nations à change avarié.

Il exprime le vœu que puisque la Convention
Rouge - Hongrie peut être considérée, d'après
M. Basset, comme nulle et non avenue, on en profite
pour aboutir à un régime qui ^{soit} soit ^{un} un régime
qui n'est pas une sorte d'exportation de certains produits en Chine
Hongrie, tels que par ex. le vin.

M. Roustan demande, de plus, des qu'on ne
peut pas, comme cela se ^{dit} fait, poser tout / un
sans aucune doctrine fixée et se déclarer net-
tement on protectionniste ou libre échangeiste, mais
on fait cependant un air d'alarme contre les
doux ^{exagérés} exagérés du
mouvement protectionniste actuel.

Finalement, la Com^e confirme à M. Basset
la mission d'apporter une étude approfondie de la
question à la section.

III

Rapport de M. Roustan sur la propⁿ de la
M. Ferjon relative à la répression des fautes indus-
trielles d'origine.

M. Roustan déclare bien s'acquerir qu'il ne vient
pas sur la laque de la législation actuelle en la
matière. Il est indispensable d'arrêter à la

frontière les produits étrangers portant ce fausse
indication d'origine, et d'autre nous nous rade
pensons que ces produits ayant franchi la frontière
ne puissent être vendus comme produits français.
La prop^m Farjon date de 1917. 18 - A ce
moment les soupçons sur ces cas d'importation
de la France de l'étranger de Paris avaient
été un avis favorable, mais depuis et en
revanche la loi du 6 mai 1919 ayant pour
objet la protection des appellations d'origine
dont laquelle ont collaboré MM. Pams et
Clementel. C'est donc, désormais, avec
celle loi de 1919 qui est considérée d'après
la prop^m Farjon - M. Roustan donne
alors lecture de la comparaison des deux
textes, article par article.

Pour l'art. 1^{er} il ressort que la
prop^m Farjon, pour ce même fait que celui
de 1919, s'agit de spécificités différentes. Il n'y a
pas une contradiction qui ne saurait subsister
et les deux textes ne peuvent coexister dans une
même législation. Par contre la prop^m
Farjon apporte, par ailleurs, plus de précision
en énumérant les faits frauduleux, alors que
la loi de 1919 le donne à dire "une altération,

quelconque" de la prop^m Farjon
L'art. 2 pourrait prendre place dans
l'art. 1 de la loi de 1919, il en est le même
et l'art. 3 qui pourrait être introduit dans la loi déjà
existante. Mais un point sur lequel M. Roustan
demande à la C^m est s'il est avisé et si
n'a pas voulu enclure sans avoir son avis.

Le 2^e alinéa de l'art. 1^{er} est en effet :

- " Toutefois cette disposition ne sera pas applicable
- " lorsque le produit portera en caractère éman-

105

« postement apparents l'indication de la véritable origine, »
« moins que la fausse indication d'origine ne constitue une appella-
« tion régionale reconnue, conformément à la loi du 6 mai 1919. »

Mr. Roustan n'aperçoit pas nettement la portée de cet article 1^{er}.

Un échange de vues a lieu alors entre M. Lere, M. Giffet, M. Buhau et M. Roustan au sujet de cette disposition.

Mr. Lere indique que la loi ne prévoit pas le refus d'un produit en route un produit portant le col de la marque de marque "Louvre", par exemple, l'indication "made in Germany", et M. Buhau ajoute, citant un autre exemple que si on appelle, par exemple "St Emilion", un vin provenant de Californie, alors même qu'on mettrait la mention "Californie", la loi s'opposerait, car dans ce cas, il s'agit d'une appellation régionale "St Emilion", qui constitue une propriété collective.

Donc, dit M. Lere, 2 cas à distinguer : l'exemple d'un produit fabriqué en Allemagne portant la mention "Louvre", - et le col "made in Germany" se rapporte au 2^e paragraphe : "Toutefois cette disposition ne sera pas applicable lorsque le produit portera en caractères apparents... etc" et l'exemple cité par M. Buhau d'un vin de St Emilion qui, aux caractères, ne pourra ^{au même temps} porter la mention "Californie", se réfère au 1^{er} paragraphe : "à moins que la fausse indication ne constitue une appellation régionale reconnue". Le texte est donc très compréhensible et très clair.

Par ailleurs, M. Roustan a déclaré que la loi ^{Fargon} nécessiterait les cas de fausseté ; il ne faudrait pas dit M. Lere, que cette énumération fût limitative, car alors la loi Fargon deviendrait beaucoup plus restrictive que la loi de 1919.

Pour conclure il faut ^{le faire} faire une addition à la loi de 1919 et non pas une loi spéciale rétroactive.

106
M. Duban indique que la variable forte de la
prop. Farjat est de permettre la saïe en France
de frauder en dehors de la saïe à l'étranger.

En somme, il y a peu de chose à prendre dans la pro-
position Farjat, et ce qu'il est possible d'en prendre il suffit de
l'ajouter à la loi de 1919.

M. Roustan est confirmé dans les fonc-
tions de rapporteur chargé d'élaborer un rapport
inspirant des observations échangées.

IV Rapports de M. Bouveri

- a) sur l'organisation du crédit aux sociétés coo-
peratives ~~apprises~~ de consommation;
- b) sur les commissions mixtes dans les
bassins miniers.

a) Organisation du crédit aux coopératives de consommation

Sur ce projet M. Bouveri n'a pas eu le
temps de préparer un rapport écrit; il peut
cependant indiquer à la C^m quelle est son
opinion.

Le projet n'a pas été examiné en cas fort
la chance; il n'a été étudié seulement par
la Section de la consommation du Conseil Supé-
rieur de la Coopération. La question prin-
cipale qui se pose est celle de la distinction à
établir entre la vraie coopérative et celle qui
donne une rétribution à ses actionnaires sur
les bénéfices, elle s'est posée avant la vente
au public. M. Bouveri, à cet égard, fait
l'historique des premières coopératives ^{à l'étranger} (desquelles
il leur a été donné, dès 1888, de collaborer.
Les conclusions sont les suivantes:

- 1^{re} Seront admises au bénéfice du crédit aux
a) 1^{re} coopération de consommation et

"des sociétés qui font le groupement des caisses locales de
leurs actionnaires, le cumageant et le répartissent
à leurs actionnaires, majorés seulement des frais généraux
et administratifs, d'amortissement, entretiens du matériel
nécessaire à leur fonctionnement. -

[2^e Seront également admises, celles des coopératives
qui actuellement sont constituées et qui ont à leur
charge des caisses de secours mutuel instituées par
elles pour venir en aide à leurs actionnaires malades
ou blessés de travail, bien qu'elles fassent des ref-
ournes à leurs sociétaires au prorata de la consom-
mation de chacun. -

[3^e Les bénéfices provenant de la vente au public
ne seront pas répartis aux actionnaires en cas de
liquidation et seront versés dans leurs caisses d'entraide

M. Boizet croit que la véritable distinction doit être basée
sur la vente au public. Il faut laisser aux coopéra-
tives le droit de faire ce qu'elles veulent, mais en
s'imposant à la patente et à l'impôt sur le chiffre
d'affaires celles qui vendent aux public.
Par ailleurs, il n'approuve pas la conclusion de
M. Bouveri en ce qui concerne le 2^e § relatif aux
1^{er} de secours mutuels. S'il y a déjà une 1^{re}
de secours mutuels dans la localité pour quoi
faire l'ouverture à en avoir une 2^e à la coopérative.

M. Bouveri répond qu'il a voulu avec raison
avantager la Coopérative qui s'impose un
sacrifice pour soutenir les actionnaires dans le
malheur et que les mutuelles qui il entend exister
ne sont pas en dehors de la 1^{re} mais constituent
une branche même de celle-ci.

D'ailleurs, comme conclusion, M. Bouveri
propose d'accepter provisoirement et temporairement le
projet du gouvernement.

La Com^m confirme M. Bouveri dans sa fon-
ction.

de rapporter à la charge de rédiger le rapport.
 6] Commissions mixtes dans les bassins miniers.

Pour cette question, la Com^m des Communes
 n'avait qu'un avis à s'mettre, la Com^m des Mines
 en étant saisie au fond.

M. Bouvier a rédigé cet avis, dont il
 donne lecture à la Commission.

Les conclusions sont favorables à l'adoption
 du projet dont il demande que la discussion
 revienne devant le Sénat au plus vite. M.

Boudinot, vice-président de la Com^m des Mines,
 lui a fait connaître que le rapport était rédigé,

mais qu'il n'y a pas eu assurance qu'il ait été
 distribué. M. Jourd'hui qui est chargé du

rapport conclut au rejet du projet, mais dit
 qu'en l'absence, il n'y a pas accord au sein de la

Com^m des Mines, et chose remarquable,

à tout le moins qui tout avec M. Bou-
 vier pour l'adoption rapide du projet porte
 le vote.

M. Cognat indique à M. Bouvier que
 le rapport de M. Jourd'hui vient d'être dis-
 tribué. La Com^m des Mines a discuté long-
 guement et, finalement, a conclu au rejet
 du projet, notamment pour un motif de
secrétariat. Il existe une loi sur la

guerre, mines, et suffit d'appliquer cette
 loi là où elle n'est pas. Sans doute,

comme le dit M. Bouvier, il y a des
 questions qui sont disposées à toutes les
 réalités de Com^m mixtes, mais il en est
 d'autres qui s'y montrent opposées. Il peut

être dangereux aussi au point de vue de
 la discipline, de s'établir des

commissions de l'inspection des ouvriers dans la

104

et les choses cela n'est pas d'intérêt un semblable organe. Les
mieux, ayant la liberté de cette faculté, mais qui
ne leur en impose pas l'obligation.

M. Bouveri répond que les délégués mineurs
sont utiles, et il ne le nie pas, mais leurs avis ne
sont pas toujours écoutés par les représentants du Centre
qui craignent bien plus d'être désagréables aux C^{rs}
qu'à l'Etat. Il cite à cet égard l'exemple de cette
troupe ayant entraîné la mort de nombreux ouvriers,
du fait que les avis des délégués mineurs n'ont pas
été écoutés.

M. Proustau fait observer que la prop^{te} de M. Bou-
veri consiste à codifier ce qui se fait déjà dans d'autres
corporations, notamment chez les inscrits maritimes,
où, comme l'a indiqué récemment devant la
C^m du Commerce même, le sous-secrétaire d'Etat à
la marine marchande, la Commission paritaire
fonctionne à la satisfaction de tous.

M. Marsot demande à M. Bouveri s'il devrait
lui ennuier tout à ce que les délégués aux Con-
sults ne fussent pas nommés avant un certain
temps de présence à la mine. Le projet de loi
portait seulement qu'il devait appartenir à
la mine, au jour du vote; une semblable disposi-
tion a besoin d'être modifiée, car elle aboutirait à
la nomination de délégués ayant parfois à peine
huit jours d'embauchage.

M. Bouveri répond que l'observation de M.
Marsot est tout à fait juste et en fait pour que
délégués mineurs il faut cinq ans de profession; il lui
est impossible ^{de proposer} d'introduire une disposition donnant
satisfaction à M. Marsot au point de vue des C^{rs}
miniers, car la C^m des C^{rs} ne peut qu'émettre ces
avis, mais dans son rapport M. Bouveri tiendra
compte de l'observation très juste qui a été présentée.

M. Coignet demande que la C^{te} du Commerce ne se prononce pas avant de connaître au fond les conclusions de la Com^{te} des Mines.

M. Serre répond qu'en effet il est nécessaire de connaître le rapport de M. Jourd'hui et aut. de pouvoir statuer sur l'avis de M. Bouvier, ce qui ne signifie pas, d'ailleurs, que la C^{te} du Commerce se trouvera liée par l'opinion de la Com^{te} des Mines; elle pourra parfaitement approuver le rapport de M. Bouvier même contraire à celui de la C^{te} des Mines, mais il importe d'attendre, et la Com^{te} décide conformément à la proposition de M. Coignet et Serre, de ne se prononcer que lorsque M. Bouvier qui après avoir pris connaissance du rapport, sera le fond, de la C^{te} des Mines.

Convention de Madrid

M. Serre indique à la (Taxes belges, réfugiés, internat. all.) C^{te} que M. Clementel, député de la C^{te}, a écrit à M. de la Sèze, a envoyé au légation française par M. Coignet de son rapport sur la Convention de Madrid et le projet de la déposer sur le bureau du Sénat réunissant. La Com^{te} sait que précisément ce dépôt a été effectué au cours de la dernière séance du Sénat.

Liquidation de la flotte d'Etat.

M. M. Cadillon et Roustan proposent l'envoi à M. Rio, sous-secrétaire d'Etat de la Marine marchande du vœu suivant :

" La Com^{te} du Commerce qui s'est plus d'une fois occupée de la liquidation de la flotte d'Etat "

" Emet le vœu que la question soit résolue dans le plus bref délai et, si possible, avant la séparation du Parlement. " — Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 11 heures 40 minutes

Le Président:
Emmanuel

Le secrétaire:
M. J.

111

Séance du Vendredi 8 juillet 1921
Présidence M. Clémentel
La séance est ouverte à 14h $\frac{1}{2}$.

Tout présent : MM. Clémentel, Fribourg
Bouvier, Buhon, Cauvin,
Lecoulte, Félix Martin, Foully, Hardy, Harary,
Mollard, Provost d'umarenois, Provost, Roy, Sene.

I - Contingent de Croix de la Légion d'Honneur (Exposition de
Strasbourg, Metz, Monaco, Bayonne)

M. Deloncle, désigné comme rapporteur, donne lecture du rapport qu'il a préparé sur cette question. Il conclut à l'adoption occupée du projet. Il ajoute qu'il s'agit en particulier pour l'attribution de récompenses aux personnes qui ont contribué au développement des Marchés Populaires, pour lesquels il réclame 3 croix d'officiers et 17 croix de chevaliers.

M. le Président fait observer que, d'ailleurs, la commission accepte.

Le rapport est approuvé par M. Deloncle et adopté.

II - Règlement transactionnel - M. Henri Roy donne lecture du rapport qu'il a préparé.

Il fait observer que l'Assemblée des Présidents de Chambres de Commerce a été prononcée pour l'abrogation de la loi, mais que les membres de chambre cependant se contentent de modifications. M. Roy conclut à l'adoption de modifications sur 3 points :

1^o en ce qui concerne la publicité, qui doit être élargie, sans aller jusqu'à la publicité des journaux en matière de faillite.

2^o Quant aux conséquences de l'homologation. Actuellement les règlements transactionnels sont accordés avec les remises de dette considérables et les actes trappés.

Le règlement transactionnel ne devra plus comporter aucune remise tant le chiffre de créances ni de celui relatif à cinq années. Le tribunal pourra imposer au débiteur le paiement d'intérêts moratoires.

80. Les deux casiers reproduits, quelques modifications, en fait d'insolences dont peûtes relativement aux assemblées les modifications, dit M. Ray ont été de nature à garder à leur son caractère d'exception que la loi de 1919 avait entendu les donner. Elles ne gêneront personne tant en sauvegardant au maximum les droits des créanciers.

M. Ray est autorisé à déposer son rapport & à en demander la discussion immédiate.

III. Indication des papiers de commerce & factures de l'insinuation en registre de Commerce

M. Roustan est nommé rapporteur du projet de loi tendant à rendre obligatoire pour tous les papiers de commerce des commerçants l'indication de l'insinuation au registre de Commerce.

Le rapport est déjà prêt, il est prêt à l'adoption du projet voté par la chambre. Lors avant la date de l'insinuation de ces papiers sur tous les papiers commerciaux, avec le nom du titulaire et la n° de l'insinuation. La loi sera applicable à tous les étrangers, commerçants établis en France.

M. Roustan est autorisé à déposer immédiatement son rapport.

IV. Désignation d'un rapporteur pour avis sur le projet de loi tendant à reconnaître la validité de la clause compromissoire en matière commerciale.

M. Henri Ray est désigné comme rapporteur & chargé de préparer un rapport pour la séance d'octobre.

V - Règlement des droits de consommation sur les boissons hygiéniques - Ancien projet de M. Deloncle -

M. Deloncle demande qu'il soit autorisé à déposer un amendement lorsque viendra en discussion la loi réglant les droits sur les boissons hygiéniques -

Lorsque la loi du 18 juin 1890 a été votée, la Régie en vertu de l'art. 88 a fait procéder immédiatement au payement de la taxe pour tous les hôtels en magasin et chez les détaillants. Il serait logique et équitable, si le dégrèvement était voté, que l'abattement soit également applicable à toutes les boissons vendues par les détaillants et exportées et que, dans le délai de 5 jours, la Régie fut placée à la tête des hôtels - M. Deloncle a donc l'honneur de déposer un amendement en ce sens, mais il devrait y être autorisé par la C^{te} et comme tel par ses collègues.

M. le Président lui répond que la C^{te} le remercie de ses intentions; et a toujours le droit de déposer un amendement en son nom personnel; mais sans, en ce moment, ouvrir une discussion, mais le collègue de M. Deloncle pourrait, s'il le désire, lui donner aussi son adhésion.

M. Dubouche estime qu'il s'agit de bonne tactique, pour ceux qui sont partisans de l'adoption de ce projet de loi, d'agir avec une grande discrétion; peut-être l'amendement n'est-il d'aucune utilité pour le projet et serait mieux de ne pas s'en occuper.

M. Deloncle est autorisé à déposer l'amendement en son nom personnel et au nom de ses collègues de la C^{te} qui s'en tiennent à sa disposition.

L'Assemblée est levée à 1^h 15

Le Président,
M. Deloncle

Le Secrétaire,
M. Dubouche

Séance du Lundi 11 Mars 1911

Présence de M. Clément

L'absence est arrivée à 17h.

Saint Julien: Mlle. Cosmeinte, Frédéric
Mupier, Longuet, Barillon, Henri Rey

Communication de Copnet sur l'Enfouissement des Corps
des Exportateurs (D'après la loi américaine)

M. Caguel présente à la Com.^m la communication sur
traduction d'un article, ^(par le Prof. Paul)
sur la relation d'un article digne de 17 ans 1921) dans l'Etat Union
et qui aurait pour résultat de donner à la science américaine
des droits ^{en fait d'argent} et de l'argent, notamment des droits d'auteur et de contrôle
dans les autres pays.

-----" Section 404.-----

« Si une personne ou une Société quelconque, fabriquant, produisant, vendant, expédiant, ou consignait de la marchandise exportée aux Etats Unis, refuse, à la demande du Secrétaire d'Etat, ou d'un Expert Priseur assermenté ou d'une personne agissant comme telle, ou du Comité des Experts priseurs assermentés selon le cas, d'admettre qu'un agent dûment accrédité des Etats Unis puisse inspecter ses livres, papiers, documents, comptes, ou correspondance, concernant la valeur réelle du marché ou la classification d'une marchandise quelconque, sur son marché, tant qu'un tel refus continue, le secrétaire d'Etat sous les règlements édictés par lui:

1°) aura le droit de prohiber l'importation dans les Etats Unis de marchandises manufacturées, produites, vendues, expédiées ou consignées par telles personnes, et

2°) pourra instruire les agents de douane dans les ports d'arrivée de refuser livraison de marchandises formant l'objet de tels refus; si ce refus continue pour une période d'une année à partir de la date de telles instructions; les agents pourront alors, à moins de la réexportation de la marchandise pendant la période de refus, la faire vendre aux enchères publiques, absolument comme dans le cas de marchandises saisies. 11

La Commission remercie M. Bagnat de la communication et décide qu'une lettre sera adressée off. le 15 juillet au Comte de D. Commin de l'Affaire Etrangère pour lui demander de protester vivement contre la mesure projetée.

La séance est levée à 7^h et demie
Le Président, Le Secrétaire Off.

hi - - - - -

Pauquier

Séance du 26 octobre 1921

Présidence au M. Blumenthal

La séance est ouverte à 11 h. 30

Sont présents : M. Blumenthal, président
M. M. ^{Bouvier} Cadillon, Cochet, Coignet,
Deland, Maudo, Marast, Pouilly,
Henry Roy, Roustan, Serre

Règlement Rousseaume - M. le Président informe la C. que
il a reçu de M. Cochet et de M. Serre une lettre
insistant sur l'urgence qui s'y a à trancher la
question du Règlement Rousseaume. Il a transmis
cette lettre au rapporteur M. Roy. Il est entendu
que celui-ci s'entend avec M. Bouvier -
Champagnat, président de la C. de l'Etat civil
et municipal pour que la discussion vienne inces-
samment devant le Comité.

Indication des les affaires de
C. et affaires des Administrations
au Comité de Commerce

M. le Président donne communi-
cation de 2 lettres : l'une
des Administrations des finances, l'autre
de la Chambre de Commerce de

Marseille au sujet de l'Administration des affaires de
Commerce. Ces 2 lettres sont transmises au rapporteur,
M. Roustan. Celui-ci informe la C. que si tant
par précaution à déposer son rapport, il demandera que la
question soit renvoyée au moins au 1er de l'ordre du jour du Comité

Communication d'une lettre de
(Union des Syndicats français
(Requête d'associés)

M. le Président donne communication
d'une lettre de l'Union des Syndicats
français relative au régime des associations
demandant notamment la Stabilisation des
Associations. Ce vœu sera transmis au Ministère
du Commerce

Cette lettre est renvoyée à M. Cudthorpe

de la Com^m - M. Serre ^{indique} ~~donne~~ à la Com^m - quelq
sont les projets et propositions qui n'ont pas
encore été rapportés.

2^o ~~des~~ projet relatif à la Convention Leno-
irique (rapporteur M. Cochet)

Les trois questions figureraient donc à l'ordre du jour
de la prochaine séance de la C^m en un fixer
au mercredi 9 novembre

Supi, le Bon^{se} de c^{de} se retire selon
des p^{res} la prop^{te} de la Farjas se les fausse
indications d'origine,

M. Boignet prête all arms foring de la

réforme ^{projetée} des tarifs, notamment en ce qui concerne les
"claviers de barème". Il paraît que que le
fait actuellement une étude très sérieuse pour
améliorer les services en ce qui concerne la métallurgie.
M. Cadillon répond que l'étude ne lui a pas paru
progresser très rapidement. Il lui semble, d'ailleurs, que
le ministre paraît lui-même très embarrassé. L'état
l'industrie se trouvant arrêtée se fait que les tarifs
et transports sont tout à fait prohibitifs et cependant
toute réforme paraît arrêtée par suite d'un mauvais
vouloir des ~~ministres~~. Il cite notamment ce fait
que la récolte des pommes, cette année, d'ailleurs ne
pourrait être transportée vu l'élévation extraordinaire
des tarifs. Toutefois une amélioration, à ce point de vue
spécial a pu être apportée.
Le ministre qui s'en s'occupe doit nommer
chargés de s'occuper exclusivement de la question
des tarifs de transport.

M. Borquet demande qu'on maintienne les
Chambres de Commerce de la question.

M. le Président ne croit pas qu'il soit nécessaire
de nommer une S/C^m et d'appuyer la proposition
de M. Borquet de demander leur avis aux
Chambres de Commerce.

M. Cadillon répond qu'il a fait faire cette
intention au ministre et que celui-ci a
approuvé la création de cette S/C^m.

En conséquence la C^m décide qu'une
S/C^m sera désignée et qu'elle adressera
une circulaire aux Chambres de Commerce.

Sont désignés pour faire partie de cette C^m
MM. Borquet, Codet, Michaux, Cadillon, Prost, Pons,
Gribot, Weber, Caumont, Maury, Mares.

La séance est levée à 16 h 15

Le Président
M. [Signature]

Le Secrétaire
P. [Signature]

Séance du 9 novembre 1921

Présence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 14^h 30

Intervenants: M. Clémentel, Président, Billiet, Bouvier, Buhar, Cadilhon, Carwin, Codel, Coignet, Foulhy, Maudo, Marsot, Mazurier, Jaquet, Roustan, Serv, Thuillier-Bertrand

Accord de Wiesbaden - M. le Président donne communication de l'lettre qu'il a reçue du Syndicat des fabricants de produits céramiques, relative à l'accord de Wiesbaden, et demandant que la fourniture des matériaux céramiques pour les régions brésiliennes soit réservée à l'industrie française, et que aucune commande ne soit passée à l'Allemagne aussi longtemps que la France sera elle-même en mesure de faire face aux besoins de ces régions - Le Syndicat demande à être entendu sur ce point.

La Com.^{te} décide de charger M. Mazurier d'étudier la question, et de lui apporter pour la prochaine séance une réponse au Syndicat.

Admission du Japon
au tarif minimum
en Indo Chine

M. le Président donne communication d'une autre lettre de l'Union Coloniale Française émettant le vœu que soit repoussée la demande du Japon introduite devant le Congrès de Washington relative à l'admission de ce pays au tarif minimum en Indo Chine.

M. Billiet est chargé de préparer une réponse à l'Union pour la prochaine séance.

127

Rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article :

« Cette indication, accompagnée de la date de fondation de l'entreprise commerciale ou industrielle et celle de la fondation de la succursale doit être affichée, d'une manière très apparente, dans tous les lieux, boutiques et magasins où s'effectuent la réception de commandes ou la vente au public des marchandises. »

M. Magurier proteste contre la rédaction de ces deux articles qui s'il n'est modifié contiendra des abus, cela fait cet adju. Il en vient à l'ajout ^{et de préciser} que l'affichage doit être effectué "par l'industriel ou son représentant".

M. Delahaye fait observer qu'il n'est pas l'auteur de la rédaction critiquée, mais amende en bornant à remplacer 9 mots "on l'exploitait d'un fonds de commerce à commencer son exploitation", par ceux ^{et la date} de fondation, de l'entreprise commerciale ou industrielle et celle de la fondation de la succursale.

Il demande à la Com^m de bien vouloir s'inspirer de ces 2 amendements.

M. le Président le remercie de ses explications et M. Delahaye se retire.

M. Roustan, rapporteur examine alors les modifications apportées au projet.

M. Billiet estime que si l'on veut affirmer la loi nouvelle strictement et immédiatement on aura une foule de procès-verbaux à dresser et qu'on ne pourra s'en tirer.

M. Serre répond que la loi a été faite principalement pour être agréable au commerce et que deux délais ont été ménagés pour les premiers cas il faut faire observer la loi.

et la contrainte s'impose au bon et faut l'abroger. Si le bon est de la main-mise, il faut obliger les commerçants à la respecter.

M. Mayeur propose qu'un délai de 3 mois soit accordé aux intéressés à partir de la promulgation de la loi.

Après une courte discussion le Com^m accepte le délai de 3 mois et arrête le texte suivant:

" La présente loi entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de 3 mois, date pour date, du jour de la promulgation au Journal officiel.

La Commission supprime dans l'énumération les agents chargés de l'application de la loi "les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, les octiers, douaniers, faucis, poids & mesures".

Sur une question de M. B. H. qui donne connaissance d'une lettre de M.

D'Allerance réclamant une précision quant aux papiers qui devront porter la mention prescrite par la loi. M. Roustan, rapporteur, répond que la Chambre de Commerce de Paris, le 8 8^{me} 1921 a déjà indiqué qu'il s'agissait de "papiers à destination du public".

La Com^m décide de mentionner cette précision dans le texte de la loi.

M. Roustan, rapporteur fait ensuite connaître qu'au cours de la séance une nouvelle modification a été demandée. On a proposé qu'aucune instance ne peut être introduite avant le retour de

commerce par un commerçant qui ne le trait
par immatriculé au registre du commerce.

La Commission adopte cette manière de voir en
modifiant en son le texte proposé qui devient le
suivant : "Aucune instance ne pourra être
introduite... etc avant l'inscription de la
maison au registre du Commerce."

M. Marguier propose que les expor-
tions soient levées de timbre à 3^e et M. le
Président demande qui doit préciser que ces
exportations pourront être timbrées ou frappées.
La Commission, adoptant ce point de vue,
arrête le texte suivant :

"Les exportations levées par le greffier
seront conformes à un original fourni
par l'administration pour l'immatriculation
et frappées ou timbrées au frais du déclarant
au timbre de dimension de 3 francs."

Faisant à l'examen des deux
amendements de M. Delaage la Com-
mission adopte enfin, sur la proposition
de M. Marguier le texte suivant pour la
2^e alinéa de l'art. 5

"Cette indication, ~~à être inscrite~~
doit être affichée d'une manière très apparente
~~etc.~~ par l'exploitant ou son représentant,"
et reportant la mention de l'annexion
à l'art. additionnel ^{de M. Delaage} la prop. de M. le Pré-
sident, la Com. adopte arrête le texte qui suit :
"Les maisons principales, les succursales, agents,
agences... etc... doivent être inscrites... etc...
en mentionnant la date de fondation de
l'entreprise commerciale ou industrielle."

La Commission, confirmant encore M. Roustan dans
ses fonctions de rapporteur, lui la charge de

réviser un texte de finit 1^{er} inspirant et observer
bons qui viennent d'être échangés, de déposer le
rapport et de le faire discuter.

Propⁿ de loi tendant à modifier et à
compléter la loi du 11 janvier 1892
relative à l'établissement du Tarif
Général des Douanes

M. Serre rapporteur,
indique à la Com^m
que l'Admⁿ de
Douanes, qui avait accepté,

d'accord avec la Com^m des Douanes et la Com^m des
Communes, le texte arrêté avant le vacance, et comme
sur cette acceptation et demande la suppression de
art. 3. 4. 5 (articles d'origine) de sorte que la loi
soit réduite aux 2 premiers articles. Elle ne donne
aucune raison importante pour justifier ce change-
ment d'attitude; elle se borne à indiquer que
les questions visées aux articles sont elle demande
la suppression relevant de la réglementation et
non de la législation et devant être réglés par
décret.

D'autre part, elle se refuse à étendre la
loi aux colonies, estimant que le change d'appli-
cation ^{de la loi} est tellement vaste qu'une législation uni-
forme est impossible.

Après un court échange de vues, la
Commission décide de maintenir son premier
texte et sur la demande de M. le Président,
^{arrêté par} mentionnée faite dans le rapport que le
chef de service de l'Admⁿ de Douanes avait
accepté le projet primitif.

Prop. relatif aux obligations émisses
par les flots de douane Partes
fondation

M. Coignet, rapporteur de -
mande s'il doit reprendre
la propⁿ Lofarge visée jadis;
la Chambre pour en faire état

dans la prop.ⁿ de M. Chastenet, déposée au 1^{er} vot. 14
la Commission répond affirmativement.

Exposé de M. Godet sur la Tcheco-Slovaquie. La Com.ⁿ décide
d'ajourner à mercredi prochain cet exposé.

Commission mixte des M. Bouveri, rapporteur
Cassins miniers expose que le rapport de la

Com.ⁿ des mines, M. Genouvrier
conclut au rejet par cette Com.ⁿ du projet de loi. Trépoelle
qui il a précédemment donné lecture de son rapport à
la Com.ⁿ du Commerce et il se borne aujourd'hui à combattre
les conclusions de M. Genouvrier en faisant observer
que le projet ^{de la Chambre} avait reçu l'assentiment du Comité des
Travailleurs.

M. Coignat combat les conclusions de M.
Bouveri; à son avis les conditions du travail ne
sont pas les mêmes partout, il faut éviter ^{de créer} ~~de créer~~
~~des~~ des conflits permanents et laisser la liberté
aux C^{ts} d'organiser ou non ces commissions mixtes.
Il se déclare donc opposé à l'obligation.

M. ~~Bouveri~~ ^{sepe} fait observer qu'il ne saurait le
montrer plus royaliste que le roi, le C^{ts} ayant
accepté le principe consacré par le projet.

M. Bouveri répond à M. Coignat que l'obli-
gation est demandée par le C^{ts} et non par Cassin.
Selon lui, l'adoption du projet, loin de conduire
au bolchevisme, comme semble le croire M.
Coignat est un achèvement vers la fin de la
lutte de classes. La Fédération des mineurs ^{qui s'} est réunie
à Metz n'est pas allée au bolchevisme; ce sont
au contraire les tendances bolchevistes qui ont vu
pulvérisées et évitées par la Commission mixte.

M. Bauvin propose que l'on demande à la
Com.ⁿ des mines de procéder à un nouvel examen du

126

projet -

M. le Président appuie cette proposition, et about
donne que le Comité des Hommes et le C^o sont favo-
rable au projet, il demande à la C^o d'approuver
l'avis de M. Brunière, et de lui donner pouvoir
de s'occuper à nouveau avec la C^o des mines
pour la faire revenir, si possible, sur la décision
en vue d'arriver à une conclusion définitive à
elle de la C^o des Commerce.

Cette proposition est adoptée (à l'unani-
mité moins une voix, - celle de M. Cignat)

La Com^e décide de la séance mercredi 16
à 14^h 30 pour entendre le ministre des Travail
sur la question des conventions entre patrons et
ouvriers en matière de licenciement et chômage.

Il sera ensuite à l'ordre du jour
de cette séance, outre la communication
de M. Coudet sur la Tcheco-Slovaquie,
le rapport pour avis de M. Foulhy sur les
Syndicats professionnels en France Lorraine.

La séance est levée à 17^h 30

Le Président

Le Secrétaire

[Signature]

[Signature]

Séance du 16 novembre 1924

119

Présidence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 14^h 30.

Sont présents: M. Clémentel, Président
Amédée Odal, Bouvens, Audilhon,
Laurin, Gaudet, De Lore, Diabollébe,
Fouilly, Maurice Maréchal, Magnan,
Jaquet, Provost-Demarchant, Ruffin
Terre, Théodore Burdard

Excusé: M. Billiet

Demande du Japon en vue de son
Admission au tarif minimum M. le Président
en Ligne - Chine - donne communi-
cation d'une lettre de M. Billiet, qui s'excuse
de ne pouvoir assister à la séance et donne
par écrit son avis sur la demande du
Japon en vue de son admission au tarif minimum
en Ligne - Chine. M. Billiet conclut, en appuyant
le vote de l'Union Coloniale, au rejet de la de-
mande du Japon et propose qu'un télégramme
soit envoyé à la légation française à Washington
à cet égard.

M. le Président appuie les conclusions de
M. Billiet, mais propose, en outre, qu'avant
l'envoi de ce télégramme la Com^m se mette
d'accord avec la Com^m de Douane sur le texte
de la rédaction à adopter. Il y a accord
à l'unanimité sur cette Commission (adopté)

Application des lois de 1884

et sur les Syndicats professionnels
en Alsace Lorraine

M. Fouilly donne
communication de son

Avis sur l'extension des lois sur les
syndicats, professionnellement et l'Alsace Lorraine.
Il expose que la législation française est
moins développée en cette matière que la
législation régissant actuellement l'Alsace
Lorraine et il conclut à l'adoption du
projet.

M. Diebolt Weber, prend en même
temps l'initiative de la Com.^{te} Alsace
Lorraine de l'avis que la mesure de cette
dernière Com.^{te} tout bonnifera et
l'extension, reprise de l'Alsace Lorraine
au sein de la France que fut de une loi
législative; toutefois lorsque la loi actuelle
régissant l'Alsace Lorraine offre un avantage
sur la législation française, il
importe de conserver ces avantages.

La Com.^{te} approuve l'avis de
M. Diebolt Weber, sous réserve que son
rapport sera mis d'accord avec M.
Maurice Martin, Président de la
Com.^{te} Alsace Lorraine.

Renseignements fournis par M. Cordet

sur la situation économique que en

Tchéco-Slovaquie

M. Cordet donne

à la Com.^{te} le résultat
de l'enquête qu'il a

fait pendant le voyage en Tchéco-Slovaquie
de l'été 1918 à Prague au moment de la
grande Foire - qui est la 1^{re} de l'Europe
puisque elle vient après Leipzig et Lyon - et
a pu grâce aux agents français les documents
qui ont été publiés entre autres sur la
monnaie et les personnes individuelles et les
enseignements nombreux et précis.

La Tchéco Slovaquie est un pays, relativement ²⁴
peuple, puisque la densité de sa population est
de 77 habitants au kil. carré, dont le
développement intellectuel est très avancé -
1000 étudiants, très fréquemment à l'université
de Prague - et dont le développement
économique n'est pas moindre.

Les principales industries, outre l'industrie
métallurgique, sont la firme Skoda
construite par des capitaux français au profit
d'hommes offre le modèle de plus parfait
tout de l'industrie chimique, textile (la
Tchéco Slovaquie occupe la 4^e place du
monde en ce qui concerne les cuirs, les bois,
et l'alimentation, et l'élevage.

On trouve aussi quelques chiffres sur le dévelop-
pement de ces industries : c'est ainsi que
la Tchéco Slovaquie compte 806 établissements
houilliers, produit 300 000 tonnes de superphos-
phate, occupe 260 tanneries travaillant
14 000 peaux de bœuf, compte 4 millions
d'hectares boisés pouvant faire passer
2200 scieries etc. etc.

Les fictions qui se sont produites entre la
France et la Tchéco Slovaquie au point de
vue commercial ont été grâce surtout au point de
vue de l'industrie textile, mais il faut noter
la distance qui sépare les deux pays et les
très élevés des transports, on ne peut faire venir
en France que des produits relativement légers
tels, dans le cas des produits qui pourraient
faire utilement l'objet d'échanges entre les
deux pays et au sujet de quelle une coopération
commerciale serait désirable.

Pourrait-on être importés en France: la

verrière (cristal taillé, bouteilles, flaconnage, etc.)
 — la seule protection a redoute avait lieu
 de la Belgique — la mechanique fine,
 le matériel de sucrerie, de brasserie, de
matellerie, le meuble commun (pour la
 région de l'est, notamment) le machin
agricole (faucheuses & moissonneuses-trieuses)
 le faucibus de Prague —

Pourrait être exportés de France en
 Tchéco Slovaquie les matières premières:
produits pharmaceutiques, des machines
ferroviaires, — la parfumerie de
fine marque, les soieries & fil de soie,
 les crus & cours de vin, les articles de
Paris, les modèles de mode et surtout
 la vitine, les essences (Storobentine), les
caoutchoucs (pneus) les poteries d'Als
ace, les conserves alimentaires (thon,
 sardines), fil de coton, broderie fine,
dentelles coloniales, etc etc

Pour conclure, il faut dit M. Godek,
 que le Gouvⁿ ou plutôt son prédécesseur comme
 l'initiative de voir le ministre du
Commerce pour le prix de courir &
 une réunion commune & représentants de
 l'Europe, en vue d'aboutir à une nouvelle
Convention commerciale, essentielle pour
 la France comme pour la Tchéco Slovaquie

M. le Président présente vivement M.
 Godek de son intéressant exposé et la
Gouvⁿ décide de mettre à l'ordre du
jour de sa prochaine séance, la discussion
 du rapport et des conclusions qu'elle verra
 d'entendre

Conventions entre Patrons et
Ouvriers en matière de loyers et de logement — Audition de
M. le Ministre du
Travail

131

M. Daniel Vincent, ministre du Travail,
appelé à donner à la Commission l'explication des
le projet de loi dont M. Douvrou est rapporteur,
relatif aux conventions collectives de travail
en matière de travaux et bobinage, espère
que ce projet ait déjà amené, puisqu'il
remonte au 7 nov. 1909, ^{et} mais avait déjà, à
cette date, été incorporé dans un projet
antérieur au 1^{er} fév. 1909. A cette époque,
la question présentait une acuité particu-
lière en ce qui concerne le métrage des
pièces fournies, et le projet qui intervenait
pour trancher les différends, était très limité
sous son objet. Il confiait aux Inspecteurs
du Travail le soin de statuer sur les litiges.
Le projet de 1909 était plus complet. On discutait
à ce moment la question des avants si l'on de-
vait voter à la fois l'union et l'indivision
à boni de, et finalement, on décida de
faire une réglementation générale.

Le projet de 1909 est toujours valable.
Il, avait seulement lieu s'il était adopté,
à harmoniser les dispositions avec le
Code de Travail, - mais est-il opportun?
M. le Ministre ne le pense pas : en effet,
depuis 1909 il n'est pas arrivé une seule
fois au Travail une seule contestation, et
actuellement le Travail s'est à peu près
résolu partout à un commun accord. On peut
dire qu'il a fait les dispositions du projet de
loi ont servi dans les conventions qui se sont
établies dans la pratique et le Gouvernement
aurait ^{dans ces conditions} scrupule à légiférer en la matière.
M. Le Président remercie M. le Ministre
de l'explication et à l'unanimité la

Com^m décide qu'il n'y a pas lieu, etant
 donnee l'objection, et si le ministre, ce
 sera une loi en la circonstance. Sur la
 proposition de M. Deland, mention est faite
 au proces verbal que la Commission ne laisse
 pas la loi en sommeil, par oubli ou
 "indifference", mais bien par une objection
 ferme, appuiee sur les explications qui ont
 ete d'entendu de la part du ministre en
 travail --

Accord de Wiesbaden
Demande du Syndicat des
Craicistes

M. Magurist, charge
 d'examiner la demande
 du Syndicat et certains

en ce qui concerne le vote des pour le Syndicat au
 sujet de l'accord de Wiesbaden, conduit à l'adoption
 par la Com^m d'un vœu à transmettre au gouvernement
 des ~~fabriques~~ ^{industries}, se rapprochant beaucoup de celui
 emit par le Syndicat. Etant donne, par ailleurs,
 que la cause defendue par le Syndicat, serait
 tres legitime, il n'y a pas lieu d'entendre les expla-
 cations des membres du Syndicat; tout le monde est
 fixe sur ce point. Voici donc le vœu que M. Ma-
 jurist propose d'emettre:

"La Com^m après avoir pris connaissance des vœux emit
 par le Syndicat ^{fabriques} (Produits chimiques de France
 tendant à sauvegarder les intérêts de ces fabricants,
 menaces par les accords de Wiesbaden --

"Constatant qu'il est facile de concilier
 les intérêts des réclamants avec ceux des régions li-
 bres en ne demandant à l'Allemagne qu'une
 quantités dont la fourniture ne pourrait
 être assurée par le vin ou hors de la
 région partienne...

"Adoptant au surplus, les motifs invoqués
 dans le vœu ~~du~~ ^{du} Syndicat des fabricants de Produits-chimiques

ce France, demande à M. le Ministre de 133
régions libérées de vouloir bien prendre en considé-
ration le vœu qui lui a été adressé d'en faire état
dans les communications qu'il aura à faire aux
Chambres.

M. le Président, demande que soit
ajouté en fin "en attendant que le accord
de Wiesbaden, soit soumis à l'étude du
Parlement" (approbation)

M. Coudet exprime le désir que le vœu fasse
mention du "prix raisonnable", auquel devraient
être fournis les matériaux, et il trouve d'ailleurs
fait qu'il faudrait mentionner la distance
maxima à laquelle devrait se trouver les
régions libérées. Les usages appelés à fournir ces
matériaux. Les questions de transport sont, en
effet, un rôle très grand dans la formation du
prix et il ne paraît pas suffisant de se borner à
l'introduction au Nord et au large, en parlant de -

M. Deloncle craint qu'il serait à regret, unique-
ment, de introduire ces régions libérées. C'est
pourquoi il appuie le vœu

M. le Président, pour donner satisfaction à M. Coudet
propos d'ajouter "sous réserve que le prix
pratiqué tient en rapport avec le prix de
production et les besoins normaux."

M. Thuillier. Bourdieu parlant, dit-il, en
son nom et au celui de M. Coudet comme repré-
sentants des régions libérées, déclare que ce qui
gêne le plus la reconstitution de ces régions ce
sont les prix élevés. Il demande qu'on ne reporte
que les matériaux impossibles à trouver en France
à un prix raisonnable et qu'il s'élève surtout contre
l'introduction de la main d'œuvre allemande

Il s'agit de le voter pour deux ans que dans
les conclusions la question du prix soit mentionnée
M. Mary avait proposé alors le texte nouveau suivant:

"Adoptant au surplus les motifs invoqués dans le
vœu en faveur des agriculteurs de produits étrangers
de France, mais avec cette réserve que les
prix de vente seront normaux, c'est-à-dire
qu'ils ne devront compenser qu'un bénéfice que l'on
aura pas dépassé à 25 % de la valeur de la Région
littéraire de couleur bien connue en considération
le vœu qui lui a été adressé, et d'en faire état
dans les communications qu'il aura à faire aux
chambres, en attendant que les accords de
Wiesbaden soient soumis à l'étude du
Parlement."

M. Deland demande qu'on laisse au ministre
le soin d'indiquer quel doit être l'écart entre
les prix allemands & les prix français.

La Commission, après discussion, estime
qu'il est préférable de ne pas mentionner un
taux et substitue à l'expression ^{exemple} "qui ne
devra pas être supérieure à 25 %" les mots
"bénéfice raisonnable".

La Commission décide ensuite de confier à M.
Mary le soin de rédiger une formule définitive
inspirée des observations qui viennent d'être
changées et d'adresser le vœu avec une lettre d'envoi à
M. le ministre des régions littéraires."

La prochaine séance est fixée à mercredi prochain
18 août. (La séance est levée à 16 h 30)

Le Président,

Le Secrétaire,

Mary

Mary

Séance du 23 novembre 1921

137

Présence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 14^h 30

Sont présents : MM. Clémentel, Président, Amédée Vidal, Bouscari, Cadrolhon, Camin, Coignet, Delouche, Eugébras, Jams Hennessy, Mando Marrot, Maguriet, Pasquet, Perdit, Rivort-Dumarciais, Roussier, Serra.

Excuse : M. Pierre Godet
Commissions mixtes dans les Barzins miniers. —

M. Bouscari, rapporteur, dit que personnellement ne fait pas opposition au projet, mais qu'il ne le soutiendrait pas un plus tôt fermement; cette attitude vient de ce qu'il existe un projet primitif d'origine parlementaire qui allait plus loin que le projet de la Com^{te} et que la Com^{te} au moins s'en était écartée comme inapplicable.

Il n'y a pas non plus accord entre le Comité des Houillères et la Com^{te} au moins comme cela pensait. M. Picquard dit que M. Bouscari a été surpris en ce regard, a télégraphié au Secrétaire du Comité des Houillères qui lui a répondu n'avoir jamais été entendu par la Com^{te}. Or, M. Perdit, qui fait partie de la Com^{te} au moins, prétend que M. Perinoff a été entendu. M. Bouscari a répondu, pour rendre amiable avec les deux verbaux de la Com^{te} avec M. Picquard ^{Perinoff} de l'autre part, M. Picquard trouve que le Comité des Houillères n'a pas été suffisamment consulté et qu'il était représenté à la Com^{te} au moins par M. de Wendel et M. Giam, avocat à la Cour d'Appel.

M. le Président remercie M. Bouscari et lui demande de tenir la Com^{te} des Commissions au courant.

Demande d'admission de Japon au Tarif minimum en Indo-Chine

Audition de M. Morel, Préf. de la Com^{te} des Douanes

M. le Président expose que la Com^{te} devait discuter les conclusions de M. Lods sur les rapports commerciaux entre la France et la Chine, l'Indo-Chine, mais M. Lods s'étant excusé de ne pouvoir assister à l'audience, il a prié M. Morel, préf. de la Com^{te} des Douanes, de bien vouloir donner à la Com^{te} du Commerce quelques renseignements sur la question soulevée par la demande d'admission du Japon au tarif minimum en Indo-Chine.

M. Morel retrace tout d'abord les conditions dans lesquelles a été conclu le traité de commerce de 1911 entre la France et le Japon qui accordait mutuellement aux deux pays le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Le traité de commerce qui, à l'origine, ne s'appliquait qu'à la métropole et à l'Algérie et la Tunisie, a été ultérieurement étendu à presque toutes nos colonies, sauf l'Indo-Chine. La raison de cette attitude est toute naturelle si on consulte les statistiques - (les seules probantes sont celles d'avant guerre, de 1913) - qui montrent la situation déjà privilégiée du Japon en Indo-Chine et par la situation géographique. En effet, à cette date, les exportations du Japon en France étaient déjà de 175 millions de francs (soit, valeurs de 1913, produits végétaux, fibres de soie, soieries, etc...) alors que nous n'exportions au Japon que pour 15 millions de francs et, en Indo-Chine, il exportait également pour plus de 85 millions.

Le Japon, non satisfait cependant de cette situation, a demandé le tarif minimum en

134

L'Indo-Chine - C'était au moment de la guerre et nous n'y sommes demandés qu'un moment, alors qu'il s'agit question de la somme de troupe japonaise sur le front français. L'Inde ne fait pas le sacrifice de lui consentir ce tarif dans un intérêt supérieur, mais le Japon ayant fait savoir qu'il n'envoierait pas de troupe sur le front occidental, comme c'était la condition sine qua non de la concession douanière, le tarif fut repoussé. M. Roume, gouverneur général de l'Indo-Chine en 1915, relate ^{au effet} dans un rapport de cette époque que "la concession du tarif minimum au Japon est un acte grave que justifieait seul le devoir impérieux de tout sacrifice au salut de la Patrie".

Une commission fut constituée sous la présidence de M. Roume, dont firent partie notamment MM. Dutrey, député d'Indo-Chine, Macé, ancien ministre, Bollat, directeur des affaires commerciales au ministère du Commerce, Kammerer, ancien consul, Maljean, haut fonctionnaire au ministère du Commerce, commission que le ministre chargea d'étudier les propositions. M. Roume donne lecture d'un ^{de} procès verbal de cette Com^{te} - On y voit qu'à ce moment le Japon n'avait pour une solution immédiate, mais le gouvernement japonais, à ce moment, était divisé et remplacé par un ministre qui se montra moins pressé, il y eut une nouvelle séance de la Com^{te} et elle se fut adonnée une solution qui aurait consisté dans l'établissement d'un tarif spécial pour l'Indo-Chine lorsque le ministère du Commerce déclara que son intention était de conclure tous les traités de commerce, la solution n'apparaissant pas aux arguments. M. Roume ajoute que la Com^{te} des Douanes a

entendu tout le ministre sur la question des appels
 bon d'origine et en a profité pour leur demander
 si la haile avec le Japon était de'noncé, mais le
 ministre, qui ne s'attendait pas à cette question,
 n'a pas pu répondre - et a promis de le faire ultérieu-
 rement. Quoiqu'il en soit, au moment de la Con-
 férence de Washington, on apprend par la
 presse - le Temps - le Revue de Paris notam-
 ment, - qu'il est dans les intentions du Japon
 de poser à nouveau la question des tarifs avec
 l'Inde Chine, & la Corée. Il y eut pro-
 testation unanime de l'Industrie & du
 Commerce, car la presse, mal renseignée, paraît
 s'être disposée à soutenir cette prétention, et
 l'Union Coloniale Française, la Chambre de
 Commerce de Lyon, et de nombreux grou-
 pements firent parvenir aux Commissions parla-
 mentaires leur opinion motivée, ainsi que des
 vœux au ministre du Commerce.

Devant cette situation, la Commission
 interparlementaire des Douanes s'est
 immédiatement réunie et est allée trouver
 le Président du Conseil et le ministre des
 Colonies avant leur départ pour Washington.

Elle a obtenu des déclarations for-
 melles sur la question se traitant proposée
 à la Conférence -

Quant à la solution, M. Morel
 estime pour conclure, qu'elle réside dans
 une revision des tarifs et l'établissement
 d'un tarif spécial pour l'Inde Chine.

M. Morel remercie les Com. du Com-
 merce de bien vouloir s'associer à
 la démarche de la Com. interpara-
 mentaire des Douanes. Il termine à

139

apportée la preuve que la commission parlementaire, dans les circonstances, a bien travaillé dans l'intérêt de la France. (applaudissements)

Appellations
d'origine

M. le Président remercie M. Noël de son intérêt, - sans communication. Il lui demande de bien vouloir compléter par quelques renseignements sur la tenue de la Com^{te} des Douanes où fut entendu le ministre du Commerce.

M. Noël fait alors un exposé de déclarations, du ministre du Commerce, qui affirme n'avoir pas modifié son point de vue et s'en tenir à l'accord établi avec la Commission ^{des Douanes} (au sujet de la prop^{te} de Trimotte). D'autre part M. Malgou, représentant le Directeur général des Douanes et venir donner le point de vue de son administration. Celle-ci se montre disposée à soutenir un nouveau projet dont, d'ailleurs, la Com^{te} du Commerce a eu connaissance.

La Com^{te} des Douanes a chargé alors M. Noël de faire un rapport supplémentaire.

En ce qui concerne la prop^{te} Farjon, ajoute M. Noël, le rapport de M. Roustan a reçu l'adhésion des ministres, la Com^{te} des Douanes ne demanderait pas mieux que de le fonder avec la prop^{te} de Trimotte, mais la Com^{te} des Cel. étant saisi au fond, elle ne peut qu'émettre un avis, et moins que la Com^{te} du Cel. ne consente à le desservir. La Com^{te} des Douanes examinerait alors la possibilité de réunir les 2 projets en un seul.

M. Roustan fait alors connaître qu'il a préparé pour la prochaine séance de la Com^{te} une comparaison du texte de la prop^{te} Farjon et du texte de la loi du 6 mai 1919 avec laquelle la prop^{te} paraît faire double emploi.

La Com^m du Commerce examinera ce travail
mercredi prochain, & M. Morel sera tenu au
courant du résultat de ses observations.

M. Morel se retire, remercie chaleureu-
sement par l'organe du Président de la Com^m.

Révision des tarifs

de transports -

M. Badillon rendue à la Com^m
du Commerce que la S^e / 6^e relative aux
transports doit le renvoyer vendredi & qu'il
sera en mesure de donner mercredi pro-
chain le résultat de ses travaux. La
Com^m décide alors d'inscrire la question
de la révision des tarifs à l'ordre du jour de
la prochaine séance.

Comme conclusion et audition de
M. Morel relativement à la demande du
Japon, il est décidé également qu'une
lettre sera adressée au président du
Conseil & au ministre des Colonies pour
^{la Com^m du Commerce}
~~le~~ ^{la} ~~Association~~ ^{la} demande de la
Com^m interparlementaire de Douane.

La séance est levée à 16^h 30

Le Président,

Le Secrétaire,

Paul

Séance du 30 novembre 1921

Présidence de M. Clémentel

La séance est ouverte à 14^h 30

Tout présents: MM. Clémentel, ^{Président} ^{Président} Cadillon, Caumont, Godet, Grist, Luyolvas, Foulhy, Maudo, Marguerit, P. Roy, Ruffet, Roustan, Serre, Soulié, Thunier - Bréridard.

Commissions mixtes dans le Bassin minier

M. le Président donne communication d'une lettre du Président du Comité des Houillères (23 nov.) protestant contre le rapport de M. Boursier et les affirmations du rapporteur que le projet relatif aux Com^{ms} mixtes aurait été approuvé par le Comité représenté à la Com^{me} de mine de la Chambre par MM. de Wandet et Ajam.

M. Boursier, saisi de la lettre, maintient la déclaration et confirme, comme il l'a indiqué, à la dernière séance, qu'il consultera à cet égard le Procès-Verbal de la Com^{me} de mine et la Chambre.

Exposé et propositions de M. Cadillon sur le régime des Tarifs de Transport.

M. Cadillon indique tout d'abord qu'il a recherché les conditions dans lesquelles les tarifs avaient été remaniés. Les Chambres de Commerce s'étaient mises d'accord pour demander un régime commun à tous les réseaux, avec des taxes communes et c'est ainsi qu'a commencé le travail de remaniement des taxes anciennes.

Mais l'unification a été réalisée à un moment de déséquilibre économique et il en

et de l'effrayante exagération. Au même temps est venue se superposer la majorité légale de 140% votée par le Parlement. C'est à ce double régime que la C^{on} a voulu porter remède et c'est le résultat des travaux que M. Cadillon apporte à la Commission.

Le principe directeur qui l'a guidé, c'est que dans le tarif nouveau à établir, la majorité légale de 140% doit s'appliquer uniquement aux tarifs anciens, de telle sorte que, si par suite de circonstances heureuses, la majorité légale était supprimée on en reviendrait profecto au régime d'autefois.

M. Cadillon a étudié soigneusement les réponses de la Chambre de Commerce à l'enquête ou donnée par la C^{on}. Presque toutes se prononcent pour le rétablissement de la proportion de la tarifs spéciaux, en même temps que pour l'unification, ce qui est assez contradictoire. Il paraît d'ailleurs très difficile de se faire une vue d'ensemble de ces réponses qui sont très souvent guidées par des considérations locales.

M. Cadillon donne ensuite la liste des produits pour lesquels il consentirait de demander des réductions immédiates et tangibles.

Ce sont notamment :

Le combustible minéral

La métallurgie

Le minerais de fer

La fonte, l'acier

Le combustible végétal

Le matériaux de construction

Le blé & Farines

Certains engrais

Le sel gemme & le sel marin

Le papier de machine

Le balles de coton.

113

Ince qui concerne le assurance vivants la ^{Com} a
estimé que la surtarification était faible & acceptable
pour les ovins et les chèvres mais que pour les
bœufs, vaches, moutons, au contraire, elle
était excessive; ^{la majoration} elle l'attent, en effet, 200 à 250% et
M. Lardillon propose de la ramener à 175%.

Il rappelle qu'avec le ancien tarif on
payait 1.50 aux 25 Kil. et que la progression,
suivant une courbe harmonieuse, atteignait
21.50 aux 1200 Kil.

Les majorations ont porté en outre à 25 francs
aux 25 Kil. avec augmentation proportionnelle qui
atteint 33.50 pour 1200 Kil. - indépendamment
de la majoration de 140% - ce qui fait
subir à la farine une majoration de
250%.

M. Lardillon propose le même forfait: c. à d.
2.50 aux 25 Kil. mais il ne dépasse pas 23.50
pour 1200 Kil. et la courbe qu'il propose paraît
même, pour les citrons moyens, au-dessous
de la base ancienne. - La proposition
validerait donc une amélioration réelle et
immédiate.

M. Buhay demande que M. Lardillon
et l'Administration fassent rapport d'ensemble sur lequel
la ^{Com} puisse voter.

M. Roy et M. le Président approuvent cette
proposition.

M. Lardillon déclare qu'il va se mettre en
contact avec les services commerciaux pour leur
soumettre la possibilité qu'il propose, en les prévenant
comme les choses personnelles et en indiquant
qu'il se propose de lui faire approuver par la ^{Com}
pour la quelle il rédigera un rapport succinct lui
permettant de se prononcer par un vote (Approbation).

M. Maudo demande que l'attention soit attirée sur les Laps, d'énunçiation et de Malentendu.

M. Cadillon répond que à tout les questions spirales, différentes de la question de vérité et de la loi qui est fait d'abord trouver une solution à la première question.

Le Comité charge donc M. Cadillon de lui apporter un rapport résumé écrit pour la prochaine séance.

Repression de fausse indication d'origine (Proposition Farjon)

M. Roustan donne connaissance d'une lettre de M. Thibaut, avocat sur la question des appellations d'origine. M. Thibaut faisait remarquer que la loi de 1919 fait double emploi avec la loi Farjon; pour vérifier cette assertion, M. Roustan a dressé un tableau comparatif de 2 textes qui a été distribué aux membres de la Com^m et duquel il résulte qu'il n'y a pas de contradictions complètes, ni coexistence de dispositions absolument semblables. Le texte de M. Farjon peut en partie servir à compléter l'éd. de la loi de 1919 et à en rendre l'application plus efficace, car il constitue un effort nouveau pour atteindre la fraude et protéger la probité.

M. Buhay est également d'avis que l'art 8 de la loi de 1919 et la loi Farjon visent des situations distinctes et il fait, à cet égard, le départ les uns entre l'appellation d'origine qui résulte d'un ensemble de qualités du produit, tenues au sol ou à la condition animale et l'origine qui vise les producteurs.

le lieu où l'objet a été fabriqué. Il faut aussi
distinguer l'appellation d'origine étrangère d'un
Légitime Spécial sans en avoir jamais la reconnais-
sance des appellations d'origine française par les
sous-étrangers.

Pour M. Dubou, il faut trouver le
moyen de réunir dans un même texte deux lois
portant sur des objets bien différents.

M. le Préfet - fait l'historique de la
Loi de 1919 et rappelle comment lui-même a
été usé, avant guerre, la crise du champagne
"a été à un moment où l'on" M. Deane
Économique "dans lequel il s'opposait
également l'appellation d'origine pour les
produits viticoles ou dérivés, de la marque
d'origine tombée dans le domaine public
(Bran de Cologne, Savor du Congo) et qui n'était
aucune des provenances locales

Il indique qu'il a montré M. Perroux
s'est absolument refusé à rapporter son projet
car il n'acceptait pas l'unité de jurisprudence et
cette nouvelle jurisprudence, absolument vider
humaine qui faisait la Loi de Cassation jugée
et fait.

Pour conclure, M. le Préfet estime que la
Loi Fayon constitue une adjonction à la Loi de 1919
mais qu'il convient d'écarter de l'ordonnance en quoi
qu'il soit aux appellations d'origine viticoles.

Il propose d'entendre par cette question
MM. Roux et Douet, directeur aux affaires
du Commerce et de l'Agriculture.

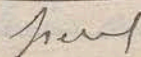
Ren est ainsi décidé.

La séance est levée à 16^h 30

Le Président,



Le Secrétaire,



Séance du 7 décembre 1921

Présence de M. Clementel

La séance est ouverte à 14^h. 20

Présents: MM. Clementel, Prentout,
Amis de B. de, Balin, Buvay, Boursier,
Buhon, Cardella, Chauvin, Jeanne Codes,
Coignet, Dupouas, Maudo, Mearin,
Cosquet, Provost, Dumareuair, Boudan,
Heurs Roy, Ruffet, Serre

Attributions de rapports

M. Diebolt - Weber est désigné comme
rapporteur du projet de loi n° 788 : portant en
exécution du décret du 8/12. 1920 modifiant
l'art. 139^e de la loi du 26/7. 1900 (Code
Industriel) relatif aux attributions des
Inspecteurs de Travail dans les dépar-
tements du Bas Rhin, du H. Rhin
et de Moselle

M. Pasquet est désigné comme rapporteur
de la proposition Lucien Cornet (n° 480
année 1913) tendant à modifier la loi du
29/7 sur les caisses d'épargne

Il se agit concerne une proposition de M.
Louis Martin tendant à rendre les femmes
commerçantes éligibles aux trib. de com. de
Commerce (année 1914 n° 326) M. Boursier
demande à être chargé du rapport dans un
sens favorable à la proposition de M. Ruffet, une
autre demande que le rapport lui soit

147

attentif mais avec mission de conclure contre
M. Cogniet propose qu'on étudie d'abord la
question pour les chambres de Commerce seulement.
La Commission consulte les la prise en consi-
deration de la prop^{on} rejette la prise en
considération par 7 voix contre 7.

Néanmoins, sur la prop^{on} de M. Roustan
qui appuie les observations de M. Cogniet sur
la possibilité d'une réforme tout au moins en ce
qui concerne le la de Commerce, la Commission
charge M. Roustan de lui apporter une étude
sur la question, après consultation des chambres de
Commerce.

Audition de M^{rs}. Roux et Drouet
sur la proposition Farjon
(Fausse indication d'origine)

M^{rs}. Roux et Drouet sont introduits.

M^{re} le Président prie M. Roux de bien vouloir
exposer brièvement ce que ~~se trouve~~ ^{se trouve} dans la prop^{on}
Farjon.

M. Roux estime que la proposition rapportée
par M. Roustan ne modifie rien la loi de 1919
sur les appellations d'origine, elle n'a sur elle
aucune répercussion. L'art. 1^{er} de la prop^{on}
lui apparaît comme un complément de l'art.
1^{er} de la loi de 1905 sur la répression des fraudes
dans le vente des marchandises, à tel point
même qu'il se demande si le plus simple
ne serait pas de modifier purement et simple-
ment l'art. 1^{er} de la loi de 1905.

Le § 1^{er} de la prop^{on} paraît peut être
un peu redondant, car il y aurait, selon ce
sénat. trouperie dans tous les cas, soit p. ex

168

qu'il s'agit de "dragées de Verdun", non fabriquées à Verdun, ou de "mougat de Montelimar", non fabriquées à Montelimar, mais le § 2 atténue l'importance de cette disposition et grâce à son texte on pourra écrire sur le produit "Dragées de Verdun... X... Confiseurs à Paris", sans l'apposer et l'ajouter sous le coup de la loi.

Toutefois il lui apparaît qu'il y aurait lieu de modifier ce par. 2 légèrement en substituant aux mots : "à moins que la fausse indication d'origine ne constitue une appellation régionale reconnue conformément à la loi..." les mots : "à moins que la fausse indication d'origine ne constitue une appellation régionale protégée par la loi du 6 mai 1919".

En effet, puisqu'ici il n'y a pas de dénomination géographique consacrant les droits à certaines appellations d'origine et c'est précisément ce fait qui d'une protection de la loi.

M. le Président appuie cette proposition car il ne peut dire encore que la loi a reconnu telle appellation régionale, puisqu'elle détermine juridiquement un tel fait.

M. Roux passant à l'examen de l'art. 2 estime qu'il constitue une modification heureuse de la loi de 1894 et il croit qu'on pourrait fonder le texte proposé avec celui de la loi de 1907.

Sur une question de M. Roux, les demandeurs si une confusion quelconque est possible avec la loi de 1919, M. Roux répond que puisqu'ici aucune confusion ne s'est établie entre la loi de 1907 et celle de 1919. Il n'y en aurait pas davantage avec la proposition actuelle qui ne fait que

149

peut-être qu'il y aura tromperie chaque fois qu'il y aura
fausse indication d'origine - C'est la suppression de la
réserve figurant à l'art. 1^{er} de la loi de 1905.

M. le Président demande à M. Drouet
les raisons pour lesquelles cette prop^{os}, étant donné
qu'il existait une étude du Comité de la Propriété
Industrielle n'a pas été présentée par le J^{ur}.

M. Drouet répond que la seule raison, c'est
que cette prop^{os} complète la prop^{os} La Trinité
actuellement soumise à l'examen de la Com.
des Douanes; il ajoute que M. Farjon et aut^{es} avec
lequel il lui a soumis une note que lui-
même, M. Drouet, avait préparée et qui avait
été adoptée par le Comité de la Propriété
Industrielle - M. Drouet a eu quelque pen-
sée de voir que M. Farjon avait fait
comme cette note qu'il reproduit presque in-
tensément ses propres motifs, mais
il n'a pas songé à protester le moins du
monde, étant donné qu'ainsi on a pu
gagner du temps sans et sans inconvénient
devant le Sénat, sans avoir à consulter
tous les corps intéressés, notamment les chambres
d'agriculture.

Sur une question de M. le Président
qui demande quelle est la raison fondamentale
qui a fait admettre le projet par M. L. Carré,
Drouet et les autres membres du Comité, M. Drouet
répond que la prop^{os}, ainsi que l'a expliqué
M. Roux, leur a paru comme un complé-
ment ~~des~~ ^{et de 1894} la loi de 1905; Toutefois M. Drouet,
contrairement à M. Roux, estime qu'il ne
serait pas bon de la fonder avec la loi de
1905. En effet, cette loi contribue à créer
une loi de répression de la concurrence déloyale

9^e

et elle ne se lie pas seulement à la route
intérieure, mais surtout avec cour^{tes} interna-
tionales pour la protection de la propriété indus-
trielle et notamment à l'arrangement de
Madrid, du 14 avril 1891 visant la suppression
des fausses indications d'origine de toute nature.
C'est pourquoi il est bon de consacrer un
texte propre à la suppression de la concurrence
déloyale plutôt ^{de dénomination d'origine} qu'un texte général comme
la loi sur la répression des fraudes.

M. Bux fait observer qu'il n'a pas
suscité autrement pour l'adoption de la
proposition de fusion des textes.

M. Drouot ajoute qu'avant cette
proposition, aucun texte ne permettait au
France d'opérer la saisie, l'admⁿ des
douanes, ayant déclaré qu'il s'agissait de
dolits, non réprimés par les lois douanières
qu'elle ne pourrait ^{faire} exécuter elle-même
les mesures de répression. Il y avait bien
un texte international et une loi consacrant
ce texte international, mais rien n'existait
aup^r de l'administration douanière pour
l'admⁿ des Douanes. Tel a été le but de
la propⁿ de Breuille, mais cette propⁿ est
elle-même insuffisante car si les produits
contient en vase, nos marques, il n'y a
pas lieu d'exiger une indication d'origine.

M. Drouot signale qu'avant la
guerre on a été assailli de réclamations
multiples de l'Angleterre contre les
importations de machines fabriquées par
l'Autriche ou d'Allemagne et vendues en
France comme provenant d'Angleterre.
Quand on demandait à l'étranger la

51
protection de nos appellations d'origine au nom
repond "Généralment pour faire respecter l'origine
des marchandises étrangères."

M. Drouet distingue ensuite nettement
l'indication d'origine de l'appellation d'origine
et il s'appuie sur la Circulaire de M. Ceris de 1891
qui vise seulement les produits d'origine
artificielle. La France, dans ses conventions
postérieures, a tenu à faire obtenir les appella-
tions d'origine non seulement aux produits
artificiels, mais à tous ceux tirant du sol
ou du climat leur qualité particulière.

Examinant ensuite, comme M. Roup
la proposait, M. Drouet indique que le but
général de l'art. 1^{er} est de prévoir tout ce
qui peut créer une confusion quelconque
et de porter sur les fraudes les peines prévues à
l'art. 1^{er} de la loi de 1905, mais comme il est
de la loi on ne trouve aucune erreur ou omis-
sion matérielle, étant donné qu'il s'agit
de nous, tous, dans le domaine public
le § 2 de ce même article 1^{er} apporte un
correctif qui a indiqué également M. Roup

M. Copnet soulève la question des
appellations régionales et demande si un
fabricant français, dont la maison est à Lyon
et l'usine à Bayonne ne va pas tomber sous le
coup de la loi de fait qu'il n'indique pas
sur le produit "Soieries fabriquées à Bayonne".

M. Drouet répond qu'il n'y a aucune
erreur possible, il s'agit de la région lyon-
naise et M. Sere ajoute que les mots
"Soieries de Lyon" ne constituent pas une marque
de provenance, mais c'est une désignation
substantive.

152
M. Buhon estime que, avec le texte proposé, certaines personnes qui n'auraient pas commis un telit-moral pourraient être ceptés avec accusé de trauferie s'il n'y a pas de bouscillance générale à leur égard.

M. Duval répond qu'il y aurait trauferie, "inexactitude", si le fabricant français conduit des toires étrangères sans indiquer qu'elles sont étrangères, mais tel n'est pas le cas soulevé par M. Coquer.

M. Coquer fait observer que le texte dit: "... Dans tous les cas, qu'il soit une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère ..." et il demande si on ne pourrait encore dans la prop^a une disposition analogue à celle qui figure dans la Convention de Madrid à savoir que l'indication du nom ou de la raison sociale du fabricant n'est pas la preuve que le produit a été fabriqué au lieu de la raison sociale.

M. Bouf répond qu'il ne nettement établi que l'indication de la raison commerciale ne constitue pas nécessairement une indication de l'origine de la marchandise.

M. le Président estime que ce qui importe est de donner satisfaction aux étrangers, car on ne peut guère espérer voir le monde entier respecter nos appellations d'origine, spécialement viticoles, si nous obtenons à l'issue de tout une appellation fautive de produits indiqués comme venant d'Australie et remplacés d'un autre pays.

M. Bahan estime qu'il faut différencier
les vint qui se font :

- 1 - d'appellations d'origine
- 2 - d'indications de fausse origine (pro-
venance étrangère)
- 3 - de produits qui, en France, ont droit
à une appellation particulière parce
qu'ils constituent une spécialité - les
produits aux droits des produits.

M. Bagnat fait observer à nous que
d'après l'art. 3 de la Conv^{te} de
Madrid, le vint peut indiquer
son nom et son adresse sur son
produit, à condition qu'il est d'origine
authentique de l'indication précise
du pays ou du lieu de fabrication -
Le prop^{te} ne parle que de la "véri-
table origine française" l'adresse,
la véritable origine française, c'est
le lieu de fabrication -

M. Drouot répond qu'on n'a pas entendu voter
autre chose que la véritable origine
d'une région ou d'un lieu situé en
France

M. Roux estime que M. Bagnat aurait
satisfait par l'addition dans le
texte de la phrase suivante : "et
aucun cas la raison sociale ne consti-
tue une indication d'origine" -

M. Bagnat répond qu'il faudrait ajouter "le nom ou
l'adresse" -

M. le Président demande à M. Drouot ce qu'il
pense de la suggestion de M. Roux

M. Drouot répond qu'elle est inutile dans
le texte même, mais qu'on peut ajouter

une précision en ce sens dans le rapport.

M. Sore estime qu'il faut laisser une marge pour l'affiliation des pays et ne pas pousser les choses à l'extrême.

M. Drouot ajoute que si on accepte la suggestion de M. Rouf et faut bien préciser qu'il s'agit seulement de la France et des produits français qui peuvent avoir un caractère régional par leur origine.

Finalement la Commission, après avoir entendu M. Drouot, décide d'insérer dans le texte de la propⁿ la phrase additionnelle suivante qui donnera tout apaisement à M. Gagneur : « En ce qui concerne les produits français le nom et l'adresse du vendeur ne contiennent pas nécessairement une indication d'origine. »

M. Roustan demande ensuite à M. Drouot s'il estime nécessaire de maintenir au 2^{me} alinéa de l'art. 1^{er}

M. Drouot répond affirmativement et à l'appui de cette opinion M. Rouf cite l'exemple de fabricants de fromages de la Meuse qui ont mis sur leurs produits "Camembert de la Meuse", le 2^{me} parag. interdit par les fabricants de Camembert et l'On ne saurait fonder sur l'usage et la désignation "Camembert de la Meuse" constituerait un délit, mais avec ce 2^{me} § il n'y a pas confusion formelle. Toutefois, ajoute M.

Rouf si le mot "Camembert" de nous véhiculerait une appellation

44

d'origine, du fait d'une décision judiciaire
l'expression "Carrement de la Meuse" sera alors
illécite, et la loi de 1914 jouera.

M. Roustan demeure à M. Roux et Drouet
et il est bien d'accord avec lui sur les conclusions
suivantes :

Si la loi est votée on aura en France :

- 1) - des marchandises qui ne porteront aucune
marque ou indication de provenance
- 2) - des marchandises qui porteront une
marque d'origine étrangère distincte-
ment et loyalement exposée.
- 3) - des marchandises portant, à côté
de la marque d'origine française
une marque collective française
non seulement comme garantie
de marque d'origine, mais comme
affirmation que le produit a été
fabriqué par des maisons fran-
çaises, avec des capitaux français
- 4) - des marchandises portant la marque
française sans indication d'origine

M. Roux et Drouet se déclarent d'accord
avec M. Roustan

La Com^m a déjà ^{évalué} ~~adopté~~ les ^{Roux} ~~propos~~ de M. ~~Drouet~~
relatifs à la substitution du mot "protégée
par la loi..." à ceux de "... reconnue
conformément à la loi..." et c'est
alors qu'il y a une indication de M. Roustan, que
la Com^m en donnant l'acte libre la Com^m de
Commune de choisir entre les 2 solutions:
ou bien fusion du texte Fajon avec la prop^o la
trévisse, ou bien adoption successive des 2
prop^os, - des avis de M. Drouet, que deux

Loi ottimée serait présentée, étant donné
que la loi de Vicomte et avait tout
une loi douanière, alors que la loi Farjat
est une loi de police intérieure qui appelle
des sanctions différentes de celles nécessaires pour
une loi d'importation.

M. Roustan est enfin chargé par la
Comm.^{ne} de revoir le texte de la prop.^{ne} d'accord
avec MM. Rouget et Drouot pour une re-
vision définitive.

Le Président remercie et re-
mercie de leur concours.

MM. Rouget et Drouot se retirent.

Revisions Tarifs
de transport

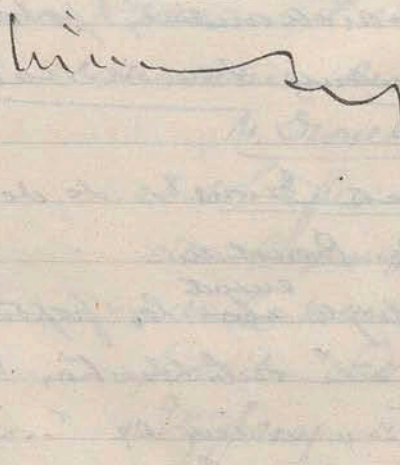
La discussion de conclusions du rapport de
M. Cadillon sur les Tarifs de Transport
est renvoyée à l'ordre 109, après

La séance est levée à 16^h 30

Le Président

Le Secrétaire

Min



Leance en 9 décembre 1929

Présidence de M. Belmont

La France est ouverte à 10.^h m.

Sont présents: MM. Clémentel, Président; Babin-
Chevaye, Buisson, Cadillon, Gaurin, Pierre
Corbet, Coignet, Maudo, Marsot, Porret-
Simardais, Louis Roy

Discussiones Conclusiones on Report de
M. Cavillaz sur la revision de l'artifice
terre-transport

M. Badillon donne lecture de son rapport.

(Voir rapport de
M. Carillon
aux annexes.)

Sur la proposition de M. Coignet d'arrêter de suite
de supprimer à la page 12, les mots : "de 7000 ou
de 8000 kilos (selon la densité des marchandises)
origines de telle façon que l'enclosure ne la
me coûte ^{uniquement} 5 francs par animaux au lieu
de 8000 kilos.

D'autre part, M. Coignet présente une observation d'ordre général. Bien entendu, le Com^{te} n'a pas l'intention de le rendre ministériel. Relève au barème qu'on lui présente. Celui-ci ne doit être qu'une indication. Enfin, il convient, pour mieux, se fixer pour certaines industries — la métallurgie notamment — de barèmes d'ici à cinq ans. Les seuls de ce genre qui existent actuellement.

La Com secrete se reunira ces deux
observations de M. Lagneur qui figureront
non pas sans le rapport, mais sans la
lettre d'envoi accompagnant le rapport.

M. Lauria demande qu'à la p. 16 on comprenne
 les agglomérés, se trouve à côté des agglomérés
 bouille - La Com^m décide de réserver ce point
 mais en principe satisfaction sera donnée à
 M. Lauria.

Page 18. au bas de la page 18 à la fin de rec. 6.
 fait une erreur matérielle et au lieu de
 "à déclarer en barème H dans

le barème K. - - - - - 2.6. à 2.6,, lire "2.6. à 2.8"
 M. Codet fait remarquer que le bois de
 papeterie alimente des papeteries qui fabri-
 quent un produit supérieur à celui de la
 feuille de papier et qui n'auraient pas de compte
 avec la feuille pour papier dans le tableau en
 la page 20. - En effet, les feuilles pour
 papiers fournissent ce tarif spécial qui ont
 été considérablement augmentés.

Il propose donc le libellé suivant à
 introduire après les bois destinés à la trituration ou
 au défilage" - - - "Feuilles pour papeteries -
 Ragoures et déchets de vieux papiers" - et
 qui, d'autre part, entraînera p. 22, la
 suppression des mots "feuilles pour papiers -
 feuilles"

Après discussion la Com^m pour donner
 satisfaction à M. Codet décide
 de réserver l'article "bois pour trituration
 ou défilage" pour en faire l'objet d'une
 proposition qui sera incessamment
 présentée englobant la matière nécessaire
 à la papeterie (bois, feuilles et feuilles,
 ragoures et déchets de vieux papiers)

Mention sera faite de cette réserve
 dans la lettre d'envoi au ministre.

189

Sur prop.^{re} de M. Mando on ajoute p. 11 les maisons de
ferre et de serrasins aux Blés et farines de
blé.

M. Buhon indique qu'il a reçu une plainte
des importateurs de manises qui font observer
que leurs produits sont taxés à un tarif analogue
à celui des blés ou farines alimentaires alors qu'ils
devraient être taxés au tarif des fourrages, c.àd.
aux taux des produits destinés à l'alimentation
du bétail.

La Com.^{te} décide de retenir l'observation,
et M. Buhon pour étude.

Enfin, p. 12 des observ.^{es} de M. Cagnat
il est décidé d'ajouter après le mot "... que la
Douane consentirait une réduction de 10 à 15 % au
taux unique de 40 % ... » la phrase sui-
vante : "avec avantage supplémentaire
dans les cas de sortie par les ports."

Le rapport a été modifié et adopté.
Il sera transmis le jour même au minist-
re des Trés. publiés avec la lettre d'envoi
suivante :

Monsieur le Ministre,

Vous avez été tenu au courant des travaux de
la Commission du Commerce et de l'Industrie du Sénat
dans le but d'apporter aux tarifs actuels de transport
les améliorations essentielles réclamées par la produc-
tion et la consommation nationales.

Notre Rapporteur, M. Cadilhon, nous a présenté
un rapport sur la question, concluant à la nécessité
d'amender le régime des transports fait à certains pro-
duits dont il donne l'énumération, de même qu'à donner
plus de facilités, par des tarifs abaissés et assouplis,
à nos possibilités d'exportation et de transit.

Nous avons l'honneur de vous faire connaître
que la Commission approuve les conclusions de M. Cadilhon
et les fait siennes.

168

La Commission et son rapporteur, s'inspirant des nécessités actuelles et des difficultés présentes du Commerce et de l'Industrie, désirent que l'amélioration qu'ils demandent soit immédiate.

Toutefois, nous n'entendons pas vous imposer, Monsieur le Ministre, sans une étude rapide, l'homologation du nouveau barème que nous réclamons dans les tableaux annexés à notre rapport. Nous les indiquons pour bien faire comprendre dans quelles mesures l'amélioration doit être obtenue.

Nous tenons à ajouter que les nécessités vitales de certains centres industriels peuvent conduire à l'établissement de barèmes spéciaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

P S - L'article "Bois pour trituration ou défibrage" (page 20 du rapport) est réservé provisoirement pour faire partie d'une proposition qui sera incessamment présentée, englobant les matières suivantes nécessaires à la papeterie ou en provenant :

Bois pour trituration ou défibrage;
Plantes et paille servant à la fabrication du papier;
Rognures et déchets de vieux papiers

La proposition comprendra en outre les bois destinés à la distillation.

La Laine est levée 5 mrd.

Le Préfet,

Le Secrétaire A. L.

W. L.

Paul P. L.

Séance du 14 décembre 1921

161

Présidence de M. Deloncle, vice-Président.

La séance est ouverte à 14^h 30

Sont présents : M. Deloncle, Président élu à l'unanimité, Babin, Blevage, Billiet, Bourrier, Cadillon, Carwin, Pierre Bodet, Coignet, Foulhy, James Hennessy, Louis Soulié, Maudo, Marsot, Perrier, Provost-Dumasarchais, Roustan, Henri Roy, Rueffler, Chevalier-Busidan.

Excusé : M. Clementel, Président.

Discussion et conclusions de M. Pierre Bodet sur la situation économique en Tchéco-Slovaquie.

M. Bodet expose les conclusions qui se dégagent, selon lui, de l'enquête qu'il a menée en Tchéco-Slovaquie au cours de vacances et dont il a donné les résultats à la Commission au cours de la séance du 16 novembre dernier. Il importe qu'à très brève échéance les négociations soient reprises avec la Tchéco-Slovaquie en vue d'un accord commercial et comme préliminaires à ces négociations les Syndicats de deux pays pourraient être mis en relations, par l'intermédiaire du ministère du Commerce, en vue de donner aux négociations futures des éléments sérieux d'appréciation sur les besoins réciproques de France et de la Tchéco-Slovaquie.

M. Coignet demande si le ministère du Commerce paraît disposé à reprendre ces négociations.

M. Bodet répond que le sentiment est

ministre lui même ne paraît pas douteux, mais
qu'il rencontrera sans doute une certaine opposi-
tion de la part des Bureaux.

En tout cas, les Syndicats industriels et
commerciaux de Tchéco Slovaquie paraissent
s'opposer à cette ex concession et à l'appui de
cette opinion, M. Bodet donne lecture d'un do-
cument ou avisant d'un Syndicat des Indus-
trie textile de Tchéco Slovaquie, duquel il
résulte que la France pourrait recevoir de
ce pays certains produits qui ne feraient aucune-
ment concurrence à l'industrie textile française
(des cotonnades notamment) - celle-ci ne les fa-
briquant pas et envoyer par contre en
Tchéco Slovaquie des textiles et des articles que
ce pays réclame de nos industries.

M. Bodet estime qu'il appartenait
au ministre du Commerce de mettre ce
syndicat textile de Tchéco Slovaquie en relation
avec l'Union Textile de France.

M. Bodet partage absolument cette
manière de voir et il conclurait même,
ainsi qu'il l'a déclaré au début, se fonder
sur la mesure et l'étendue de toutes les
industries.

Il appelle notamment l'attention
sur l'intérêt qu'il y aurait pour nos agri-
culteurs à acheter en Tchéco Slovaquie des
machines agricoles au lieu de les faire venir
à des prix très élevés d'Amérique.

M. Maudo se plaint de ce que les
fabricants français n'envoient jamais de
pièces de rechange des machines étrangères et
qu'ils obtiennent des énormes bénéfices qu'ils
réalisent sur ces machines. C'est une

163

mauvaise spéculation, que se fasse venir les
machines du dehors.

M. le Président fait observer que la question
soulevée par M. le Comte de la Joliverie
de machines agricoles par l'industrie française elle-
même est une question incidente au sujet de
laquelle il faudrait prier la Chambre des Constitu-
tens français de faire connaître son avis.

M. Coignet ajoute qu'il y a deux branches
généralement que cette question intéresse : la
construction des ports et la Chambre syndicale des
constructeurs, mécaniciens - C'est à cette dernière
qu'il faudrait s'adresser, car c'est elle qui
construit les petites machines.

Revenant à la question en discussion
M. le Président indique que c'est de la réforme
en ceci : éviter le souvent d'interroger les organi-
sations syndicales intéressées pour savoir :

1^{re} quels sont les articles pour lesquels
la France a intérêt à obtenir avec l'étranger
une facilité d'exportation ;

2^{de} quelles sont les matières pour
lesquelles la France a intérêt à accorder des
facilités d'importation, à la Chambre des Constitu-
tens.

M. Cochet demande que la Com^{te} mette
au vote que trait transmis au ministre du
Commerce pour lui donner le soin de
mettre en rapport les organisations syndicales
des deux pays en vue d'examiner dans quelles
conditions utiles aux deux pays une convention
pourrait être élaborée. Il ajoute qu'il con-
viendrait d'assigner des mandats du Parlement à
des Chambres syndicales qui, lors à elles-mêmes,
auraient peut-être une tendance trop marquée
à s'inspirer de leurs intérêts égoïstes et égoïstes.

124
et d'appliquer la doctrine particulière au
climat et à l'intérêt général.

M. Boyer estime qu'avant tout il
faut mettre les techniciens de deux pays en
présence - c'est ainsi qu'il est arrivé à
un résultat pour les toiles, par une conversa-
tion directe avec l'industriel français et l'italien.

M. Godet fait observer, ainsi qu'il l'a
déjà dit lors de son exposé, que la France aurait
avantage à faire venir de Bohême Slovaquie né-
cessairement des marchandises légères, car pour les
produits trop lourds, la distance et les tarifs
trop élevés de transport retirent aux trausae
leurs tout leur intérêt.

Il répond alors à diverses questions que
lui posent les collègues concernant les produits
susceptibles d'être échangés.

A M. Maunier il déclare qu'en ce
qui concerne les bestiaux il ne croit pas à
la possibilité d'en faire venir de Bohême Slovaquie
en France; il n'existe en Bohême Slovaquie
qu'une seule race intéressante: les porcs qui
fournissent le jambon de Prague, les estime
et qui pourrait concurrencer les jambons anglais
et américains.

Répondant à M. Boulier au sujet
du papier, il fait observer qu'il y a actuelle-
ment un arrangement qui n'est que de
contingents ont été fixés, mais lorsque
la question du papier sera reprise son aspect
normal il ne faudra pas songer à faire venir
du papier de Bohême Slovaquie - tout au
moins au papier de journal, toujours
pour cette même raison de distance et de
prix, mais il y aura intérêt à faire

un des papiers peints, des papiers de Luxe, toutes sortes de produits fabriqués autrefois par l'industrie allemande (emballage à l'usage, abas pour etc) et que l'industrie française ne fabrique pas.

Sur une question de M. Maunio en ce qui touche le bois M. Godet déclare qu'il ne faut pas songer au transport du bois en grumes, vu la distance et le manque de voies fluviales, mais un ^{intérêt} ~~début~~ particulier est offert pour l'aménagement aux régions libérées. La Bohème des vignes, en effet, fabrique des meubles à bon marché solide, susceptible de concurrencer aux habitants de nos régions dévastées tout au point de vue confortable qu'il y a celui au prix. L'industrie française des meubles qui fabrique des articles tout différents ne saurait en faire rien du tout. Actuellement il y a possibilité de livrer 2000 meubles complets.

M. Godet énumère ensuite parmi les articles susceptibles d'être livrés à la Bohème - Hongrie les engrais - les poteries d'Alsace notamment les céramiques, les denrées coloniales, les conserves de poissons. Il appelle l'attention sur la question des appellations d'origine qui doit se poser d'une façon toute spéciale, car on consomme en Bohème - Hongrie une foule de liqueurs & de vins aux dénominations fantaisistes, vendus sous des noms français à des prix infimes (vins qualifiés "bonheur-champagne", "cognac médicinal", etc !!) A M. Henri Roy qui demande quelle soit les disponibilités en Sucre, M. Godet répond qu'il n'y en aura pas cette année, - car la récolte au belvédère est presque d'exceptionnelle faible et la sécheresse, mais qu'en temps normal

166
il existe en Tchéco-Slovaquie une grosse
production sucrière.

M. Badillon ne croit pas qu'il soit
nécessaire d'entrer en pourparlers immédiate-
ment avec la Tchéco-Slovaquie en vue d'un
accord prochain, car il estime que ce pays
manque actuellement de possibilités d'a-
chat, étant donné surtout son change
déprécié. Il cite pour appuyer son opi-
nion l'exemple de ventes de produits
relatifs qui ont dû être résiliés, la maison
Tchéco-Slovaque qui avait fait le
commande n'ayant pu payer. D'autre
part, la Tchéco-Slovaquie manque de
l'autonomie financière nécessaire pour en-
durer les marchés, les entreprises étant
entre les mains de S^{ts} étrangers.

M. Bodet ne partage pas de
toute cette manière de voir. La situa-
tion de la Trésorerie en ce pays ne
s'améliore; il n'y a pas de dette, il
est riche et son avenir économique
est certain.

M. Badillon pense qu'il sera diffi-
cile d'aboutir à un accord dans lequel
la Tchéco-Slovaquie fournira la
cette partie de ce qui a été demandé.

M. le Président résumant la
discussion fait observer qu'on permet-
trait à la Tchéco-Slovaquie de se relever
économiquement et lui fournir à ce
moyen de payer un jour et il appuie
la proposition de M. Bodet d'en mettre un
voeu pour appeler l'attention du
ministre du Commerce sur ce

(6)

nécessité immédiate d'entier en
pourparlers avec le gouvernement lorsque
pour établir une courte nouvelle
avec ce pays, en visant tout, pour a-
juster, selon les avis des branches syndicales
de France et de l'étranger. Lorsque qu'il
conviendra préalablement de mettre en
rapport les uns avec les autres.

Cette proposition est adoptée
et M. Cochet est chargé de rédiger pour
la prochaine séance un projet de
Lettre au ministre de Commerce.

Communication de M. Cadillon

(Revision des Tarifs de Transport) - M. Cadillon donne à la
Com. le compte rendu de la note au ministre
des Travaux Publics et indique que des décisions
ont déjà été prises en ce qui concerne les tarifs de
certains produits.

Parle notamment la réduc-
tion n'est pas celle qu'on espérait. Elle est
abaissée à 40% dans le cas de forte por-
tion, mais rien n'est prévu pour la forte por-
tion de terre. La situation reste donc la
même - Pour le minerais une réduction de
10 à 15%, seulement et provisoire (voir interview)

M. Cadillon a l'impression que cette
forte portion, qui est ce qui concerne le minage
de houille le plus cher. Com. travaux publics
lui seulement le minimum de houille
ne sera pas prélevé et seulement 5 tonnes
comme dans le vieux concordat, mais les autres
taux seront concedés aux exportations de
5 tonnes par rapport à celle d'un tonnage
mineur.

En somme, l'avis de la commission des tarifs et
poursuite et l'admⁿ des Travaux Publics
paraît favorable à une solution qui donne
satisfaction aux vœux exprimés par le C^h,
mais il y a une certaine résistance de
la part de l'Etat. Il s'agit de savoir jusqu'où ira
cette résistance - et si de ce fait nettement
cette conclusion de la commission que la Com-
mission a une autre représentation des vœux, ceux
qui actuellement ceux-ci ne cherchent pas
à l'arrêter. En fait, cas il est exprimé une
réserve pour le transport de la houille, pro-
nant du danger qui pourrait résulter d'un abais-
sement considérable du tarif par rapport que
l'Angleterre abaisse actuellement le prix dans
une proportion considérable et que les charbons
pourraient venir en concurrence d'avantage en cas
les charbons français s'ils seraient réduits en
surplus, d'un tarif de transport ^{sup} avantageux.

Il convient donc de réserver les tarifs a-
baisés en ce qui concerne la houille à la produc-
tion nationale et le nouveau barème ne
devrait pas être applicable à la houille en-
trant en France par la porte.

Sur le prop^s de M. le Président, en l'as-
surance de cette question elle sera l'objet d'une
communication de M. Cadillon à la prochaine
séance; d'ici là M. Cadillon espère qu'il aura,
sur cette réserve, une réponse des vœux.

La séance est levée à 16^h 30

Le Président
F. L. L.

Le Secrétaire adj.
F. L. L.

Séance du 21 décembre 1921

169

Présence de M. Clémentel.

La séance est ouverte à 14^h. 30

Sont présents : M. Clémentel, Billiet, Bon-
neri, Bruhan, Cadilhac, Cauvin, Codet,
Coiffet, Delarue, Dupéras, Maudo,
Marso, Maurin, Mayuri, Piquet,
Roustan, Ruffet.

Convention avec le Tcheco Slovaquie.

M. Codet signale que le bureau du
ministère du Commerce et Commerce a déjà
l'échec de la question ^{au sujet} de laquelle il devait
soumettre un projet de lettre à la Com^m pour
être envoyée au ministre. Il doit avoir à cet
effet une entente avec M. Dore demain matin
et il demande en conséquence que la rédaction
de cette lettre soit immédiatement ajournée
(approbation)

Revue des Tarifs de Transport.

M. Cadilhac rappelle à la Com^m que lui a signalé
à l'Assemblée les efforts faits en ce moment
en Angleterre pour concurrencer notre charbon en
l'appareil qui pourrait recueillir pour nous
des mines en exploitant le barème des mines
pour la Com^m elle même en ce qui concerne la
houille.

Il fait un tableau comparatif du prix du
charbon anglais déchargé à Dieppe et rendu à
Paris avec le charbon belge sans d'un fait
avec Blangy et l'autre. Il résulte de ce

170
Tableau que le charbon anglais venait à Vesoul
à 115^t la tonne alors que celle de la terre
côte, au prix ancien du mois d'octobre 1841. Soit
de au prix, est exceptionnel, 120^t. Quant au
charbon de Blangy il vient à 98^t 20 à Vesoul,
potentiellement un avantage de 16^t sur le
charbon anglais, mais si on fait pour le
prix nouveau, cet avantage sera réduit
à 10^t.

Cependant en ce qui concerne le charbon de
la terre, il y a une amélioration depuis
qu'on a dérivé du bassin de la Sarre les
taux de ces frs d'Alsace-Lorraine et le
prix de la tonne est tombé à 115^t.

D'autre part, la Lorraine française, dans
une autre région, à Bourdeaux le
charbon anglais coûtait 68^t au lieu de 76^t.

Même si on fait si l'Angleterre
continue à baisser les prix et si d'autre
part le change s'améliore la lutte
pour le charbon français va devenir im-
possible. Il paraît donc que le
prix de transport demandera pour la tonne
de plus que pour au charbon d'importa-
tion, mais la réserve voudrait pour la
tonne soulever une difficulté d'ordre
diplomatique et il n'est pas facile pour la
Commission Commerciale de pousser
d'initiative sur cette matière. Toutefois
M. Caillaud a vu M. Bismarck et lui a
fait part de ses observations qui
auraient été échangées ici. Les- ci en a
fait son profit et il est à peu près certain
qu'en ce qui concerne la tonne on
fera pour la réverse, de telle façon

121

que le tarif nouveau ne puisse profiter qu'au
commerce français, en départ de la mine.

La Commission approuve la déclaration de
M. Cadillon sur ce point.

M. Bagnat rend compte que qui est à la
Bloc, lequel s'indigne en ce moment & sug-
gestion de M. Cadillon. M. Bloc estime
à 100 millions la baisse de recette qui résul-
terait pour les C^{tes} des nouveaux tarifs.

M. Bodet et M. Cadillon font observer
que M. Bloc — qui d'ailleurs avait cité à M.
Cadillon le chiffre de 1 milliard et non pas
seulement de 100 millions — ne tient pas
compte de l'augmentation de recettes qui pourra
résulter ^{du fait} de l'augmentation de transports, et
notamment des très longs parcours.

M. Bagnat signale que les C^{tes} de la pt
ne manqueraient pas d'objections aussi que la loi
de finances actuelle, en ce qui concerne le retrait
des chemins, creuse un trou de 10 millions
dans le budget si elle est votée telle quelle
par le Sénat. Il mentionne, en outre, que cette
même loi de finances établit une taxe de

1% sur les matières premières payées
exemptes de droits de douane, taxe qui se
superpose à celle de 1.10% actuellement existante.

M. le Président estime qu'il convient
de protester d'urgence contre l'établissement
d'un droit de douane sur les matières premières.
Lui-même est disposé à intervenir personnel-
lement à la tribune du Sénat au nom de
la Com^{te}.

Le Sénat décide qu'un amendement sera
déposé par M. le Président pour demander la
disjonction de l'avis de la loi de finances frappant

les articles, pourvu d'un vote de sanction.

Pour une question de M. Haude relative au tarif appliqué aux bois en fumée M. Bihan qui a personnellement étudié la question des Coefficients a le bon-vue devant pour un exposé à la Com^{te} du Commerce au cours de la prochaine séance.

M. Caillhon, parlant ensuite de la question du Tarif, indique qu'en principe les vœux ont recueilli le désir de la Com^{te}, et qu'il importe maintenant avant de faire une nouvelle demande, d'attendre que cette première étape soit franchie. — à propos.

Projet de loi modifiant le L. II. art. 18 du Code de Commerce.

M. Roustan, rapporteur, indique que le projet en question a été motivé par une certaine affaire soulevée et qu'à quel que point de vue le journal "la Samaritaine",

On avait accordé une dérogation, au cas où en cas d'obligation au repos hebdomadaire, aux marchands de biens.

La Samaritaine prétendait avoir droit à cette dérogation, l'art 18 de la loi du 13 mars 1907 vitant "les établissements d'une même ville, faisant les mêmes affaires & s'adressant à la même clientèle". Le conseil d'Etat donna

raison à la Samaritaine sur, d'ailleurs ne profitant pas de l'arrêt, et par conséquent ce fut de la dérogation, se contentant d'une satisfaction d'amour propre.

(12)

Le texte proposé n'a pas pour but de restreindre ou d'étendre la loi, mais de donner une définition claire.

M. Coignet fait observer que si le Sénat n'a pas profité de la désignation, c'est que la loi lui donnait le droit d'^{exclusivement} ouvrir ~~seulement~~ son rayon de vue et que dans ces conditions il lui était impossible de faire passer les employés en ce rayon alors que le reste du personnel était en congé !

Quoiqu'il en soit, M. Roustan propose de donner un avis favorable au projet, lequel consiste à ajouter au texte de la loi qui prévoit que l'autorisation accordée à un établissement doit être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle, — les mots suivants : "une fraction d'établissement ne pouvant, en aucun cas, être assimilée à un établissement complet."

La Com^m approuve la explication de M. Roustan qui est autorisé à déposer son rapport.

Rupture des relations économiques avec l'Espagne

M. Roustan indique que la Com^m que la rupture des ~~usages~~ relations commerciales avec l'Espagne, susceptible d'avoir de telles conséquences, n'en a pas moins un effet regrettable pour nos ports de la Méditerranée.

Il cite différents cas de bateaux partis d'Espagne avant la rupture, retardés en cours de route par la tempête, qui avaient à

bord de marchandises périssables, des oranges notamment. Qui ont fourni à fond ce cas et pour lesquels cependant la Douane a réclamé des droits exorbitants, alors que les marchés avaient été conclus antérieurement à la rupture.

Le commissaire d'appelle l'attentions du ministre des Affaires étrangères et nos ambassadeurs, d'ailleurs, doivent voir le plus tôt possible une carte commerciale avec elle se conclure avec l'Espagne. On a dit que le Serreys était parti à cet effet, ce n'est pas exact. Il est encore à Paris. En tout cas, il ne faut pas que les commerçants soient rendus responsables de la rupture majeure ou mineure de ce cas et à l'égard.

M. C. Redout fait observer que la jurisprudence est formelle et que tout ce qui est une origine à destination en France, antérieurement à une loi majorant un tarif quelconque, doit bénéficier du tarif ancien; - mais M. Roustan répond que l'Adminⁿ des Douanes se base précisément sur ce fait qu'il ne s'agit pas d'une majoration de tarifs mais d'une rupture commerciale et elle présente et établit une différence. Il doit rendre visite au jour lui-même au ministre du Commerce et il devra aller à cet effet l'affaire de la Commission.

Sur la proposition de M. C. Redout d'aller alors s'occuper de documents en matière que dans la lettre à conclure on spécifie bien qu'en cas de rupture.

4
commerciale, les marchandises embarquées
avant la dénonciation de l'accord doivent continuer
à bénéficier du tarif ancien, ainsi qu'il en
est déjà en cas de relèvement de tarif.

M. Roustan est chargé de faire connaître
sur ce point au ministre les vues de la Com^m.

Significations de rapporteurs.

M. Lere est désigné comme rapporteur pour
avoir du projet relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires,
inclus dans la loi de finances.

M. Deloncle est désigné comme rapporteur
du projet de loi sur le contingent de croix de
la légion d'honneur à attribuer au commerce,
projet actuellement soumis à la chambre des députés.

M. Marguier signale que la loi de finances
actuellement soumise à la Com^m. de finances
d'inscrire les frais de transmission de factures pour
banque, en les portant de 4 à 15 centimes.

Il demande qu'on étende cette mesure
aux factures expédiées sous enveloppe ouverte.
(approbation).

Correspondance. - M. le Président donne connaissance
d'une lettre du ministre des Affaires étrangères, en date du
11.12.1921 - prenant acte du vœu émis par la
Com^m, relatif à la demande du Japon d'être admis au
tarif minimum en Indo-Chine - vœu qui a été communiqué
à M. Fumeraud, notre ambassadeur.

M. le Président donne communication également
d'une lettre de la section de Vise de
l'Union des Combattants (Direction hospitalière
française) rendant compte d'une convention

fausse entre l'Union et les hôtels de cette ville en une
de limite à 33% le pourcentage des employés
étrangers -

Une lettre sera adressée à l'Union des Combats
haut pour lui adresser réception de sa communi-
cation.

La séance est levée à 16^h 30

Le Président -

Union

Secrétaire adj-
Rueffroy